Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-PV_CONS_021221-DE

Réunion du Conseil
2 décembre 2021

Visioconférence
14h00-17h00

Procès-verbal de réunion

1. Mot de bienvenue du Président

1.1. Constatation du Quorum

Le Quorum est établi.

Pas de vote

1.2. Adoption de l'ordre du jour

Le Président soumet la proposition d'ordre du jour au Conseil pour approbation.
L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Adopté

1.3. Adoption du compte-rendu du Conseil du 15 juin 2021

Il est demandé au Conseil d'approuver le compte-rendu du Conseil du 15 juin 2021. Le compte-rendu est adopté à l'unanimité.

Adopté

1.4. Point à huis clos : Modification RIFSEEP

Il est demandé au Conseil d'approuver la modification du RIFSEEP intégrant le complément indemnitaire annuel (CIA) dans le RIFSEEP, applicable au 01/01/2022. La délibération est adoptée à l'unanimité.

Adopté

1.5. Point à huis clos : Poste de chargé.e de mission

Le poste de chargé.e de mission & coordinateur.rice de projet INTERREG «Société Civile» arrivant à échéance le 31/03/2022, il est demandé au Conseil d'approuver la création d'un poste de chargé.e de mission (100%) à partir du 01/04/2022 afin de garantir la continuité dans le traitement des projets. La délibération est adoptée à l'unanimité.

Adopté

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-PV_CONS_021221-DE

2. Points politiques

2.1. Présentation de la Collectivité européenne d'Alsace

Une présentation de la Collectivité européenne d'Alsace et de ses compétences est faite au Conseil par M. Hoerlé, Vice-Président de la Collectivité européenne d'Alsace en charge du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pas de vote

2.2. Pacte de mobilité de Lahr

En ce qui concerne le thème prioritaire de la mobilité et la ligne de bus Eurodistrict Erstein-Lahr, il est demandé au Conseil de valider l'adhésion de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau au Pacte de mobilité de Lahr sur la base de la version courte actuellement disponible et de permettre ainsi au Président de signer la version finale prévue pour février 2022. La délibération est adoptée à l'unanimité.

Adopté

2.3 Plan Rhin Vivant

Il est demandé au Conseil de valider l'adhésion de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau au plan « Rhin Vivant » visant à préserver et à améliorer la biodiversité des écosystèmes de la plaine du Rhin supérieur. L'adhésion est validée à l'unanimité.

Adopté

2.4 Désignation de représentants de commissions

Il est demandé aux membres du Conseil de représenter l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau au sein de l'ADEUS et auprès du réseau européen de conseillers régionaux et locaux de l'UE pour une durée de mandat jusqu'en 2024. Aucun membre ne se déclarant volontaire, le point a été reporté à une séance ultérieure.

Pas de vote

2.5 Géothermie

La déclaration conjointe de M. Rith et Mme Schreiner en tant qu'invités de la Mission d'Information et d'Evaluation « MIE » est présentée aux membres du Conseil.

Pas de vote

3. Rapport : Pavillon de l'Eurodistrict à la Foire européenne de Strasbourg

Un compte rendu de la participation de l'Eurodistrict à la Foire Européenne du 3 au 13 septembre 2021 est présenté au Conseil. L'objectif du « Pavillon de l'Eurodistrict » était de présenter l'Eurodistrict en tant que territoire franco-allemand et structure transfrontalière avec ses nombreux projets propres au public local et offrir à différents acteurs d'un large éventail de thématiques une plateforme pour se présenter eux-mêmes avec leurs actions et produits sur dix stands partenaires. Cette participation ayant remporté un vif succès, il est proposé au point 4 « Budget 2022 : Débat d'orientation budgétaire » de la renouveler en 2022.

Pas de vote

4. Budget 2022 : Débat d'orientation budgétaire

Deux versions de budget ont été présentées, l'une intégrant le nouveau fonds pour petits projets du nouveau programme Interreg VI (2021-2027) afin de donner aux élus la possibilité de décider de la pertinence de ce fonds pour les projets des citoyens dans les conditions actuellement connues, l'autre finançant ces petits projets via un fonds propre « Eurodistrict ».
La proposition budgétaire n'ayant pas soulevé de remarques particulières, celle-ci sera soumise au vote du Conseil de mars 2022.

Pas de vote

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-PV_CONS_021221-DE

5. Projets propres

5.1. Éducation et bilinguisme : KM Solidarité

L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau organisant le KM Solidarité chaque année, il est demandé au Conseil de donner son accord pour l'organisation en 2022 d'une édition avec un format adapté si l'évolution de la situation sanitaire devait l'exiger. La délibération est adoptée à l'unanimité.

Adopté

6. Fonctionnement du GECT

6.1. Adhésion : « Alsace Marchés Publics »

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA) assurant depuis sa création la coordination du groupement de commandes sur la plateforme « Alsace Marchés Publics », il est demandé au Conseil de valider l'adhésion de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau et la signature de la convention d'adhésion. La délibération est adoptée à l'unanimité.

Adopté

7. Demandes de subventions

7.1. Information sur les subventions jusqu'à 5 000 € inclus

Le Président informe le Conseil sur les demandes de subventions inférieures ou égales à 5 000 € accordées par décision du Président depuis le Conseil du 15 juin 2021.

Pas de vote

8. Points divers

Un point a été fait sur la situation sanitaire des deux côtés du Rhin compte tenu de la reprise de la pandémie due au Covid 19.

Le Président,
Frank SCHERER

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-ODJ_1_2_4_2021-DE

Réunion du Conseil
2 décembre 2021

Centre administratif
Salle des Conseils
1er étage
1 parc de l'Étoile
67000 STRASBOURG
14 h 00 – 17 h 00

Ordre du jour

1. Mot de bienvenue du Président	
1.1. Constatation du Quorum	
1.2. Adoption de l'ordre du jour	
1.3. Adoption du compte-rendu du Conseil du 15 juin 2021	Rapport ci-joint
1.4. Point à huis clos : Modification RIFSEEP	Projet de délibération
1.5. Point à huis clos : Poste de chargé.e de mission	Projet de délibération
2. Points politiques	
2.1. Présentation de la Collectivité européenne d'Alsace	
2.2. Pacte de mobilité de Lahr	Projet de délibération
2.3. Plan Rhin vivant	Projet de délibération
2.4. Désignation des représentants de commissions	Projet de délibération
2.5. Géothermie	Document ci-joint
3. Rapport : Pavillon de l'Eurodistrict à la Foire européenne de Strasbourg	Document ci-joint
4. Budget 2022 : Débat d'orientation budgétaire	Document ci-joint
5. Projets propres	
5.1. Éducation et bilinguisme : KM Solidarité	Projet de délibération
6. Fonctionnement du GECT	
6.1. Adhésion : « Alsace Marchés Publics »	Projet de délibération
7. Demandes de subventions	
7.1. Information sur les subventions jusqu'à 5 000 € inclus	
8. Points divers	

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-ODJ_1_2_4_2021-DE

A Strasbourg, le 2 décembre 2021

Frank SCHERER
Président de l'Eurodistrict

Accord à l'unanimité des suffrages exprimés adopté le 2 décembre 2021 par le Conseil de l'Eurodistrict, rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral et affichage au siège de l'Eurodistrict.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-CR_1_3_4_2021-DE

Réunion du Conseil

15 juin 2021

Maison Intercommunale des Services
1 rue des 11 Communes
67230 BENFELD
et en visioconférence

9h00 – 12h00

Compte rendu de réunion

Présents sur place :
Titulaires : Mme Jeanne BARSEGHIAN, M. Dr. Karl-Heinz DEBACHER, Mme Julia DUMAY, M. Markus IBERT, Mme Pia IMBS, Mme Annie KESSOURI, M. Heinz RITH, M. René SCHAAL, M. Stéphane SCHAAL, M. Frank SCHERER, Mme Doris TERNOY, Mme Sanja TÖMMES,
Suppléants : M. Jacques BAUR, Mme Andrée BUCHMANN, M. Hans-Jörg HOSCH, M. Bruno METZ, M. Michael NGUYEN.

Présents en visioconférence :
Titulaires : M. Matthias BRAUN, M. Klaus MUTTACH, M. Jochen PALEIT, Mme Françoise SCHAETZEL, M. Thomas SEITZ, M. Marco STEFFENS, M. Toni VETRANO, M. Michael WELSCHE.
Suppléants : M. Alexander SCHRÖDER, M. Emmanuel WEISTROFFER.

Excusés :
Titulaires : M. Dr. Karlheinz BAYER, Mme Josiane CHEVALIER, Mme Danielle DAMBACH, Mme Céline GEISSMANN, Mme Dorothee GRANDERATH, M. Alain JUND, M. Julien KOEGLER, M. Valentin RABOT, Mme Edith SCHREINER, M. Jean-Philippe VETTER.
Suppléants : M. Michel ANDREU-SANCHEZ, M. Martin AßMUTH, M. Bruno BOULALA, Mme Rebecca BREITMAN, M. Christian CLEIß, Mme Cécile DELATTRE, M. Carsten ERHARDT, M. Thorsten ERNY, M. Edgar GLEIß, M. Marc HOFFSESS, Mme Marianne HORNY-GONIER, M. Christian HUBER, Mme Rosa KARCHER, M. Jean-Louis KIRCHER, M. Kai-Achim KLARE, Mme Michèle LECKLER, Mme Anne MISTLER, M. Pierre OZENNE, M. Eberhard ROTH, M. Pierre ROTH, M. Sven ROTHMANN, Mme Maren SEIFERT, Mme Caroline ZORN.

Ouverture de séance

1. Mot de bienvenue du Président

M. SCHERER remercie le Président de la Communauté de Communes du Canton d'Erstein, M. Stéphane SCHAAL, d'accueillir le Conseil à Benfeld et souhaite la bienvenue aux membres du Conseil présents sur place et à ceux assistant de manière virtuelle à cette réunion organisée en format hybride compte tenu de la situation sanitaire.
Le Président attire l'attention des membres du Conseil sur l'exposition Cartodistrict à l'entrée de la salle. Il s'agit du résultat d'un projet franco-allemand de cartographie transfrontalière financé dans le cadre du fonds microprojets Interreg auquel a participé l'Eurodistrict. Les panneaux pourront être exposés dans les différentes villes de l'Eurodistrict sur demande de la part des membres.

1.1. Constatation du quorum

M. SCHERER constate que le quorum est atteint et déclare la séance ouverte.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-CR_1_3_4_2021-DE

1.2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

1.3. Adoption du compte-rendu du Conseil du 20 avril 2021

Mme BUCHMANN signale avoir été présente en visioconférence et demande la modification de la liste des membres présents en conséquence. Le compte-rendu est adopté avec cette modification à l'unanimité.

2. Points politiques

2.1. Présentation de la zone à faibles émissions (ZFE) de l'Eurométropole de Strasbourg

Mme DUMAY présente au Conseil la future zone à faibles émissions (ZFE) qui sera progressivement mise en place à partir de 2022 sur le territoire de l'Eurométropole. Un atelier citoyens transfrontalier a été organisé le 31 mai 2021 pour informer, communiquer et étudier les contraintes, les mesures à mettre en place afin d'accompagner le changement des modes de déplacement. En prévision de la mise en place de la ZFE, les élu.es mettent en avant que l'information et la communication permanentes avec les communes allemandes de l'Eurodistrict est primordiale. L'Eurodistrict est prêt à relayer les informations auprès des citoyen.nes afin d'assurer une bonne compréhension et l'acceptation de la mesure.

2.2. Alliance des citoyens européens transfrontaliers

L'alliance des citoyens européens transfrontaliers a vu le jour en 2020 dans le but de faciliter le quotidien des citoyen.nes dans les régions frontalières au sein de l'Union Européenne. Son objectif est de placer les régions frontalières davantage au centre de l'attention politique et législative des instances européennes.
M. SCHERER propose qu'à l'instar de l'Eurodistrict Pamina, l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau adhère à l'Alliance des citoyens transfrontaliers européens car, selon lui, elle partage les mêmes préoccupations que l'Eurodistrict. L'adhésion est validée avec une voix contre.

2.3. Résultats du dialogue citoyen franco-allemand

Le Président présente au Conseil les résultats du dialogue citoyen franco-allemand organisé par l'Eurodistrict en partenariat avec TEIN4Citizens du 13 au 22 avril 2021. Les préoccupations principales des citoyen.nes concernent la mobilité, l'environnement, la culture et le plurilinguisme, ce qui correspond aux thématiques prioritaires de l'Eurodistrict.

2.4. Présentation du « plan Rhin vivant »

M. BRAUN de la DREAL présente au Conseil le plan « Rhin vivant » visant à préserver et à améliorer la biodiversité des écosystèmes de la plaine du Rhin supérieur. Les membres du Conseil décident d'adhérer au plan « Rhin vivant » et demandent au Secrétariat Général de préparer une délibération en conséquence pour la prochaine séance.

3. Projets propres

3.1. Culture : Fonds culturel pour la scène locale

Le Conseil a adopté lors de sa séance de mars la mise en place d'un fonds culturel soutenant la scène locale dans l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau durement éprouvée en raison de la pandémie. Le Président propose au Conseil d'adopter les critères élaborés pour ce fonds et de valider les différents formulaires. La délibération est adoptée avec une abstention.

3.2. Economie : Pavillon de l'Eurodistrict à la Foire européenne de Strasbourg

Afin de promouvoir l'Eurodistrict en tant que structure et en tant que territoire, le Président demande au Conseil de valider un projet de marketing territorial par la participation de l'Eurodistrict à la Foire européenne à Strasbourg du 3 au 13 septembre 2021 avec un « Pavillon de l'Eurodistrict ». La délibération est adoptée à l'unanimité.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-CR_1_3_4_2021-DE

3.3. Mobilité : Point sur le plan de mobilité

Mme MARKL-HUMMEL présente l'avancement des actions menées dans le domaine de la mobilité transfrontalière et le Président commente le nouvel accord de coalition du Bade-Wurtemberg prévoyant le transfert de compétences appropriées aux Eurodistricts, notamment dans le domaine des transports transfrontaliers.

3.4. Education : Le bilinguisme pour les enfants

Le projet « Eurodistrict : Spiel & Parle » propose aux enfants, dès leur plus jeune âge, un apprentissage sous forme ludique de la langue du voisin et ceci de part et d'autre du Rhin. En effet, l'éducation bilingue précoce facilite l'apprentissage ultérieur des langues étrangères et accroît la compréhension des autres cultures. M. SCHERER soumet au vote du Conseil le financement du projet linguistique, sous la direction de la VHS Ortenau, pour l'année scolaire 2021/2022 pour un montant maximum de 20 000 euros. La délibération est adoptée à l'unanimité.

4. Fonctionnement du GECT

4.1. Remplacement d'agents momentanément indisponibles

Le Président demande au Conseil de valider la délibération concernant le remplacement d'agents momentanément indisponibles. Ceci permettra d'assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels indisponibles en raison, entre autres, d'un congé de maladie, d'un congé de maternité, d'un congé de longue durée etc…selon la réglementation en vigueur. La délibération est adoptée à l'unanimité.

5. Demandes de subventions

5.1. Information sur les subventions jusqu'à 5 000 € inclus

Le Président informe le Conseil sur les demandes de subventions inférieures ou égales à 5 000 € accordées par décision du Président depuis la séance du 4 mars 2021.

5.2. Simplicissimus Haus Renchen

En raison de la pandémie, M. SCHERER propose au Conseil de reporter, pour la dernière fois sur l'année 2022, la subvention accordée pour l'année 2020 à hauteur de 10 000 € et déjà reportée sur l'année 2021 afin de permettre la réalisation de l'exposition prévue sur les animaux de Peter Gaymann et F'Murr. Cet ultime report est validé à l'unanimité.

6. Points divers

6.1. Géothermie

Mme MARKL-HUMMEL présente au Conseil l'avancement du processus d'indemnisation des citoyen.nes parmi lesquel.les des habitant.es du côté allemand ayant subi des dégâts à la suite des divers tremblements de terre induits. Le 20 mai 2021, la Mission d'Information et d'Evaluation (MIE) a invité à l'une de ses réunions d'information portant sur la géothermie des responsables politiques allemand.es dont deux membres du Conseil, M. Rith et Mme Schreiner, ainsi que des citoyen.nes impacté.es outre-rhin pour obtenir des informations directement de Fonroche.

M. SCHERER clôt la séance à 11H15.

A Strasbourg, le 2 décembre 2021

Frank SCHERER
Président de l'Eurodistrict

Accord à l'unanimité des suffrages exprimés adopté le 2 décembre 2021 par le Conseil de l'Eurodistrict, rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral et affichage au siège de l'Eurodistrict.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

Eurodistrict/Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Document de séance n° 1.4/4/2021
Vorlage Nr. 1.4/4/2021

Séance du Conseil l'Eurodistrict Ratssitzung des Eurodistrikts 4/2021	Date de la séance / Sitzungstag 02.12.2021
Dossier suivi par/ Projektbeauftragte	

Point n° 1.4 de l'ordre du jour / Punkt Nr. 1.4 der Tagesordnung

Objet / Betreff: RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) / *RIFSEEP (Vergütungssystem mit Berücksichtigung der Funktion, der Hierarchie, des Fachwissens und des beruflichen Engagements)*

I. Rapport / Sachverhalt

Lors de sa séance du 30 mars 2017, le Conseil de l'Eurodistrict a validé l'instauration du RIFSEEP au sein du Secrétariat Général du GECT Eurodistrict Strasbourg-Ortenau avec une application au 1er avril 2017.
Le RIFSEEP a pour objectif d'harmoniser les régimes indemnitaires entre les différentes fonctions publiques et de simplifier le régime indemnitaire en remplaçant toutes les autres primes liées aux fonctions et à la manière de servir. Il s'agit de valoriser les fonctions et responsabilités exercées ainsi que l'expérience professionnelle. Il est composé d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) et d'un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

En 2017, seule l'IFSE avait été mise en place. Or par sa décision du 13 juillet 2018 n° 2018-727 QPC, le Conseil constitutionnel a précisé qu'une part de CIA devait toujours être fixée dans la délibération.
De plus, le RIFSEEP doit être revu tous les quatre ans en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par les agents.

C'est pourquoi, le GECT a mené une réflexion visant à mettre à jour le régime indemnitaire de

Der Eurodistriktrat hat am 30. März 2017 beschlossen, den RIFSEEP im Generalsekretariat des EVTZ Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau ab 1. April 2017 einzuführen.
Das Ziel des RIFSEEP ist die Vergütungssysteme der verschiedenen öffentlichen Dienste zu vereinheitlichen und das Vergütungssystem zu vereinfachen, da alle anderen mit Amt und Dienstleistung verbundenen Vergütungen durch den RIFSEEP ersetzt werden. Es geht darum, Funktion und Verantwortung sowie Berufserfahrung aufzuwerten. Er besteht aus einer Vergütung abhängig von Funktion und Fachwissen (IFSE) sowie einer Jahreszusatzvergütung, die das berufliche Engagement und die Arbeitsweise berücksichtigt (CIA)

Im Jahr 2017 war nur die IFSE eingeführt worden. Mit seiner Entscheidung vom 13. Juli 2018 Nr. 2018-727 QPC hat der Verfassungsrat jedoch klargestellt, dass ein Anteil des CIA stets in dem Beschluss festgelegt werden muss.
Außerdem muss der RIFSEEP alle vier Jahre überprüft werden, wenn es keine Funktionsänderung gibt und die von den Angestellten gesammelten Erfahrungen berücksichtigt werden.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

ses agents (voir délibération jointe en annexe 1).

Aus diesem Grund hat der EVTZ das Vergütungssystem für seine Mitarbeiter aktualisiert (siehe Beschluss in Anhang 1).

II. Recommandation du Secrétariat général / *Empfehlung des Generalsekretariats*:

Dans le cadre d'une mise à jour du régime indemnitaire des agents de la Fonction Publique Territoriale et afin de se mettre en conformité an ce qui concerne l'intégration de la part CIA dans le RIFSEEP, le Secrétariat Général recommande l'application de la mise à jour du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) au 01/01/2022 et demande au Conseil de bien vouloir autoriser le Président à signer la délibération ci-jointe (annexe 1).

Im Rahmen einer Aktualisierung des Vergütungssystems für Angestellte der territorialen öffentlichen Verwaltung und um die Integration des CIA-Anteils in das RIFSEEP zu gewährleisten, empfiehlt das Generalsekretariat die Aktualisierung des Vergütungssystems unter Berücksichtigung der Funktionen, Aufgaben, Kompetenzen und des beruflichen Engagements (RIFSEEP) zum 01.01.2022 und bittet den Rat, den Präsidenten zu ermächtigen, den beigefügten Beschluss zu unterzeichnen (Anhang 1).

III. Proposition de résolution / *Beschlussvorschlag*:

Le Conseil vote la délibération de la mise à jour du RIFSEEP ci-jointe (annexe 1) sous réserve de l'accord du Comité Technique du CDG67 et autorise le Président à la signer ainsi que tout document y afférent.

Der Rat stimmt für den beigefügten Beschluss zur Aktualisierung des RIFSEEP (Anhang 1) vorbehaltlich der Zustimmung des Technischen Ausschusses des CDG67 und ermächtigt den Präsidenten, diesen sowie alle damit zusammenhängenden Dokumente zu unterzeichnen.

IV. *Résultat des délibérations / Beratungsergebnis*:

■ Accord □ Refus □ Résolution modifiée	■ Zustimmung □ Ablehnung □ Abweichender Beschluss

A Strasbourg, le 2 décembre 2021

Frank SCHERER
Président de l'Eurodistrict

Accord à l'unanimité des suffrages exprimés adopté le 2 décembre 2021 par le Conseil de l'Eurodistrict, rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral et affichage au siège de l'Eurodistrict.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

TOP 1.4 - ANNEXE 1

DELIBERATION
POUR LA MISE A JOUR DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Le Conseil de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

Sur rapport de Monsieur le Président,

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88 et 136.
- le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,
- le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;
- le décret modifié n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique d'Etat,
- l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat
- l'arrêté du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

VU l'avis du Comité Technique en date du 24/11/2021 relatif à la mise à jour du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement (RIFSEEP) au sein de la collectivité

Le Président informe l'assemblée,

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la Fonction Publique de l'Etat est transposable à la Fonction Publique Territoriale. Il se compose de deux parts :

- une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- et un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir basé sur l'entretien professionnel.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau a engagé une réflexion visant à mettre à jour le RIFSEEP mis en place le 01/04/2017, afin de remplir les objectifs suivants :

- prendre en compte la place de chacun dans l'organigramme de la collectivité et reconnaitre les spécificités de certains postes ;
- valoriser l'expérience professionnelle;
- prendre en compte le niveau de responsabilité des différents postes en fonction des trois critères d'encadrement, d'expertise et de sujétions ;
- renforcer l'attractivité de la collectivité.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles explicitement cumulables.

ARTICLE 1 : BENEFICIAIRES

Le RIFSEEP pourra être versé aux fonctionnaires stagiaires et titulaires des cadres d'emplois suivants :

- Administrateurs
- Attachés,
- Rédacteurs
- Adjoints administratifs.

Le RIFSEEP peut être versé aux agents contractuels de droit public, recrutés sur le fondement des articles 3, 3-1, 3-2, et 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 suscitée.
Les agents contractuels de droit privé ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

ARTICLE 2 : L'IFSE : PART FONCTIONNELLE

La part fonctionnelle de la prime sera versée mensuellement sur la base du montant annuel individuel attribué.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :
- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion ;
- au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience professionnelle acquise par l'agent.

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale selon les modalités critères définis ci-dessous et fera l'objet d'un arrêté.

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables.

a) <u>Le rattachement à un groupe de fonctions</u>

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités (voir annexe 2), le niveau d'expertise et les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes de fonctions définis ci-dessous.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions (voir annexe 1) à partir de critères professionnels tenant compte :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard de
  - Niveau hiérarchique
  - Nombre de collaborateurs (encadrés directement)
  - Type de collaborateurs encadrés
  - Niveau d'encadrement
  - Niveau de responsabilités liées aux missions (humaine, financière, juridique, politique…)
  - Niveau d'influence sur les résultats collectifs
  - Délégation de signature

- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions
  - Connaissance requise
  - Technicité / niveau de difficulté
  - Champ d'application
  - Diplôme
  - Certification
  - Autonomie
  - Influence/motivation d'autrui
  - Rareté de l'expertise……

- Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel
  - Relations externes / internes (typologie des interlocuteurs)
  - Contact avec des publics difficiles
  - Impact sur l'image de la collectivité
  - Risque d'agression physique
  - Risque d'agression verbale
  - Exposition aux risques de contagion(s)
  - Risque de blessure
  - Itinérance/déplacements
  - Variabilité des horaires
  - Horaires décalés
  - Contraintes météorologiques
  - Travail posté
  - Liberté de prise de congés
  - Obligation d'assister aux instances
  - Engagement de la responsabilité financière
  - Engagement de la responsabilité juridique
  - Zone d'affectation
  - Actualisation des connaissances……

- De la valorisation contextuelle
  - Gestion de projets
  - Tutorat
  - Référent formateur

b) <u>L'expérience professionnelle</u>

Le montant de l'IFSE peut être modulé en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulations suivants :

- Expérience dans le domaine d'activité ;
- Expérience dans d'autres domaines ;
- Connaissance de l'environnement de travail ;
- Capacité à exploiter les acquis de l'expérience ;
- Capacités à mobiliser les acquis de la formation suivie ;
- Capacités à exercer les activités de la fonction.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

ARTICLE 3 : LE CIA, PART LIEE A L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL ET A LA MANIERE DE SERVIR

Il est proposé d'attribuer individuellement chaque année un complément indemnitaire aux agents en fonction de leur **engagement professionnel** et leur **manière de servir** en application des conditions fixées pour l'entretien professionnel.

La part liée à la manière de servir sera versée en février de N+1 suivant l'évaluation professionnelle de l'agent à l'année N. Cette part sera revue annuellement à partir des résultats des entretiens professionnels.

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou à temps non complet ainsi que pour les agents quittant la collectivité ou étant recrutés dans la collectivité en cours d'année.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale selon les modalités critères définis ci-dessous et fera l'objet d'un arrêté.

Le CIA est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

Les critères d'évaluation :

Le CIA sera déterminé en tenant compte des critères suivants :

- *Résultats professionnels obtenus par l'agent et réalisation des objectifs ;*
- *Niveau de maîtrise des compétences professionnelles et techniques ;*
- *Qualités relationnelles ;*
- *Capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur*

(Voir détail en annexe 3)

ARTICLE 4 : MODULATION DE L'IFSE ET DU CIA EN FONCTION DE L'INDISPONIBILITE PHYSIQUE DES AGENTS ET AUTRES CONGES

L'IFSE et le CIA sont maintenus dans les proportions du traitement en cas de maladie ordinaire, accident de service ou maladie professionnelle et congé maternité, paternité et d'accueil de l'enfant ou de congé d'adoption, sans préjudice de la possibilité pour le GECT Eurodistrict Strasbourg-Ortenau de moduler le CIA ou de ne pas le verser compte tenu de la manière de servir de l'agent et des résultats obtenus au cours de l'année de son versement.

En revanche, l'IFSE et le CIA ne seront pas versés en cas de congé de longue maladie, de longue durée ou de congé de grave maladie.
Toutefois, l'agent en congé de maladie ordinaire (CMO), placé rétroactivement en congé de longue maladie (CLM), en congé de longue durée (CLD), ou en congé de grave maladie conserve les primes d'ores et déjà versées pendant la période du CMO.

ARTICLE 5 : REPARTITION IFSE et CIA

Conformément à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 suscitée, le Président propose la répartition cumulée des deux parts (IFSE et CIA) comme suit :
- 80 % affectés sur l'IFSE,
- 20 % affectés sur le CIA.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

Le Président propose de fixer les groupes et les montants de référence pour les cadres d'emplois suivants :

Groupes de fonction	Fonctions	Cadres d'emplois concernés	Montant plafond annuel fonction IFSE (80% du plafond réglementaire cumulé IFSE et CIA)	Montant plafond annuel fonction CIA (20% du plafond réglementaire cumulé IFSE et CIA	Montant du plafond règlementaire RIFSEEP (IFSE + CIA) fixé par arrêtés ministériels
A1	Secrétaire Générale	Administrateur	47 040 €	11 760 €	58 800 €
A3	Chargé de projets sénior	Attaché Principal	24 000 €	6 000 €	30 000 €
	Chargé de projets junior	Attaché	24 000 €	6 000 €	30 000 €
	Chargé de projets & fonds microprojets	Attaché	24 000 €	6 000 €	30 000 €
	Chargé d'Evénementiel et Communication	Attaché	24 000 €	6 000 €	30 000 €
	Chargé de mission, coordination de projet Interreg	Attaché	24 000 €	6 000 €	30 000 €
	Chargé de mission Pilotage, analyse budgétaire et gestion administrative du personnel	Attaché	24 000 €	6 000 €	30 000 €
B1	Assistante de Direction & Comptabilité	Rédacteur	15 888 €	3 972 €	19 860 €
C1	Assistante administrative	Adjoint administratif	10 080 €	2 520 €	12 600 €

DECIDE

- De modifier l'IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus ;
- D'instaurer le CIA dans les conditions indiquées ci-dessus ;
- Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du : **01/01/2022**.
- De mettre à jour la présente délibération conformément à l'évolution des dispositions législatives, réglementaires ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de la prime dans le respect des dispositions définis ci-dessus ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à moduler l'IFSE et le CIA au vu de l'indisponibilité physique des agents et autres périodes de congés selon les modalités prévues ci-dessus ;
- De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au paiement de cette prime.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

PJ : Annexe A – Grille de répartition des emplois du GECT Eurodistrict Strasbourg-Ortenau par groupes de fonctions
Annexe B – Organigramme du GECT Eurodistrict Strasbourg-Ortenau avec les niveaux identifiés
Annexe C – Grille des sous-indicateurs d'appréciation de l'engagement professionnel et de la manière de servir

Fait à Strasbourg, le 2 décembre 2021

Le Président,
(cachet et signature de l'autorité territoriale)

Frank SCHERER

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

Annexe A : Grille de répartition des emplois du GECT EURODISTRICT STRASBOURG-ORTENAU par groupes de fonctions

	Indicateur	échelle d'évaluation				
Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception	niveau hiérarchique	DGS	Directeur	Chef de service	Chef d'équipe	Agents d'éxécution
	5	5	4	3	2	1
	Nbr de collaborateurs (encadrés directement)	0	1 à 5	6 à 10	11 à 20	21 à 50
	4	0	1	2	3	4
	Type de collaborateurs encadrés	Cadre sup	Cadres intermédiaires	Cadres de proximité	Agents d'éxécution	Aucun
	4	1	1	1	1	0
	Niveau d'encadrement	Stratégique	intermédiaire	de Proximité	Coordination	Sans
	4	4	3	2	1	0
	Niveau responsabilités liées aux missions (humaine, financière, juridique, politique…)	Déterminant	Fort	Modéré	Faible	
	4	4	3	2	1	
	Niveau d'influence sur les résultats collectifs	Déterminant	Partagé	Faible		
	3	3	2	1		
	délégation de signature	OUI	NON			
	1	1	0			
	25					S/s Total

	Indicateur	echelle d'évaluation				
Technicité, expertise, expérience, qualifications	Connaissance requise	maîtrise	expertise			
	4	1	4			
	Technicité / niveau de difficulté	Exécution	Conseil/ interprétation	Arbitrage/ décision		
	5	1	3	5		
	champ d'application	monométier/ monosectoriel	Polymétier/ polysectoriel/diversité domaines de Cptc			
	4	1	4			
	diplôme	I	II	III	IV	V
	5	5	4	3	2	1
	certification	OUI	NON			
	1	1	0			
	autonomie	restreinte	encadrée	large		
	5	1	3	5		
	Influence/motivation d'autrui	Forte	Faible			
	3	3	1			
	Rareté de l'expertise	Oui	non			
	1	1	0			
	28					S/s Total

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

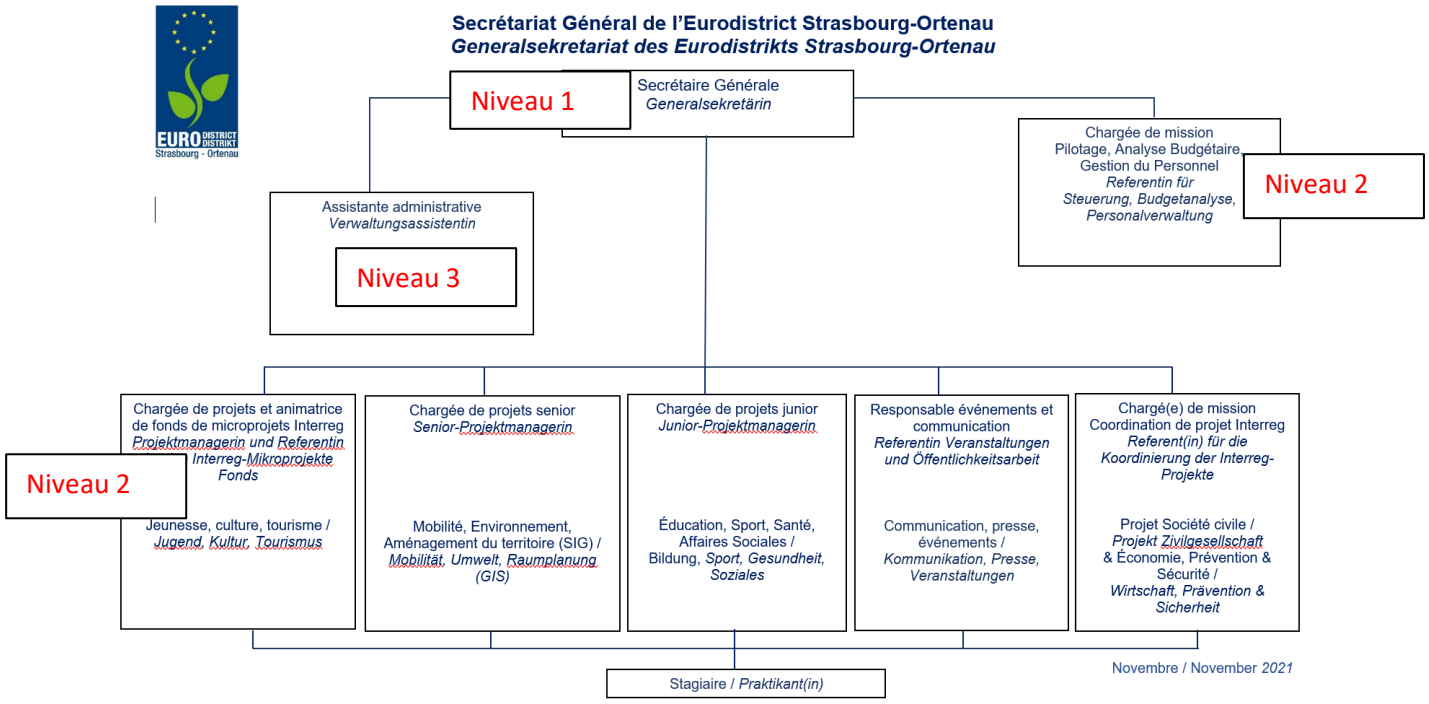
	Indicateur	echelle d'évaluation				
Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel *(issues de la fiche de poste et du document unique)*	Relations externes / internes (typologie des interlocuteurs)	Elus	Administrés	Partenaires institutionnels	Agents	Prestataires extérieurs
	5	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
	contact avec publics difficiles	oui	non			
	3	*3*	*0*			
	impact sur l'image de la collectivité	immédiat	différé			
	3	*3*	*1*			
	risque d'agression physique	faible	modéré	élevé		
	5	*1*	*3*	*5*		
	risque d'agression verbale	faible	modéré	élevé		
	3	*1*	*2*	*3*		
	Exposition aux risques de contagion(s)	faible	modéré	élevé		
	5	*1*	*3*	*5*		
	risque de blessure	très grave	grave	légère		
	10	*10*	*5*	*1*		
	itinérance/déplacements	fréquente	ponctuelle	rare	sans	
	5	*5*	*3*	*1*	*0*	
	variabilité des horaires	fréquente	ponctuelle	rare		
	7	*7*	*3*	*1*		
	horaires décalés	régulier	ponctuel	non concerné		
	5	*5*	*2*	*0*		
	contraintes météorologiques	fortes	faibles	sans objet		
	3	*3*	*1*	*0*		
	travail posté	OUI	NON			
	2	*2*	*0*			
	liberté pose congés	encadrée	restreinte	imposée		
	2	*0*	*1*	*2*		
	obligation d'assister aux instances	rare	ponctuelle	récurrente		
	2	*0*	*1*	*2*		
	engagement de la responsabilité financière	élevé	modéré	faible		
	3	*3*	*2*	*1*		
	engagement de la responsabilité juridique	élevé	modéré	faible		
	3	*3*	*2*	*1*		
	zone d'affectation	sensible	avec contraintes	sans contrainte particulière		
	3	*3*	*1*	*0*		
	Actualisation des connaissances	indispensable	nécessaire	encouragée		
	3	*3*	*2*	*1*		
	72					S/s Total

	Indicateur	echelle d'évaluation				
Valorisation contextuelle	Gestion de projets	chef projet	membre équipe projet	contributeur ponctuel		
	3	*3*	*2*	*1*		
	Tutorat	Oui	Non			
	1	*1*	*0*			
	Référent formateur	Oui	Non			
	1	*1*	*0*			
	5					S/s Total
maxi	130					TOTAL
MINI	19					

	Indicateur	echelle d'évaluation				
Prise en compte de l'expérience professionnelle *(cette partie permet de prendre en compte les éléments propres à l'agent titulaire de la fonction, pour envisager l'attribution du montant individuel indemnitaire)*	Expérience dans le domaine d'activité	0	1 à 3 ans	3 à 6 ans	6 à 10 ans	> 10 ans
	4	*0*	*1*	*2*	*3*	*4*
	Expérience dans d'autres domaines	faible	diversifiée	diversifiée avec compétences transférables		
	3	*0*	*1*	*3*		
	Connaissance de l'environnement de travail	basique	courant	approfondi	non évaluable	
	5	*1*	*3*	*5*	*0*	
	Capacité à exploiter les acquis de l'expérience	notions	opérationnel	maîtrise	expertise *(transmission des savoirs et formulation de propositions)*	non évaluable
	5	*1*	*2*	*3*	*5*	*0*
	Capacité à mobiliser les acquis des formations suivies	notions	opérationnel	maîtrise	expertise *(transmission des savoirs et formulation de propositions)*	non évaluable
	5	*1*	*3*	*4*	*5*	*0*
	Capacité à exercer les activités de la fonction	supérieur aux attentes	conforme aux attentes	inférieur aux attentes	très inférieur aux attentes	non évaluable
	5	*3*	*0*	*-3*	*-6*	*0*
	27					TOTAL

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

Annexe B : Organigramme du GECT EURODISTRICT STRASBOURG-ORTENAU avec les niveaux identifiés



Niveaux	Groupes de fonctions	Fonctions	Cadres d'emploi concernés	Montant anuuel maximum (IFSE+CIA)
N1	A1	Secrétaire Générale	Administrateur	58 800 €
N2	A3	Chargé de projets sénior	Attaché Principal	30 000 €
		Chargé de projets junior	Attaché	30 000 €
		Chargé de projets & fonds microprojets	Attaché	30 000 €
		Chargé d'Evénementiel et Communication	Attaché	30 000 €
		Chargé de mission Pilotage, analyse budgétaire et gestion administrative du personnel	Attaché	30 000 €
N3	C1	Assistante administrative	Adjoint administratifr	12 600 €

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

Annexe C : Grille des sous-indicateurs d'appréciation de l'engagement professionnel et de la manière de servir

A. Résultats professionnels obtenus par l'agent et réalisation des objectifs
   - Ponctualité
   - Suivi des activités : respect des échéances, gestion des priorités, gestion du temps, utilisation des moyens mis à disposition du service et de l'agent, planification des activités, anticipation
   - Esprit d'initiative
   - Réalisation des objectifs

B. Compétences professionnelles et techniques,
- Respect des directives, procédures, règlements intérieurs
- Capacité à prendre en compte les besoins du service public et les évolutions du métier et du service
- Capacité à mettre en œuvre les spécificités du métier
- Qualité du travail

C. Qualités relationnelles,
- Niveau relationnel (esprit d'équipe, respect de la hiérarchie, remontées d'alerte, sens du service public)
- Capacité à travailler en équipe
- Respect de l'organisation collective du travail

D. Capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur
- Potentiel d'encadrement
- Capacités d'expertise
- Potentiel à exercer des fonctions d'un niveau supérieur

Fourchettes d'attribution de la part CIA	
Entre 0 et 12 points obtenus à l'évaluation du CIA	0 %
Entre 13 et 24 points obtenus à l'évaluation du CIA	25 %
Entre 25 et 49 points obtenus à l'évaluation du CIA	50 %
Entre 50 et 74 points obtenus à l'évaluation du CIA	75 %
Entre 75 et 100 points obtenus à l'évaluation du CIA	100 %

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_4_4_2021-DE

Barème / Skala	Attribution des points / Anzahl der Punkte	Critère appliqué / Angewandte Punkteskala
Comportement insuffisant / Compétences à acquérir ungenügendes Verhalten / zu erwerbende Kompetenzen	0	
Comportement à améliorer / Compétences à developper verbesserungswürdiges verhalten / ausbaufähige Kompetenzen	2	
Comportement suffisant / Compétences maîtrisées hinreichendes Verhalten / beherrschte Kompetenzen	3	
Comportement très satisfaisant / Expertise de la compétence sehr zufriedenstellendes Verhalten / Expertise der Kompetenzen	5 10	lorsque le critère est sur 5 points / sofern Bewertung bis 5 Punkte lorsque le critère est sur 10 points / sofern Bewertung bis 10 Punkte
A) résultats professionnels obtenus par l'agent et réalisation des objectifs (cumulatif) / *berufliche Leistung des/der Angestellten und Erreichen der Ziele (kumulativ)*		
Réalisation des objectifs / *Erreichen der gestecken Ziele*		Points sur 10 / Bewertung bis 10
Ponctualité / *Pünktlichkeit*		Points sur 5 / Bewertung bis 5
Suivi des activités / *Arbeitsausübung*		Points sur 5 / Bewertung bis 5
Esprit d'initiative / *Eigeninitiative*		Points sur 5 / Bewertung bis 5
B) Compétences professionnelles et techniques (cumulatif) / *Berufliche und fachliche Kompetenzen (kumulativ)*		
Respect des directives, procédures, règlements intérieurs / *Einhaltung der Richtlinien, Verfahren, Geschäftsordnungen*		Points sur 10 / Bewertung bis 10
Capacité à prendre en compte les besoins du service publique et les évolutions du métier et du service / *Fähigkeit, Besonderheiten und Bedarfe des öffentlichen Dienstes sowie die Entwicklungen des Berufs-und Arbeitsfeldes zu berücksichtigen*		Points sur 5 / Bewertung bis 5
Capacité à mettre en oeuvre les spécificités des métiers / *Fähigkeit, die besonderen Anforderungen des Berufs umzusetzen*		Points sur 5 / Bewertung bis 5
Qualité du travail / *Qualität der Arbeit*		Points sur 5 / Bewertung bis 5
C) Qualités relationnelles (cumulatif) / *Sozialkompetenzen (kumulativ)*		
Niveau relationnel / *zwischenmenschliche Beziehungen*		Points sur 10 / Bewertung bis 10
Capacité à travailler en équipe / *Teamfähigkeit*		Points sur 5 / Bewertung bis 5
Respect de l'organisation collective du travail / *Einhaltung der gesamtheitlichen Arbeitsorganisation*		Points sur 5 / Bewertung bis 5
D) Capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions du niveau supérieur (cumulatif) / *Führungs- und Fachkompetenz oder ggf. Fähigkeit, Aufgaben der nächsthöheren Arbeitsebene zu übernehmen (kumulativ)*		
Potentiel d'encadrement / *Führungspotenzial*		Points sur 10 / Bewertung bis 10
Capacités d'expertise / *Fachkompetenz*		Points sur 10 / Bewertung bis 10
Potentiel à exercer des fonctions d'un niveau supérieur / *Potenzial, Aufgaben einer höheren Arbeitsebene zu übernehmen*		Points sur 5 / Bewertung bis 5
TOTAL / GESAMT		

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_5_4_2021-DE

Eurodistrict/Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Document de séance n°1.5/4/2021
Vorlage Nr. 1.5/4/2021

Séance du Conseil de l'Eurodistrict *Ratssitzung des Eurodistrikts 4/2021*	Date de la séance / *Sitzungstag* 02.12.2021
Dossier suivi par / Projektbeauftragte Anika KLAFFKE	

Point n° 1.5 de l'ordre du jour / Punkt Nr. 1.5 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Poste de Chargé.e de mission / ProjektmanagerIn

I. Rapport / Sachverhalt

Dans le cadre de la programmation INTERREG V A du Rhin Supérieur, un Fonds de soutien aux Microprojets a été mis en place de 2017 à 2019. L'autorité de gestion INTERREG a prolongé la période de programmation jusqu'à fin 2021.Cette prolongation était directement liée à la prolongation du projet INTERREG Société civile porté par l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau.

Le projet Société civile regroupe les quatre Eurodistricts du Rhin supérieur et visait d'une part à promouvoir l'animation du territoire par le biais de manifestations publiques et de forums thématiques. D'autre part, le projet a permis de valoriser financièrement les postes de travail des gestionnaires de projets qui ont accompagné la société civile dans la réalisation de petits projets.

Compte tenu de la charge de travail supplémentaire liée à la coordination entre les quatre Eurodistricts et à la gestion administrative et financière du projet, un nouveau poste à temps partiel (50%) a été créé dans un premier temps pour la durée du projet.

Ce poste à temps partiel a été remplacé en 2018 par un poste à temps plein par décision du Bureau, avec une répartition des tâches comme suit : 50% pour la coordination du projet de Société civile et 50% pour la gestion de projet pour l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

Im Rahmen der INTERREG V A Oberrhein-Programmierung wurde von 2017 bis 2019 ein Mikroprojektförderfonds eingerichtet. Die INTERREG-Verwaltungsbehörde verlängerte den Programmplanungszeitraum bis Ende 2021. Diese Verlängerung stand im direkten Zusammenhang mit einer Verlängerung des vom Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau getragenen INTERREG-Projekts Zivilgesellschaft.

Das Projekt Zivilgesellschaft umfasst die vier Eurodistrikte des Oberrheins und zielte einerseits darauf ab, die Animation des Gebiets durch öffentliche Veranstaltungen und thematische Foren zu fördern. Andererseits ermöglichte das Projekt die finanzielle Valorisierung der Arbeitsstellen der Projektmanager, die die Zivilgesellschaft bei der Realisierung der Kleinprojekte begleiteten.

Mit Blick auf den zusätzlichen Arbeitsaufwand durch die Koordination zwischen den vier Eurodistrikten sowie der administrativen und finanziellen Verwaltung des Projekts wurde zunächst eine neue Teilzeitstelle (50%) für die Projektdauer eingerichtet.

Diese Teilzeitstelle wurde 2018 per Vorstandsbeschluss durch eine Vollzeitstelle ersetzt und zwar mit folgender Aufgabenaufteilung: 50% für die Koordinierung des Zivilgesellschaftsprojektes und 50% für Projektmanagement für den Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau zu den Themen Wirt-

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_5_4_2021-DE

sur les thèmes de l'économie et de la prévention & sécurité. La durée du contrat a été alignée sur celle du projet de société civile, qui se termine le 31 mars 2022.

schaft sowie Prävention & Sicherheit. Die Laufzeit des Vertrags wurde an die Dauer des Projekts Zivilgesellschaft angebunden, die am 31. März 2022 endet.

II. Recommandation du Secrétariat Général / Empfehlung des Generalsekretariats

La charge de travail du Secrétariat Général est déjà conséquente compte tenu de la gestion de ses propres projets, l'accompagnement des porteurs de projets externes et ses tâches institutionnelles inhérentes. Afin de garantir la continuité interne dans le traitement des projets dans les thématiques mentionnées ainsi qu'un fonctionnement efficace du Secrétariat Général, ce dernier recommande de créer un nouveau poste lorsque le poste de gestionnaire de projet & chargé.e de coordination du projet INTERREG "Société civile" arrivera à échéance.

Das Generalsekretariat ist mit der Verwaltung seiner eigenen Projekte, der Unterstützung externer Projektleiter und seinen institutionellen Aufgaben bereits sehr stark ausgelastet. Um die interne Kontinuität bei der Bearbeitung der Projekte in den genannten Themenbereichen sowie ein effizientes Funktionieren des Generalsekretariats zu gewährleisten, empfiehlt das Generalsekretariat mit dem Ende der Stelle ProjektmanagerIn & Koordinierungsbeauftragte-r des INTERREG Projekts „Zivilgesellschaft“ eine neue Stelle einzurichten.

Dans la perspective de la nouvelle période de financement INTERREG, du fonds pour petits projets qui y est lié, mais aussi de la création éventuelle d'un fonds propre, il semble indispensable de créer un poste de chargé.e de mission pour le suivi d'un futur fonds de petits projets ainsi que des projets actuels dans les domaines de l'économie, de la prévention et de la sécurité. De plus, le thème de la participation citoyenne, qui est actuellement encore géré par la responsable de presse et de communication, doit être rattaché à ce poste.

Gerade mit Blick auf die neue INTERREG-Förderperiode und dem damit verbundenen Kleinprojektefonds, aber auch auf die Einrichtung eines möglichen eigenen Fonds, erscheint die Schaffung einer Projektreferentenstelle für die Betreuung eines künftigen Kleinprojektefonds sowie der aktuellen Projekte in den Bereichen Wirtschaft, Prävention & Sicherheit unerlässlich. Zusätzlich soll das Thema Bürgerbeteiligung, das aktuell noch von der Presse und Kommunikationsreferentin betreut wird, an dieser Stelle angesiedelt werden

III. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag

Le poste de chargé.e de mission & coordinateur.rice de projet INTERREG «Société Civile» arrivant à échéance, le Conseil autorise la création d'un poste de chargé.e de mission (100%) à partir du 1er avril 2022, conformément à la description de poste présentée en annexe I, afin de garantir la continuité dans le traitement des projets.

Mit dem Ende der Stelle „ProjektmanagerIn & Koordinierungsbeauftragter des INTERREG Projekts „Zivilgesellschaft“, bewilligt der Rat die Schaffung einer ProjektmanagerIn-Stelle (100%) ab dem 1. April 2022 entsprechend der im Anhang I vorgelegten Stellenbeschreibung, um die Kontinuität bei der Bearbeitung der Projekte zu gewährleisten.

Le Conseil charge le Secrétariat Général d'entreprendre toutes les démarches nécessaires à la publication du poste.

Der Rat beauftragt das Generalsekretariat alle notwendigen Schritte zur Veröffentlichung der Stelle einzuleiten.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_5_4_2021-DE

Le Conseil autorise le Président à signer tous les documents relatifs au poste de chargé.e de projet ainsi que tous les documents relatifs à ce poste.	Der Rat ermächtigt den Präsidenten alle mit der Stelle der ProjektmanagerIn in Verbindung stehende Dokumente zu unterzeichnen.

IV. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis

■ Accord □ Refus □ Résolution modifiée	■ Zustimmung □ Ablehnung □ Abweichender Beschluss

A Strasbourg, le 2 décembre 2021

Frank SCHERER
Président de l'Eurodistrict

Accord à l'unanimité des suffrages exprimés adopté le 2 décembre 2021 par le Conseil de l'Eurodistrict, rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral et affichage au siège de l'Eurodistrict.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_1_5_4_2021-DE

TOP 1.5 – ANNEXE I

DESCRIPTIF DE POSTE

Chargé.e de mission

MISSIONS :

I. Animation du territoire

- Animer un réseau d'acteurs, notamment dans le cadre de groupes de travail
- Faire émerger des projets pertinents au regard de la stratégie territoriale du GECT
- Représenter l'Eurodistrict et en faire un des acteurs clé du territoire dans les thématiques concernées

II. Mise en œuvre et accompagnement de projets

- Instruire les demandes de subvention
- Apporter une assistance technique et linguistique aux porteurs de projets
- Monter, piloter, contractualiser et réaliser le suivi administratif et financier des projets propres au GECT (avec les fonds propres de l'Eurodistrict ou dans le cadre de programmes européens tels qu'INTERREG)

III. Missions administratives

- Assurer une veille documentaire et juridique sur les dispositifs de cofinancements existants (au plan local, national, européen) pour les thématiques concernées
- Organiser et préparer les réunions, rédiger les documents et actes administratifs afférant aux thématiques (notes, délibérations, comptes rendus etc.)

PROFIL RECHERCHE :

- Formation universitaire supérieure, si possible dans le domaine des projets transfrontaliers et coopération européenne
- Première expérience dans la gestion et la conduite des projets, idéalement dans un contexte européen ou transfrontalier
- Connaissance du fonctionnement et de l'organisation administrative des collectivités françaises et allemandes et maîtrise de l'organisation institutionnelle transfrontalière
- Maîtrise parfaite de l'allemand et du français (lu, parlé, écrit) et pratique de l'anglais souhaitée
- Maîtrise des logiciels Word, Excel, Powerpoint et Outlook
- Qualités rédactionnelles et excellent sens du contact
- Autonomie dans le travail, capacité d'adaptation, disponibilité et polyvalence
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit d'équipe

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_2_2_4_2021-DE

Eurodistrict/Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Document de séance n° 2.2/4/2021
Vorlage Nr. 2.2/4/2021

Séance du Conseil l'Eurodistrict *Ratssitzung des Eurodistrikts 4/2021*	Date de la séance / *Sitzungstag* 02.12.2021
Dossier suivi par / *Projektbeauftragte* Anika KLAFFKE	

Point n° 2.2 de l'ordre du jour / Punkt Nr. 2.2 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Pacte de mobilité Lahr / *Mobilitätspakt Lahr*

I. Rapport / Sachverhalt

Les pactes de mobilité évaluent un espace partiel prospère et fortement sollicité par le trafic et doivent être utilisés comme instrument pour une prise en compte des problèmes de transport existants dans tous les modes de transport.

Mobilitätspakte begutachten einen prosperierenden, durch Verkehr hochbelasteten, Teilraum und sollen als Instrument für eine verkehrsträgerübergreifende Betrachtung der vorhandenen Verkehrsprobleme genutzt werden.

A l'initiative de la région de Lahr, en collaboration avec le Regionalverband Südlicher Oberrhein, les communes environnantes et l'Ortenaukreis, il a été décidé avec le ministère des Transports du Land du Bade-Wurtemberg de mettre en place un pacte de mobilité à Lahr, le premier dans la région du Südlicher Oberrhein. Le ministre des Transports, Winfried Hermann, parrainera le pacte de mobilité de Lahr.

Auf Initiative der Raumschaft Lahr in Zusammenarbeit mit dem Regionalverband Südlicher Oberrhein, den umliegenden Gemeinden und dem Ortenaukreis wurde gemeinsam mit dem Ministerium für Verkehr Baden-Württemberg beschlossen, einen Mobilitätspakt Lahr einzurichten, der erste in der Region Südlicher Oberrhein. Verkehrsminister Winfried Hermann, wird die Schirmherrschaft für den Mobilitätspakt Lahr übernehmen.

L'objectif de ce pacte de mobilité est d'élaborer et d'optimiser de manière globale les transports et les offres de mobilité dans la région de Lahr, en partant du centre de Lahr.

Ziel dieses Mobilitätspakts ist eine umfassende Aufarbeitung und Optimierung des Verkehrsgeschehens und der Mobilitätsangebote im Raum Lahr, ausgehend vom Mittelzentrum Lahr.

Dès août 2021, l'Eurodistrict a été sollicité par le Regierungspräsidium pour participer au comité de pilotage. Une première réunion technique de coordination, à laquelle le secrétariat général a participé, a eu lieu le 27 octobre 2021.

Bereits im August 2021 wurde der Eurodistrikt vom Regierungspräsidium angefragt, ob er am Steuerungsgremium teilnehmen möchte. Die erste Steuerkreissitzung in Anwesenheit des Ministers, bei der auch die Partnerschaftsvereinbarung unterschrieben wird, soll am 04.02.2022 in Lahr stattfinden.

Une première réunion technique de coordination, à laquelle le Secrétariat général a participé, a eu lieu le 27 octobre 2021. Les premiers contenus de la déclaration de partenariat y ont été discutés. Le ministère a préalablement mis à la disposition des partenaires

Eine erste technische Koordinierungssitzung, an der das Generalsekretariat teilgenommen hat, fand am 27.10.2021 statt. Darin wurden die ersten Inhalte der Partnerschaftserklärung besprochen. Das Ministerium hat, mit Blick auf die verschiedenen Sitzungskalender der Gremien,

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_2_2_4_2021-DE

du projet une version abrégée (Annexe I), dans laquelle les motivations et les objectifs du pacte de mobilité sont décrits de manière plus succincte, afin qu'ils puissent se concerter en vue des différents calendriers de réunions des instances.

den Projektpartnern vorab eine Kurzfassung (Anhang I) zur Abstimmung zur Verfügung gestellt, in der Motivation und Zielsetzungen des Mobilitätspakts knapper umrissen sind.

II. Recommandation du Secrétariat Général / Empfehlung des Generalsekretariats

En ce qui concerne le thème prioritaire de la mobilité et la ligne de bus Eurodistrict Erstein-Lahr, le Secrétariat général propose d'adhérer au comité de pilotage du Pacte de mobilité de Lahr en adoptant la version courte actuellement disponible.

Mit Blick auf das Prioritätsthema Mobilität und die Eurodistriktbuslinie Erstein-Lahr, schlägt das Generalsekretariat vor, dem Steuergremium des Mobilitätspakts Lahr durch die Verabschiedung der aktuell vorliegenden Kurzfassung beizutreten.

III. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag

Le Conseil de l'Eurodistrict salue cette initiative et se réjouit de la demande formulée par la Regierungspräsidium. Il décide d'adhérer et de valider la version courte de la convention de partenariat pour le Pacte de mobilité de Lahr, jointe en annexe I. Il autorise le Président à signer, sur la base de celle-ci, la version finale prévue pour février 2022. Le Conseil demande au Président de l'informer si la convention de partenariat finale diffère fondamentalement de la version courte actuelle.

Der Rat des Eurodistrikts begrüßt diese Initiative und zeigt sich erfreut über die Anfrage durch das Regierungspräsidium. Er beschließt den Beitritt und die Validierung der in Anhang I beigefügten Kurzfassung der Partnerschaftsvereinbarung für den Mobilitätspakt Lahr. Er ermächtigt den Präsidenten, auf deren Basis die für Februar 2022 vorgesehen Endversion zu unterschreiben. Der Rat bittet den Präsidenten ihn zu informieren, sollte die finale Partnerschaftsvereinbarung grundlegend von der aktuellen Kurzfassung abweichen.

IV. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis

■ Accord ☐ Refus ☐ Résolution modifiée	■ Zustimmung ☐ Ablehnung ☐ Abweichender Beschluss

A Strasbourg, le 2 décembre 2021

Frank SCHERER
Président de l'Eurodistrict

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_2_2_4_2021-DE

Accord à l'unanimité des suffrages exprimés adopté le 2 décembre 2021 par le Conseil de l'Eurodistrict, rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral et affichage au siège de l'Eurodistrict.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_2_2_4_2021-DE

Déclaration de partenariat : Résumé du projet

Regierungspräsidium Freiburg
Regionales Mobilitätsmanagement

Date : 03.11.2021
Responsable : Max Reichenbach

MOBILITÄTSPAKT LAHR

Pacte de mobilité de Lahr

Stratégie pour une mobilité durable dans la région de Lahr

– Résumé du PROJET–

Déclaration d'intention commune des représentants

ayant des compétences transversales

Ministerium für Verkehr Baden-Württemberg
Regierungspräsidium Freiburg
Eurodistrict Strasbourg-Ortenau
IHK Südlicher Oberrhein
NVBW – Nahverkehrsgesellschaft Baden-Württemberg mbH
Ortenaukreis
Regionalverband Südlicher Oberrhein
SWEG Südwestdeutsche Landesverkehrs-GmbH
TGO-Tarifverbund Ortenau GmbH

de la principale zone d'activité de Lahr

Stadt Lahr
Arbeitsgemeinschaft Lahrer mittelständischer Industrieunternehmen
Ortenau Klinikum Lahr-Ettenheim
Schaeffler Technologies AG & Co. KG
Zalando Logistics Süd SE & Co. KG

de la zone d'activité de Rust

Gemeinde Rust
Europa-Park GmbH & Co. Mack KG

de la zone d'activité Schwanau-Allmannsweier

Gemeinde Schwanau
Herrenknecht AG

(„Partenaires" du pacte de mobilité)

Préambule

La région de Lahr est un espace économique prospère avec une augmentation constante de la circulation, en particulier pour les trajets domicile-travail. Par conséquent, le Land du Bade-Wurtemberg et les partenaires régionaux souhaitent conclure un pacte de mobilité afin de développer et de mettre en place ensemble des mesures pour une mobilité durable et adaptées aux changements climatiques de la région. Le pacte de mobilité permet une action coordonnée de tous les responsables et décisionnaires, tous modes de transport confondus. La déclaration commune est soumise à l'approbation des commissions, du budget et des subventions.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_2_2_4_2021-DE

Défis et objectifs

Les principaux défis rencontrés en matière de transport dans le sud de l'Ortenau concernent en particulier les déplacements domicile-travail, y compris depuis l'Alsace limitrophe. En même temps, il existe dans ce domaine des possibilités d'aménagement sur place. Face à la prédominance actuelle du trafic individuel motorisé, l'objectif est avant tout de promouvoir des alternatives. Les interactions avec des projets en cours doivent être systématiquement prises en compte.

Objectif principal : développer des mesures de mobilité durable, qui s'appliquent à tous les modes de transport et qui sont reliées entre elles, afin d'améliorer la situation des déplacements domicile-travail dans la région de Lahr.

Localisation principale : ville de Lahr, ainsi que Rust et Schwanau-Allmannsweier (en raison de l'implantation de grands employeurs sur place) comme zone d'action ; bassin d'emplois majeur comme zone d'étude de la mobilité pendulaire, et le cas échéant, application de mesures également dans cette zone.

Contributions pour une mobilité durable :

(1) *Pour la protection du climat : promotion d'alternatives au transport individuel motorisé ; réduction des émissions de gaz à effet de serre dues au trafic.*

(2) *Pour les travailleurs frontaliers et la population locale : sensibilisation à une nouvelle culture de la mobilité ; amélioration de l'offre de mobilité durable (y compris dans les entreprises) ; diminution des nuisances liées au trafic (bruit, pollution, bouchons).*

(3) *Pour les partenaires du pacte de mobilité : forum pour le développement et la définition de mesures en commun pour une mobilité plus durable dans la région de Lahr.*

Champs d'action du pacte de mobilité

Les thèmes du pacte de mobilité englobent la planification des infrastructures, la gestion des transports et de la mobilité. En premier lieu sera réalisé un inventaire des offres de mobilités existantes, des sociétés de transport et des problématiques rencontrées actuellement. En découleront les actions et les objectifs nécessaires pour développer des mesures appropriées sachant qu'on distingue les mesures réalisables à court, moyen et long terme en tenant compte de la situation rurale et frontalière. Les objectifs existants au niveau du Land ainsi qu'au niveau régional et communal constituent des points de repère.

Offres de mobilité : extension et développement des offres de mobilité pour améliorer l'attractivité des alternatives au transport individuel motorisé (y compris les offres transfrontalières) ; intégration de la stratégie nationale des transports publics de transport de voyageurs à courte distance à l'horizon 2030 ; amélioration de l'interconnexion des modes de transport ; gestion du trafic et du stationnement.

Infrastructures de transport : intégration des répercussions sur le trafic des projets existants dans la région et interactions avec les objectifs du pacte de mobilité ; meilleure mise en réseau ciblée et promotion des alternatives au transport individuel motorisé grâce à d'autres mesures infrastructurelles (Par ex. centres-villes, réseau de pistes cyclables).

Management de la mobilité : accompagnement pour une utilisation efficace des offres de mobilité et des infrastructures de transport, en particulier par le biais du management de la mobilité par les autorités et les entreprises ; mais également au travers

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_2_2_4_2021-DE

d'analyses de besoins, du développement de conseil et de la coopération.

Culture de la mobilité : promotion d'une nouvelle culture de la mobilité comme outil de communication sur les éléments fondamentaux et les défis de la mobilité durable ; offres d'information, journées d'action, manifestations, etc. ; utilisation comme interface avec le management de la mobilité.

Développement des compétences et mise en réseau : mise au point sur le positionnement des partenaires concernant les connaissances sur la mobilité durable et les capacités de mise en œuvre ; estimation des besoins pour un développement supplémentaire des compétences et une mise en réseau intensifiée ; prise en compte des bases de données existantes ou encore nécessaires.

Coopération dans le cadre du pacte de mobilité

Les partenaires signataires s'engagent à un échange régulier jusqu'à l'objectif final à l'horizon 2026, soit le **comité de pilotage** (Niveau supérieur de direction, direction : ministère des Transports), le **groupe de coordination** (coordination opérationnelle et technique) ainsi que les **groupes de travail adaptés** aux besoins (le cas échéant avec d'autres acteurs).

Prise en compte des planifications et projets existants : les interactions avec les planifications et les projets existants sont pris en compte dans le développement du programme de mesures. Les synergies doivent être encouragées et les travaux parallèles évités.

La **mise en œuvre des mesures** s'effectue, dans le cadre des possibilités respectives, sous la responsabilité et l'autorité des partenaires compétents (y compris le financement, en utilisant les possibilités de subvention).

Information et participation

Les partenaires s'engagent à communiquer régulièrement, de manière concertée, sur la collaboration au sein du pacte de mobilité. Les possibilités de participation soutiennent un traitement thématique ciblé et la prise en compte de propositions de contenu.

Formats de participation pour les citoyens et les travailleurs frontaliers : en plus d'un site internet détaillé comme plateforme centrale d'information et de communication, d'autres formats de participation pour les personnes concernées et intéressées seront prévus.

Formats de participation pour d'autres acteurs : pour les autres acteurs (autres institutions, associations, entreprises), non-partenaires du pacte, des offres d'information et de participation seront prévues (éventuellement la participation à des groupes de travail).

Évaluation

Le format et la mise en œuvre des mesures seront évalués de façon continue selon des critères de réussite définis, et des ajustements seront effectués si nécessaire. Un bilan du pacte de mobilité pour la région sera établi au plus tard à la fin de la période de cinq ans.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_2_3_4_2021-DE

Eurodistrict/Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Document de séance n° 2.3/4/2021
Vorlage Nr. 2.3/4/2021

Séance du Conseil l'Eurodistrict *Ratssitzung des Eurodistrikts 4/2021*	Date de la séance / *Sitzungstag* 02.12.2021
Dossier suivi par / *Projektbeauftragte* Anika KLAFFKE	

Point n° 2.3 de l'ordre du jour / Punkt Nr. 2.3 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Plan Rhin Vivant / Plan Lebendiger Rhein

I. Rapport / Sachverhalt

Voie de communication et d'échange, trait d'union entre neuf pays, le Rhin joue depuis toujours un rôle majeur dans la prospérité de la vallée européenne qui s'étend de Bâle jusqu'à Rotterdam.

Depuis 20 ans, des moyens considérables ont été mis en œuvre pour aménager les ouvrages sur le Rhin pour rétablir la franchissabilité. Dans le prolongement de ces travaux, la nouvelle stratégie « plan Rhin Vivant » sur la période 2019-2025 portée par l'État français, la Région Grand Est, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et l'Agence française pour la biodiversité repose sur la relance d'un programme de renaturation ambitieux avec une dynamique d'intervention forte afin de développer une vision globale de la renaturation du fleuve incluant des milieux connexes de la rive gauche du Rhin et des projets ambitieux. Ces projets seront construits avec et pour le territoire et la population. A ce jour, une quarantaine de projets côté français sont d'ores et déjà identifiés.

Le partenariat du « Plan Rhin Vivant » a été élargi vers les partenaires internationaux, notamment franco-allemands au vu de la nature transfrontalière de nombreux projets potentiels.

Dans ce cadre partenarial associant également l'ensemble des acteurs locaux, le « Plan Rhin Vivant » a été présenté aux membres du

Als Verkehrs- und Handelsweg sowie Bindeglied zwischen neun Ländern spielt der Rhein seit jeher eine wichtige Rolle für den Wohlstand des europäischen Tals, das sich von Basel bis Rotterdam erstreckt.

In den letzten 20 Jahren wurden erhebliche Mittel eingesetzt, um die Rheinbauwerke so auszubauen, dass sie wieder passierbar sind. In Fortsetzung dieser Arbeiten beruht die neue Strategie „Plan Lebendiger Rhein" für den Zeitraum 2019-2025, die vom französischen Staat, der Region Grand Est, der französischen Wasseragentur Rhin-Meuse (*Agence de l'eau Rhin-Meuse*) und der französischen Agentur für Biodiversität (*Agence française pour la biodiversité)* getragen wird, auf der Wiederaufnahme eines ehrgeizigen Renaturierungsprogramm mit einer starken Interventionsdynamik. Ziel ist, eine globale Vision der Renaturierung des Flusses zu entwickeln, die auch die angrenzenden Lebensräume des linken Rheinufers und ehrgeizige Projekte einschließt. Diese Projekte werden mit und für das Gebiet und die Bevölkerung erarbeitet. Bisher wurden auf französischer Seite bereits rund 40 Projekte identifiziert.

Aufgrund des grenzüberschreitenden Charakters vieler dieser potenziellen Projekte, wurde die Partnerschaft des „Plan Lebendiger Rhein" auf internationale Projektpartner ausgeweitet, insbesondere auf deutsch-französische Partner.

In diesem partnerschaftlichen Rahmen, der auch alle lokalen Akteure einbezieht, wurde der „Plan Lebendiger Rhein" den Mitgliedern des

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_2_3_4_2021-DE

Conseil de l'Eurodistrict lors de sa séance du 15 juin 2021. Les membres ont souhaité unanimement l'adhésion de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau au plan Rhin Vivant.

Par la présente délibération il est proposé d'approuver le « Plan Rhin Vivant », d'y adhérer et d'autoriser le Président à signer l'acte d'adhésion.

Eurodistriktrats in der Sitzung vom 15. Juni 2021 vorgestellt. Die Mitglieder hatten einstimmig den Beitritt des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau zum „Plan Lebendiger Rhein" gewünscht.

Mit dem vorliegenden Beschluss wird vorgeschlagen dem „Plan Lebendiger Rhein" zuzustimmen und ihm beizutreten und den Präsidenten zu ermächtigen, die Beitrittsurkunde zu unterzeichnen.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag

Le Conseil de l'Eurodistrict salue l'initiative du « Plan Rhin Vivant » et l'approuve. Il autorise le Président à signer l'acte d'adhésion ainsi que tous les documents afférents.

Der Rat des Eurodistrikts begrüßt die Initiative des „Plans Lebendiger Rhein" und stimmt ihr zu. Er ermächtigt den Präsidenten, die Beitrittsurkunde sowie alle damit zusammenhängenden Dokumente zu unterzeichnen.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis

■ Accord	■ Zustimmung
☐ Refus	☐ Ablehnung
☐ Résolution modifiée	☐ Abweichender Beschluss

A Strasbourg, le 2 décembre 2021

Frank SCHERER
Président de l'Eurodistrict

Accord à l'unanimité des suffrages exprimés adopté le 2 décembre 2021 par le Conseil de l'Eurodistrict, rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral et affichage au siège de l'Eurodistrict.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_2_4_4_2021-DE

Eurodistrict/Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Document de séance n°2.4/4/2021
Vorlage Nr. 2.4/4/2021

Séance du Conseil l'Eurodistrict *Ratssitzung des Eurodistrikts 4/2021*	Date de la séance / *Sitzungstag* 02.12.2021
Dossier suivi par/ Projektbeauftragte Anika KLAFFKE	

Point n° 2.4 de l'ordre du jour / *Punkt Nr. 2.4 der Tagesordnung*

Objet / *Betreff*: Désignation des représentant.e.s de commissions / *Ernennung von Vertreter:innen in Ausschüssen*

I. Rapport / Sachverhalt

ADEUS :
Le Conseil de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau a décidé dans sa séance du 9 Janvier 2014 d'adhérer à l'Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise (ADEUS).

L'Eurodistrict est admis comme membre titulaire dans le collège 2 des collectivités et syndicats mixtes et entités interdépartementales ou transfrontalières, avec un représentant en Assemblée Générale.

Le Conseil de l'Eurodistrict est appelé à nouveau de désigner ce représentant / cette représentante.

EU Councillors
Dans le cadre de la préparation de la Conférence sur l'avenir de l'Europe 2022 à Marseille, le Comité des régions appelle à la création d'un réseau européen de conseillers municipaux et régionaux (« EU Councillors ») visant à renforcer la proximité avec les citoyens par l'organisation de dialogues citoyens locaux.

Le réseau s'adresse aux élus régionaux et locaux qui ont été élus au gouvernement, au parlement ou à l'assemblée d'une région, d'une ville, d'une province, d'une commune ou d'un village. L'autorité territoriale peut désigner un.e ou plusieurs hommes et femmes politiques qui peuvent porter le titre de « membre du réseau des représentants

ADEUS:
In seiner Sitzung vom 9. Januar 2014 hat der Rat des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau den Beitritt zur Agentur für Städtebau und Stadtplanung des Ballungsraums Straßburg (ADEUS) beschlossen.

Als ordentliches Mitglied gehört der Eurodistrikt wie andere Gemeinden, Zweckverbände und sonstige Gremien der interkommunalen oder grenzüberschreitenden Kooperation dem Gremium 2 an und kann eine Vertreterin / einen Vertreter in die Generalversammlung entsenden.

Der Rat des Eurodistrikts ist dazu aufgerufen, erneut diese Vertreterin / diesen Vertreter zu benennen.

EU Councillors
Der Ausschuss der Regionen ruft zur Vorbereitung der Konferenz zur Zukunft Europas 2022 in Marseille zu der Einrichtung eines europaweiten Netzwerks von Gemeinden und Regionalräten („EU- Councillors“) auf, mit dem Ziel, die Bürgernähe durch die Organisation von lokalen Bürgerdialogen zu stärken.

Das Netz richtet sich an Regional- und Kommunalpolitikerinnen und -politiker, die in die Regierung, das Parlament oder die Versammlung einer Region, Stadt, Provinz, Gemeinde oder eines Dorfes gewählt wurden. Die Gebietskörperschaft kann eine / einen oder mehrere Politikerinnen und Politiker ernennen, die für die Dauer ihrer Ernennung den Titel

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_2_4_4_2021-DE

régionaux et locaux de l'UE du CdR » pendant la durée de leur nomination.	„Mitglied des AdR-Netzes der regionalen und lokalen EU-Beauftragten“ führen können.
Il est proposé que l'Eurodistrict désigne un.e représentant.e français.e et un.e représentant.e allemand.e pour une durée de mandat jusqu'en 2024.	Es wird vorgeschlagen, dass der Eurodistrikt, eine deutsche / einen deutschen und eine französische / einen französischen Vertreter:in für eine Mandatsdauer bis 2024 benennt.

II. Proposition de résolution / *Beschlussvorschlag*:

Le Conseil de l'Eurodistrict, après avoir délibéré, désigne comme représentant.e dans les instances de l'ADEUS pour une durée de mandat jusqu'en 2024 : ……..	Der Rat des Eurodistrikts beschließt nach gemeinsamer Beratung folgende Vertreter:innen in die Generalversammlung der ADEUS für eine Mandatsdauer bis 2024 zu entsenden: ……
Le Conseil de l'Eurodistrict, après avoir délibéré, désigne comme représentant.e auprès du réseau européen de conseillers régionaux et locaux de l'UE pour une durée de mandat jusqu'en 2024 : …….. ……..	Der Rat des Eurodistrikts beschließt nach gemeinsamer Beratung, folgende Vertreter:innen in das Europäisches Netz der regionalen und lokalen EU-Beauftragten für eine Mandatsdauer bis 2024 zu entsenden: …….. ……..

III. Résultat des délibérations / *Beratungsergebnis*:

□ Accord □ Refus □ Résolution modifiée	□ Zustimmung □ Ablehnung □ Abweichender Beschluss

Point reporté à une séance ultérieure.

A Strasbourg, le 2 décembre 2021

Frank SCHERER
Président de l'Eurodistrict

Heinz Rith (Kreisrat) et Edith Schreiner (Kreisrätin);
pour la délégation allemande du Conseil de l'Eurodistrict – invités de LA MISSION D'INFORMATION ET D'EVALUTION (« MIE »)

Déclaration conjointe de Heinz Rith et Edith Schreiner en tant qu'invités de la « MIE géothermie » :

Après avoir participé aux visioconférences de la « MIE géothermie » de février à septembre 2021, nous souhaitons, par cette déclaration, documenter l'importance particulière de cette participation et remercier en particulier le président de la « MIE », M. Marc Hoffsess, ainsi que ses collaboratrices et collaborateurs de la MIE.

1. Participation d'élus et de communes allemand(e)s

La participation de deux membres du Conseil de l'Eurodistrict du côté allemand ainsi que de représentants de la Ville de Kehl et du Secrétariat de l'Eurodistrict aux réunions de la MIE pour clarifier les origines des tremblements de terre induits par la géothermie profonde et leurs conséquences est exemplaire pour la coopération transfrontalière. Jusqu'à présent, cela n'avait pas été possible avec une telle intensité.

La traduction simultanée assurée pendant toutes les séances a été particulièrement utile car, même pour une personne ayant de bonnes connaissances de la langue française, elle était indispensable en raison des termes très techniques. Cela a permis d'informer régulièrement l'Eurodistrict, l'Ortenaukreis et les communes concernées.

Nos remerciements vont donc à tous ceux qui nous ont soutenus dans notre mandat en tant qu'invités de la « MIE ». Il a également été possible d'associer des personnes directement concernées du côté allemand et d'autres représentants municipaux lors d'une séance.

2. Rapport de la « MIE » au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 19.11.2021

En tant qu'invités de la « MIE », nous n'avons aucun rôle actif pour valider le rapport de la « MIE ».
Nous nous félicitons du traitement de fond des différents sujets et de la transparence ainsi créée.

Les principales conclusions devraient également être applicables à des projets comparables du côté allemand et, à l'avenir, de manière conjointe et transfrontalière.

C'est pourquoi, le chapitre C du rapport « MIE » documente la nécessité de la prise en compte de la situation transfrontalière comme suit :

« Prise en compte de la dimension transfrontalière des projets et de leurs impacts. »

En complément, voici notre évaluation :

Nous considérons la prise en compte transfrontalière des projets de géothermie profonde dans le fossé du Rhin supérieur comme une tâche commune des organes politiques et des institutions publiques des deux côtés du Rhin ; cela inclut le droit, la technologie, la participation aux procédures ainsi qu'un système de dédommagement satisfaisant en cas de dégâts.

À cette fin, des propositions détaillées quant à la future marche à suivre doivent encore être élaborées conjointement, en tenant compte des compétences des institutions nationales et de celles des organes transfrontaliers ; cette tâche n'incombait pas à la « MIE » et doit être reprise activement.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_2_5_4_2021-AU

Heinz Rith (Kreisrat) et Edith Schreiner (Kreisrätin);
pour la délégation allemande du Conseil de l'Eurodistrict – invités de LA MISSION D'INFORMATION ET D'EVALUTION (« MIE »)

3. Indemnisation des dommages

Après les tremblements de terre induits du 04.12.2020 et du 22.01.2021, environ 450 déclarations de dommages avaient été enregistrées du côté allemand jusqu'en mai 2021, chiffre qui est passé à environ 500 déclarations en juin en raison des répliques.

3.1 La société Fonroche, représentée par M. Soulé, a proposé, le 6 octobre 2021, une visioconférence supplémentaire pour les personnes touchées par les dégâts du côté allemand ainsi que pour les élus locaux.

Comme l'indique le rapport de la « MIE », à l'instar du côté français, la procédure de traitement des dossiers déposés et le règlement proposé ne sont pas satisfaisants pour les personnes concernées du côté allemand.

Grâce à la communication directe avec la société Fonroche, on espère que la société pourra exercer son influence sur les compagnies d'assurance mandatées et que des améliorations dans le règlement des sinistres pourront ainsi encore être possibles.

Si des contestations des avis d'experts ne peuvent être réglées d'un commun accord, la seule option restant aux parties concernées est la procédure judiciaire dont on sait, d'après d'autres exemples similaires (Landau/Böblingen/Staufen), qu'elle est difficile et peut prendre beaucoup de temps.

3.2 Compte tenu des dommages considérables causés du côté allemand par la géothermie profonde à Vendenheim, les citoyens concernés devraient bénéficier, de manière transfrontalière, d'un soutien de l'État afin d'obtenir une indemnisation appropriée.

3.3 Le droit minier allemand doit également être revu dans le domaine de l'indemnisation des dommages en vue d'une réglementation mieux applicable et plus satisfaisante.

4. Besoin en énergie et protection du climat

L'exemple de Vendenheim montre que la prévention des dégâts et le dédommagement doivent faire l'objet d'une attention particulière dans les projets de géothermie profonde, faute de quoi cette technologie ne pourra pas être acceptée par la population, malgré tous les constats sur le besoin en énergie et la protection nécessaire du climat.

Le rapport de la « MIE » peut constituer une étape importante dans la compréhension de ce qui s'est passé à Vendenheim si ses conclusions sont reprises de manière ciblée par les institutions compétentes.

Kehl, octobre 2021

Signé Heinz Rith, Membre du Conseil de l'Eurodistrict et Kreisrat de l'Ortenaukreis

Signé Edith Schreiner, Membre du Conseil de l'Eurodistrict et Kreisrätin de l'Ortenaukreis

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_2_5_4_2021-AU

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_3_4_2021-AU

Compte rendu

Participation à la Foire européenne du 3 au 13 septembre 2021

Du 3 au 13 septembre 2021, le GECT Eurodistrict Strasbourg-Ortenau a participé avec un « Pavillon de l'Eurodistrict » d'environ 120 m² à la Foire européenne à Strasbourg. L'objectif était double : présenter l'Eurodistrict en tant que territoire franco-allemand et structure transfrontalière avec ses nombreux projets propres au public local et offrir à différents acteurs d'un large éventail de thématiques une plateforme pour se présenter eux-mêmes avec leurs actions et produits sur dix stands partenaires. Dans l'ensemble, 45 sous-exposants ont participé durant les onze jours de foire.

1. Chiffres clés

11 jours

120 m² et 10 stands

28 partenaires thématiques

17 producteurs locaux

22 animations et présentations

2 200 goodies distribués

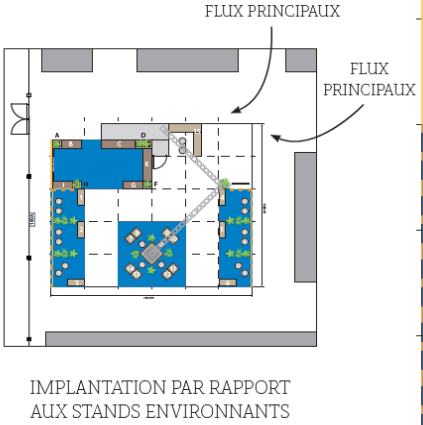
2. Concept du pavillon de l'Eurodistrict

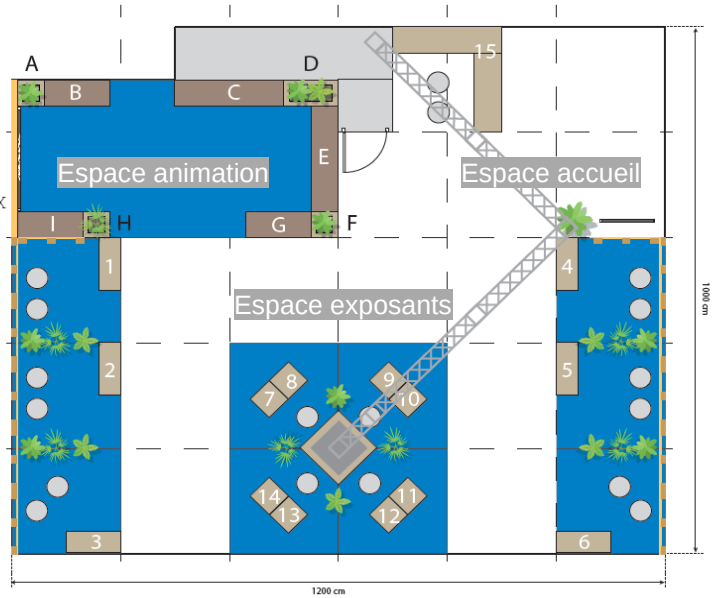
Le pavillon fut départagé en trois parties : un espace accueil où l'équipe de l'Eurodistrict renseigna les visiteurs et anima la roue de la fortune, un espace

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_3_4_2021-AU

exposants avec les dix stands des co-exposants et une partie animations avec des bancs et un écran télé pour des présentations. Dans l'espace exposants, 28 partenaires thématiques au total (stands 1-3, 7-14), ainsi que 17 producteurs locaux (stands 4-6) ont présenté leurs actions et leurs produits à tour de rôle lors des journées thématiques Société civile & Europe, Culture, Environnement, Économie et Tourisme. Pour une plus grande flexibilité, l'équipement des stands était composé d'unités en bois mobiles et réutilisables.

Plan Stand Eurodistrict





3. Inauguration

L'inauguration du pavillon de l'Eurodistrict a eu lieu le jour de l'ouverture de la Foire européenne, le vendredi 3 septembre. Le cortège, réuni par les organisateurs de la Foire, a clôturé sa visite inaugurale sur le Pavillon de l'Eurodistrict. Aux côtés de plusieurs élu.es de l'Eurodistrict ainsi que Christian Debeve, élu de la Région Grand Est, représentant le programme INTERREG Rhin supérieur, et les représentants des structures co-exposantes, Jeanne Barseghian, Vice-présidente de l'Eurodistrict, a inauguré le pavillon de l'Eurodistrict avec une petite cérémonie d'ouverture et a ensuite salué les sous-exposants présents.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_3_4_2021-AU

Coupé du ruban inaugural

Jeanne Barseghian, Vice-Présidente de l'ED

Le cortège à la rencontre des co-exposants du Pavillon

La roue de la fortune du Pavillon de l'Eurodistrict

4. Sous-exposants

a) Partenaires institutionnels

Environ 70 partenaires institutionnels ont été sollicités au mois de juin et de juillet 2021 par l'équipe du Secrétariat général afin d'exposer sur le Pavillon à la Foire européenne. Les partenaires contactés avaient, pour la plupart, déjà travaillé avec l'Eurodistrict par le passé. Nombreux partenaires contactés étaient intéressés par une participation. Les raisons étaient principalement la visibilité offerte par la foire, la possibilité de participer à la journée et les frais de participation peu élevés. En raison de la saison estivale et

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_3_4_2021-AU

de la courte période de préparation, 28 partenaires institutionnels ont finalement participé et présenté leur structure.

Répartition des partenaires institutionnels selon les journées thématiques :

Société Civile & Europe (2 jours)

- Centre européen de la Consommation (CEC)
- Fonds citoyen franco-allemand
- Centre d'information des institutions européennes (CiiE)
- Les jeunes européens
- Lieu d'Europe

Culture (3 jours)

- Theater Eurodistrict Baden Alsace
- Baguette & Marmelade
- NoLimit Orchestra
- Orchestre du Rhin
- Réseau Canopé
- Szenik
- Association Transc3nd
- Association Garten//Jardin

Environnement (2 jours)

- Atmo Grand Est
- Freizeitfahrplan
- Octop'us
- SoLaVie
- Strasbourg Mobilités (Vel'hop)
- Trion-climate e.V.

Economie & Emploi (6 jours)

- 60 000 rebonds
- Eures-T
- KaléidosCOOP
- Maison de l'Emploi (accompagné de l'Agentur für Arbeit ; la Mission Locale pour l'Emploi Schiltigheim ; le Pôle Emploi)
- OFAJ
- StartUp.connect (WRO)

Tourisme (5 jours)

- Alsace Destination Tourisme
- Kehl Marketing GmbH
- Office de tourisme du Grand Ried

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_3_4_2021-AU

b) Producteurs

Près de 300 producteurs locaux, artisans ou créateurs ont été contactés durant la période estivale. L'équipe du Secrétariat général a essuyé de nombreux refus, dont les principales raisons furent le manque de personnel, le manque de production ou de stock. Les producteurs établis dans l'Ortenau ont rencontré des difficultés, notamment en ce qui concerne la fiscalité, le manque de connaissances linguistiques du personnel ou l'obligation de traduire le matériel de communication en français.

Néanmoins, 17 producteurs ont participé au Pavillon de l'Eurodistrict et ont représenté avec brio la diversité du territoire et la créativité et richesse dont il regorge !

Apicaya

Au lutin des bois

Carette SAS

Clamino Création

Distillerie de Strasbourg

Instinct vert

Jus Rothberger

La Fabrique Lucas

La Ruche qui dit oui

Lao Care

Levanthym

Libre objet

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_3_4_2021-AU

Les petits bonheurs de Margot

Marché des alsaciennes

Monsieur Mimosa

Re-cycle-on & Les filles à vélo

Zeller Keramik

c) Aperçu des partenaires institutionnels contactés au préalable

Economie et emploi

- Maison de l'Emploi
- Service de placement transfrontalier
- EURES-T
- CCI Alsace Eurométropole
- IHK Südlicher Oberrhein
- Région Grand Est
- StartUp.connect
- Club d'affaires franco-allemand (CAFA)
- Fluxus, incubateur culturel et artistique Grand Est
- Lebenshilfe Offenburg-Oberkirch e.V.
- Handwerkskammer Freiburg
- 60 000 Rebonds

Société Civile

- InfoBest Kehl/Strasbourg
- Centre européen de la consommation (CEC)
- Lieu d'Europe
- Pulse of Europe
- Jeunes européens
- Euro-Institut
- Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ)
- Réseau Canopé Strasbourg
- Région métropolitaine trinationale du Rhin Supérieur
- Centre d'Information sur les Institutions Européennes (CIIE)
- Volkshochschule Ortenau

Environnement

- Trion-climate e.V.
- Chambre de consommation Grand Est
- Umweltzentrum Offenburg
- Baguette & Marmalde
- Strasbourg Mobilités
- Ernährungszentrum Offenburg
- Bio-Muster-Region

Culture

- Kulturbüro Lahr
- Kulturbüro Oppenau
- Kulturbüro Offenburg
- Kulturbüro Kehl
- No Limit Orchestra
- Transc3nd
- Art Puissance Art
- Opéra national du Rhin

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_3_4_2021-AU

- NABU-Naturschutzstation Taubergießen - OPABA, Agriculture Biologique et Biodynamique en Alsace - Musée zoologique de Strasbourg - ARIENA - Octop'Us - Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland (BUND)	- Fondation Rhénane pour la Culture - Musées de la Ville de Strasbourg - Musée Würth - Le Vaisseau - Schwarzwaldradio - La Chambre - Szenik - Theater der 2 Ufer - ZUT magazine Strasbourg - Le Maillon - Musuems-Pass-Musées - OLCA - Kunstschule Offenburg - BAAL novo
Tourisme - Collectivité européenne d'Alsace - Office de Tourisme du Grand Ried - Freizeitfahrplan - Verein Garten // Jardin - Schwarzwaldtourismus GmbH - Tourist Info Renchtal - Kehl Stadtmarketing - Vogtsbauernhof - UB Ideenwerkstatt - Alsace destination tourisme	

5. Programme d'animations

Durant les onze jours de présence sur la Foire européenne, un programme d'animations a été proposé sur le Pavillon de l'Eurodistrict. Les partenaires co-exposants mais aussi d'autres partenaires ont profité de la visibilité offerte par le pavillon pour présenter leur structure et leur offre de service. L'animation ayant rencontré le plus de succès fut l'animation autour du Rhin vivant. Via des casques de réalité virtuel, les visiteurs pouvaient s'immerger dans le Rhin pendant 8 minutes grâce à un clip vidéo tourné à 360°. L'évènement de clôture du projet INTERREG Société civile a également pu être organisé sur place. Cela a permis aux partenaires du projet de faire un point sur le travail accompli les cinq dernières années et aux porteurs de microprojets de présenter leur projet à la Foire européenne, en leur offrant une visibilité auprès du grand public. De plus, le musée zoologique de Strasbourg s'est déplacé à deux reprises pour présenter l'avancée des travaux et les conditions de réouverture du musée.

Le programme des animations se trouve à la fin de ce document.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_3_4_2021-AU

6. Budget

Au total 59 600 € ont été dépensés pour la présence de l'Eurodistrict à la Foire européenne, dont 7 500 € ont été cofinancés par les co-exposants et prévisionnellement 26 500 € par les fonds INTERREG, de sorte que 25 600 € de fonds propres de l'Eurodistrict ont été investis. Les 600 € supplémentaires aux 25 000 € initialement prévus, sont dus aux stands inoccupés (8 sur les 110 disponibles sur les 11 jours) et, par conséquence, aux frais de participation non perçus.

Dépenses - Emplacement - Conception du stand - Inauguration (traiteur)	59 600 €
Contribution co-exposants (recettes) 50 € / jour par partenaire institutionnel 100 € / jour par producteur local	7 500 €
FEDER prévisionnel (recettes) 60% des dépenses cofinancés par le projet INTERREG Société Civile	26 500 €
Fonds propres engagés	**25 600 €**

7. Résultats de la participation de l'Eurodistrict avec un Pavillon

a) Visibilité et affluence

Le pavillon de l'Eurodistrict à la Foire européenne a donné une forte visibilité de la structure auprès des visiteurs, des partenaires co-exposants et de la presse. Nombreux visiteurs ne connaissaient pas l'Eurodistrict ou uniquement de nom. Cette présence a permis à l'équipe de renseigner sur les missions, les projets et les possibilités de subventions de l'Eurodistrict. Il y a eu un fort engouement pour la roue de la fortune à l'entrée du stand, qui a permis d'attirer les visiteurs et d'échanger sur l'Eurodistrict et leur communiquer des informations. Le concept des exposants changeants a également plu aux visiteurs, les producteurs locaux et les acteurs du tourisme ayant été les plus populaires.

Dans l'ensemble, l'affluence des visiteurs était fortement dépendante des jours. En raison de la pandémie, le nombre de visiteurs de la foire était globalement plus modeste que les années précédentes. De plus, l'emplacement en angle du pavillon de l'Eurodistrict dans la « partie institutionnelle » du hall 1 (au fond à gauche) était défavorable, notamment pour le concept de stand ouvert sur tous les côtés.

b) Retour des co-exposants

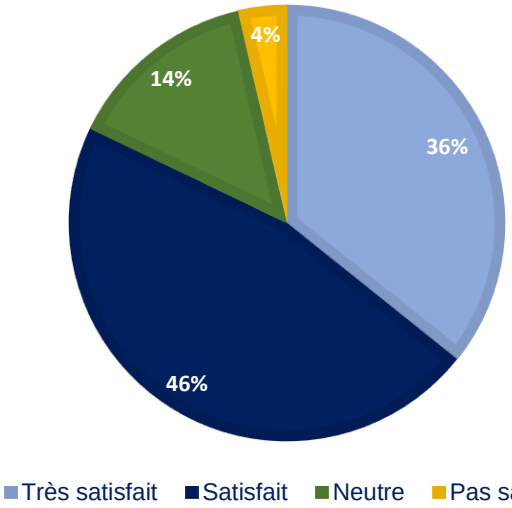
Les co-exposants ont fait des retours très positifs quant à leur participation. La possibilité de participation pour un nombre de jours limités, avec la mise à disposition du mobilier et un tarif avantageux a été très apprécié. Pour beaucoup, ce fut la première participation à une foire, notamment pour les producteurs locaux, et la possibilité de se confronter à ce genre d'expérience.

Un autre aspect ayant été très apprécié, fut les rencontres que les partenaires ont pu faire sur place. De nombreux liens se sont créés, desquels des nouveaux partenariats et idées de projets ont émergé.

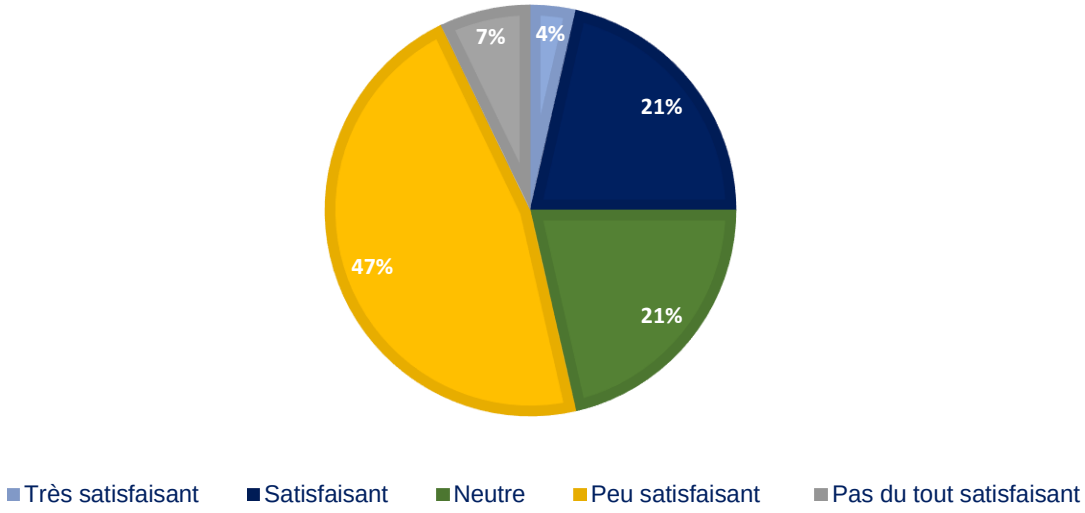
Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_3_4_2021-AU

Résultats de l'enquête de satisfaction auprès des sous-exposants

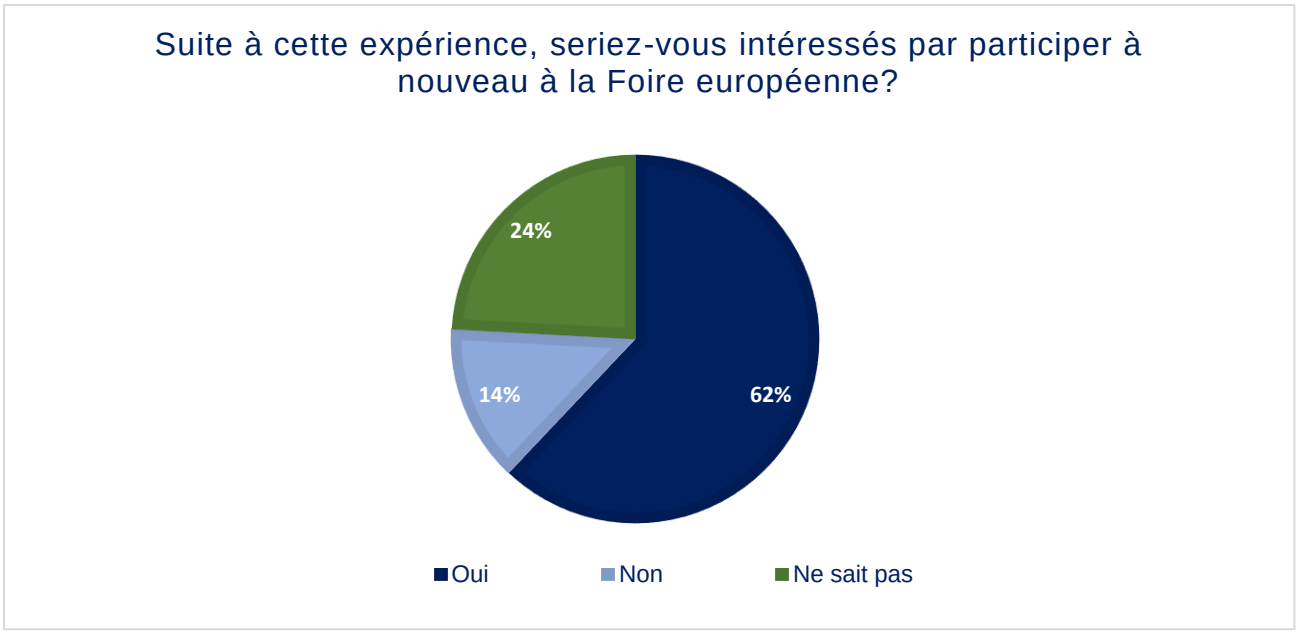
Expérience globale de votre participation à la foire



Emplacement du pavillon sur la Foire



Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_3_4_2021-AU



c) Impression quant aux visiteurs

Le ressenti général fut qu'un grand nombre de visiteurs ne connaissaient pas ou peu l'Eurodistrict. Grâce à la carte du territoire imprimée dans l'espace d'accueil et à la roue de la fortune, l'équipe du Secrétariat général a pu facilement engager la conversation avec les visiteurs et les informer de manière générale sur l'Eurodistrict et son travail. Les visiteurs ont été particulièrement intéressés par des informations concrètes dans le domaine du tourisme (forte demande de cartes transfrontalières de randonnées, ou de pistes cyclables, etc.)

8. Améliorations pour une éventuelle future édition

a) Emplacement du stand

L'emplacement en angle du pavillon de l'Eurodistrict dans la partie des exposants institutionnels, au fond du hall 1, limitait nettement la visibilité ainsi que le concept de stand de l'Eurodistrict, ouvert de tous côtés. L'emplacement du stand avait été attribué par les organisateurs de la Foire. Pour une prochaine édition, un emplacement plus central a été demandé.

b) Exposants de l'Ortenau

Les co-exposants originaires de l'Ortenau étaient malheureusement sous-représentés sur le Pavillon de l'Eurodistrict. Cela peut être expliqué par plusieurs raisons : d'une part les délais très courts d'organisation ainsi que la loi Toubon, imposant que tout matériel de communication soit en français et le manque de compétence linguistique pour renseigner les visiteurs francophones. D'autre part, la charge administrative pour les producteurs locaux. En effet, une entreprise allemande qui souhaite vendre ses produits en France doit s'enregistrer au centre des finances et déclarer ses revenus après la vente. Lors d'une nouvelle édition, il faudra réfléchir à la manière de soutenir les sous-exposants allemands sur ces points.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_3_4_2021-AU

"Pavillon de l'Eurodistrict" à la Foire européenne / "Eurodistrikt-Pavillon" auf der Europamesse

Programme / Programm

	Vendredi 03.09 Freitag 03.09	Samedi 04.09 Samstag 04.09	Dimanche 05.09 Sonntag 05.09	Lundi 06.09 Montag 06.09	Mardi 07.09 Dienstag 07.09	Mercredi 08.09 Mittwoch 08.09	Jeudi 09.09 Donnerstag 09.09	Vendredi 10.09 Freitag 10.09	Samedi 11.09 Samstag 11.09	Dimanche 12.09 Sonntag 12.09	Lundi 13.09 Montag 13.09
10:00											
11:00		10h30 Clôture du projet INTERREG Société Civile / Abschlussveranstaltung INTERREG-Projekt Zivilgesellschaft		11:00 Präsentation EuroGeek, jeu de piste à travers Strasbourg/ Vorstelleung EuroGeek, Schnitzeljagd durch Straßburg		11h30 ODO - Plateforme Odeurs Strasbourg-Ortenau ODO - Geruchsplateform Strasbourg-Ortenau	11h00 Présentation musée zoologique / Vorstellung Tierkundemuseum 11h30 Présentation SoLaVie, agriculture solidaire / Vorstellung SoLaVie, solidarische Landwirtschaft				
12:00											
13:00			14h00 EURES-T Rhin Supérieur: Travailler comme frontalier / EURES-T Oberrhein: Arbeiten als Grenzgänger	14h00 Rheinkafé organisé par la Maison de l'Emploi / Rheinkafé organisiert durch die Maison de l'Emploi		14h00 Présentation musée zoologique / Vorstellung Tierkundemuseum 14h30 Présentation Baguette & Marmelade, magazine franco-allemand pour enfants / Vorstellung Baguette & Marmelade, deutsch-frz. Kindermagazin	14h00 Animation avec des casques de réalité virtuelle 8 minutes en immersion sous le Rhin (Rhin Vivant) / Animation mit Virtual-Reality-Brillen 8 Minuten Eintauchen in den Rhein (Rhin Vivant)		14h00 Atelier découverte autour du chanvre (Lao Care et Chanvr'eel) / Workshop rund um Hanf (Lao Care und Chanvr'eel)		
14:00											
15:00	**15h30 Inauguration du stand Standeinweihung**	15h00 Transc3nd: Camp d'été "ARTEFAKTORY" / Transc3nd: Summer Camp "ARTEFAKTORY"	15h00 Transc3nd: Camp d'été "ARTEFAKTORY" / Transc3nd: Summer Camp "ARTEFAKTORY"			15h00 Présentation musée zoologique / Vorstellung Tierkundemuseum 15h30 Atelier Ortenau par le Service de placement transfrontalier (SPT) / Atelier Ortenau durch den Service für grenzüberschreitende Arbeitsvermitlung (SPT)					
16:00	16h00 Animation autour de l'Europe par les Jeunes européens Strasbourg / Animation rund um Europa durch die Jeunes européens Strasbourg	16h00 Présentattion KaléidosCOOP, tiers-lieux transfrontalier / Vorstellung KaléidosCOOP, grenzüberschreitender Third Place		16h00 Présentation SING&Ami, incubateur franco-allemand / Vorstellung SING&Ami, deutsch-französischer Incubator	16h00 Présentation SING&Ami, incubateur franco-allemand / Vorstellung SING&Ami, deutsch-französischer Incubator					16h00 Tirage au sort panier garni La Ruche qui dit oui / Verlosung Gourmetkorb La Ruche qui dit oui	
17:00	17h00 CEC: quizz sur le droit des consomateurs ZEV: Quiz zum Verbraucherschutz										
18:00											

Légende thématique / Thematische Legende:

Europe & Société civile / Europa & Zivilgesellschaft
Economie & Marché du travail / Wirtschaft & Arbeitsmarkt
Culture / Kultur
Environnement / Umwelt
Atelier par producteur / Atelier durch Direktvermakter

Dépasser les frontières, projet après projet

Der Oberrhein wächst zusammen: mit jedem Projekt.

Cofinancé par l'UE : Fonds européen de développement régional (FEDER)

Von der EU kofinanziert : Europäischer Fonds für regionale Entwicklung (EFRE)

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

TOP 4 Débat d'orientation budgétaire 2022

ORIENTATIONS 2022

Le Secrétariat Général de l'Eurodistrict soumet à la discussion budgétaire 2022 les chiffres clés suivants en se basant sur le plan de finances pluriannuel établi depuis 2016 qui permet d'évaluer les possibilités de marge de manœuvre au vu des économies, de l'augmentation des reports budgétaires due à la pandémie de coronavirus et les reports de projets, des projets programmés à travers le projet INTERREG « Société Civile » pour 2019/2022.

MONTANT DISPONIBLE DEBUT 2022 (estimation)

850 000 € contributions obligatoires
924 738 € report estimé fonctionnement

A ajouter **38 838 €** dont :
4 763 € INTERREG remboursement frais de personnel projet « Titane »
4 075 € INTERREG remboursement frais de personnel projet Bus Eurodistrict
30 000 € INTERREG remboursement frais de gestion Fonds Petits Projets

TOTAL : 1 813 576 €

ORIENTATIONS & DEPENSES

En raison de la pandémie, certains projets ont dû être reportés, annulés ou organisés en format vidéo, comme par exemple le KM Solidarité, le Vélo Gourmand, des projets du fonds scolaire, ce qui a entraîné une augmentation des réserves. Conformément à la politique budgétaire des cinq dernières années, le Secrétariat général prévoit de réduire ces réserves progressivement afin de pouvoir financer, si nécessaire, des dépenses imprévues ou des projets plus importants.
A titre d'exemple : voir l'annexe I, si l'Eurodistrict rejoignait la nouvelle période de financement INTERREG (INTERREG VI - 2021-2027) et mettait en œuvre un fonds Eurodistrict pour petits projets pour 3 ans à hauteur de 450.000 € (dont 270.000 € FEDER). L'annexe II montre le report sans prise en compte d'Interreg, mais avec un fonds propre classique Eurodistrict pour petits projets avec l'avantage d'être plus facile à gérer, adaptable à tout moment, etc.

Frais de structure prévisionnels 2022 :

- *542 487 €* *dépenses de personnel (sur la base d'une équipe complète de 7 postes à plein temps, d'un poste à temps partiel 24 heures, d'un poste stagiaire sur l'année et incluant la formation continue, la médecine du travail, la gestion paie - après valorisation **492 597 €** (année précédente 344 604 €)*
- ***102 200 €*** *dépenses de gestion courante (2021 : 101 900 €)*
- ***28 200 €*** *séances institutionnelles (2021 : 28 350 €)*
- ***15 100 €*** *communication (2021 : 15 100 €)*
- ***9 500 €*** *investissements (2021 : 10 500)*

TOTAL = 647 597 € (année précédente 500 454 €)

Concernant les dépenses opérationnelles liées aux projets transfrontaliers portés par l'Eurodistrict ou par des tiers, il est proposé de réserver des fonds pour les thématiques suivantes (montants à titre de proposition) :

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

Transport et Mobilité (77 092 €)

La **ligne régulière de bus entre Erstein et Lahr**, ouverte le 1.09.2020, est confiée à la Région Grand Est et cofinancée par l'Ortenaukreis, la Collectivité européenne d'Alsace et la Communauté de communes du Canton d'Erstein ainsi que par INTERREG. L'Eurodistrict est partenaire de ce projet INTERREG, responsable de la communication et peut ainsi valoriser 10% des frais de personnel de la chargée de projet senior.

Des dépenses concernant des actions de communication ont été prévues pour 2022 afin de soutenir la **promotion des offres de transport transfrontalières**, par exemple l'extension Flex'hop au-delà de la frontière ainsi que l'action "Eté sans frontières". Puis, dans l'optique d'une potentielle mise en œuvre transfrontalière des actions "Stadtradeln" et "Au boulot à vélo", **15 000 €** ont été inscrits au budget.

Un autre projet qui pourrait faciliter l'orientation transfrontalière sur l'infrastructure des pistes cyclables serait l'introduction d'un réseau de nœuds cyclables. Afin d'organiser un premier échange thématique avec des partenaires potentiels et avant de passer à une étude de faisabilité à un stade ultérieur, **5.000 €** ont été inscrits.

Santé

Après la clôture du projet INTERREG TRISAN (2017-2019) porté par l'Euro-Institut et la mise en place d'une cartographie des médecins bilingues sur notre Web-GIS ainsi que d'un guide concernant le remboursement transfrontalier des frais médicaux, l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau soutient le projet consécutif Trisan II " Plan d'action trinational pour une offre de santé transfrontalière » à hauteur de 1 000 € sous forme de subvention.
Le projet, initialement prévu du 1er décembre 2019 au 30 novembre 2022, a été prolongé jusqu'au 30 mai 2023 en raison de la pandémie de Covid-19, afin de pouvoir tenir compte de l'impact de la crise dans les différentes actions du projet. L'objectif est de développer des instruments de pilotage communs, des réseaux de partenaires et des actions territoriales concrètes, notamment dans les domaines de l'accès aux soins transfrontaliers, de la mobilité des patients et du personnel médical, de l'aide médicale d'urgence et de l'épidémiologie. La prolongation de 6 mois entraîne une contribution supplémentaire de 150 € de la part de l'Eurodistrict en 2022.

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, l'Eurodistrict continue à s'engager dans une mise en réseau intensive et participe entre autres au groupe de travail hebdomadaire « Politique de santé » de la Conférence du Rhin supérieur qui, en tant que plate-forme de communication, permet un échange régulier sur les mesures de protection et leurs effets dans les zones frontalières ainsi que leur transmission rapide aux autorités compétentes.

L'Eurodistrict soutient la coopération mutuelle qui, sur l'initiative de Frank Scherer, a été établie en 2020 entre les cellules de crise du Landratsamt de l'Ortenau et de la Préfecture du Bas-Rhin. Des représentantes de l'Eurodistrict participent chaque mois à la cellule de crise de l'administration partenaire. L'Eurodistrict contribue ainsi à assurer la continuité du flux d'informations. Des informations pertinentes sur la situation sanitaire actuelle et les réglementations applicables du côté allemand et français sont ensuite régulièrement publiées sur le site internet de l'Eurodistrict.

Bilinguisme (80 000 €)

L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau s'engage fortement en faveur de la promotion du bilinguisme et des rencontres scolaires en mettant à disposition un **Fonds scolaire pour la promotion du bilinguisme**,

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

pouvant couvrir jusqu'à 100% des coûts d'une rencontre scolaire franco-allemande. Grâce à la mise en complémentarité avec les financements du Regierungspräsidium Freiburg, une communication réciproque sur les fonds scolaires respectifs avec l'Académie de Strasbourg ainsi que la mise en place d'une stratégie de communication ciblée, l'utilisation du fonds doté de 30 000 € a continuellement augmenté (1.867 € en 2015, 10.700 € en 2016, 18.731 € en 2017, 29.155 € en 2018). Sur la base de l'année 2019, le volume du fonds a donc été ajusté à 40 000 €.
En raison de la situation sanitaire, la majorité des écoles ont dû annuler les rencontres déjà prévues en 2020 ou les reporter en 2021. En 2021 également, la situation sanitaire n'était toujours pas suffisamment favorable pour permettre les rencontres scolaires et aucune demande n'a été introduite.
Sur la base de l'expérience des années précédentes et dans l'optique d'une amélioration de la situation sanitaire, il est proposé d'inscrire au budget 2022 une nouvelle fois un montant de **40 000 €** pour le fonds scolaire. De cette manière, de nouvelles rencontres mais aussi celles qui ont été reportées pourront être financées. En outre, le financement de rencontres franco-allemandes sous forme numérique est également possible par le biais du fonds scolaire.

Compte tenu de la diminution du nombre de cours de français dans les écoles du côté allemand et de l'intérêt croissant pour l'apprentissage de l'allemand du côté français le long du Rhin, le Conseil de l'Eurodistrict a approuvé, lors de sa réunion du 15 juin 2021, le financement à hauteur de 20 000 € du projet de promotion linguistique « **Spiel & Parle** » porté par la Volkshochschule Ortenau en tant que projet propre de l'Eurodistrict pour l'année scolaire 2021/2022. Dans le but de développer une offre d'acquisition précoce et ludique de la langue voisine sur la base du volontariat pour les enfants âgés de 6 à 8 ans, des ateliers de français pour les classes 1 et 2 ont lieu du côté allemand en tant qu'offre linguistique scolaire supplémentaire et du côté français, des offres pédagogiques en allemand ont lieu dans le cadre des activités extra et périscolaires. Au vu du succès de ces ateliers linguistiques et de la bonne mise en œuvre du projet, ainsi que des coûts pour l'année scolaire 2021/2022, il est proposé d'allouer un budget de **40 000 €** au projet " Spiel & Parle " pour les années 2022 et 2023.

Depuis 2019, l'Eurodistrict est partenaire opérationnel et financier du **projet INTERREG « L'or du Rhin »**. Ce projet, porté par la Collectivité européenne d'Alsace, vise à créer, développer et faire connaître une application mobile ludique qui permettra aux collégiens d'acquérir un répertoire d'environ 400 mots de base de la langue du voisin et de découvrir en même temps la région du Rhin supérieur de manière ludique. L'Eurodistrict soutient le projet avec une subvention de 5 000 € (2 500 € en 2020 ; 2 500 € en 2021) et valorise 10 % du temps de travail de la chargée de projet responsable de la thématique. Le projet se termine le 31 décembre 2021.

Grâce à la simplification des conditions de participation au **profiling professionnel de l'Eurodistrict**, voté par le Conseil du 7 décembre 2017, ainsi que la coopération réussie avec l'Industrie- & Handelskammer Südlicher Oberrhein (équivalent de la Chambre du commerce et de l'industrie), en 2019 la totalité du budget (équivalent à 140 tests) a été épuisé. Avec la simplification des critères de participation, les classes nouvellement ajoutées profitent de la possibilité de visiter une entreprise de l'autre côté du Rhin. En 2020 le budget a été augmenté de 5 000 € à 10 000 €. Néanmoins, à cause de la situation sanitaire, le budget n'a pas pu être épuisé. Etant donné que la convention avec la IHK est arrivée à échéance et qu'il existe de multiples offres dans l'orientation professionnelle, il est proposé d'orienter les écoles intéressées vers des partenaires qui proposent le profiling professionnel (IHK Südlicher Oberrhein) ou des tests similaires (Centre information et d'orientation) et de ne plus prévoir de budget.

<u>Économie</u> (110 788 €)

Depuis 2016 l'Eurodistrict participe aux côtés de la WRO (Wirtschaftsregion Ortenau) et de l'Eurométropole de Strasbourg aux salons **EXPO REAL** et **MIPIM** et soutient la promotion commune de

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

l'espace économique transfrontalier avec, par salon, 25 000 € par an. Pour une nouvelle action commune en 2022 un budget de **50 000 €** est prévu.

Avec la délibération du Conseil de l'Eurodistrict du 27.06.2019, l'Eurodistrict devient partenaire opérationnel et financier du **projet INTERREG « TITAN-E »**. Ce projet, porté par la CCI Alsace Eurométropole, vise à améliorer le lien entre la recherche, la science et les entreprises dans la région du Rhin supérieur. L'Eurodistrict accorde une subvention de **5 000 €** (2 500 € en 2021 ; 2 500 € en 2022) et valorise 15% du temps de travail du poste de chargé de projets référent.

La **semaine européenne de l'entrepreneur**, portée par l'Eurodistrict depuis 2011 en coopération avec l'Eurométropole de Strasbourg et la WRO (Wirtschaftsregion Ortenau), n'a été organisée que sous un format réduit et virtuel en 2020 en raison de la pandémie. Pour 2021, le principal partenaire du projet, l'Eurométropole de Strasbourg, a décidé de ne plus organiser cet événement. En conséquence, il est proposé de ne plus inclure dans le budget les 5 000 € prévus pour les frais de traduction et de communication.

En 2021, l'Eurodistrict a participé à la **Foire européenne de Strasbourg** avec un pavillon de 120 m². Les 10 stands du pavillon de l'Eurodistrict ont proposé un riche programme avec des journées thématiques (Société civile & Europe, Culture, Environnement, Formation & marché de l'emploi, Tourisme et Produits & producteurs locaux). 45 partenaires, dont 17 producteurs locaux, se sont relayés sur les stands et ont informé les visiteurs. En outre, 22 animations et présentations ont été organisées par différents partenaires. Le coût total de 59 600 € a été financé par 7 500 € de contributions des co-exposants, 26 500 € de financement INTERREG et 25 600 € de fonds propres de l'Eurodistrict. Après le succès de la première édition, il est proposé de participer à nouveau à la Foire européenne avec un pavillon en 2022 et d'allouer **50 000 €** à cet effet.

SIG (3 000 €)

Le **système d'information géographique** (SIG, avec des données dans les domaines environnement, éducation, jeunesse, tourisme, mobilité et santé) est en ligne sur le site web de l'Eurodistrict depuis le début de l'année 2017 et s'est enrichi en 2021 de données supplémentaires représentant plus de 230 « lieux culturels » et plus de 200 « producteurs locaux ». Conformément aux résultats du Forum Culture de l'Eurodistrict, il est prévu de mettre à jour un ensemble de données concernant les "acteurs culturels" et les "stations de recharge" au sein de l'Eurodistrict. Dans le budget 2022 ont donc été prévus **1 900 €** pour l'hébergement et la maintenance ainsi que **1 100 €** pour l'achat éventuel de données. Le microprojet INTERREG „Karto-district" dont l'Eurodistrict a été partenaire, a pris fin en février 2021.

Participation citoyenne (5 420 €)

Après le succès du **5e dialogue citoyen franco-allemand** qui s'est déroulé en avril 2021 en coopération avec l'Euro-Institut et son réseau TEIN dans un format en ligne, l'année 2022 servira à mettre en œuvre les idées émergées des discussions. Le prochain dialogue citoyen est prévu pour l'année 2023.

De plus, l'Eurodistrict prévoit toujours d'étendre **l'agenda culturel transfrontalier** disponible sur son site internet interactif à la Communauté des Communes du Canton d'Erstein afin de couvrir l'ensemble de son territoire (pour rappel : l'agenda culturel en ligne couvre actuellement l'Eurométropole de Strasbourg et l'Ortenaukreis). En raison de la pandémie et de questions techniques ceci n'a pas pu être réalisé comme initialement prévu. Pour l'élargissement ainsi que pour d'autres adaptations et mises à jour de l'agenda, il est proposé de prévoir un budget total de **5 000 €.**

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

Jeunesse (35.000 €)

Le **KM Solidarité** est un projet phare de l'Eurodistrict. Chaque année, des élèves, y compris des enfants en situation de handicap, des villes d'Achern, Kehl, Lahr, Meißenheim, Oberkirch et Offenburg d'une part, et de Fegersheim, Lipsheim, Illkirch-Graffenstaden, Ostwald, Schiltigheim et Strasbourg d'autre part, courent sur deux jours pour soutenir des associations qui œuvrent en faveur d'enfants malades ou touchés par un handicap. Pour chaque kilomètre parcouru, les villes partenaires de l'Eurodistrict versent 20 centimes. Au total, plus de 23 000 élèves sont inscrits pour les deux jours, parmi eux 4 000 élèves de CM2 français et allemands se réunissent le deuxième jour au Jardin des Deux Rives. Les élèves participent à une course de deux kilomètres, dont le parcours s'étend sur la passerelle et les deux côtés du Rhin. Au-delà de la course, des ateliers de sensibilisation sur les thèmes du sport, de la tolérance ou du handicap sont proposés par des associations et les villes partenaires.
La coordination est assurée par l'équipe du Secrétariat général de l'Eurodistrict (25% du temps de travail de la chargée projet + 100% d'un poste de stagiaire).
Malgré un concept adapté, l'édition 2021 a dû être annulée au dernier moment étant donné que la Préfecture restreignait l'occupation de l'espace public et que l'épidémie repartait à la hausse au printemps. Le dernier KM Solidarité a eu lieu en 2019, l'édition 2020 ayant dû également être annulée pour cause de crise sanitaire.
Il est prévu d'organiser l'édition 2022 du KM Solidarité dans son format habituel et dans le respect des règles sanitaires. Si toutefois la situation sanitaire ne permettait pas d'organiser la course au Jardin des Deux Rives, un format alternatif du KM Solidarité serait mis en place. Sur la base des dépenses des dernières années, il est proposé de prévoir un budget de **25 000 €.** Un projet de résolution correspondant sera présenté lors de la réunion d'aujourd'hui.

En 2020, l'organisation, sous forme d'un séminaire en ligne, de la 5ème édition de la Bourse aux projets destinée aux acteurs de la jeunesse et acteurs ayant réalisé un projet dans le cadre du Fonds pour les enfants réfugiés a été un véritable succès avec plus de 60 participants allemands et français.
En raison de la situation sanitaire et des récents changements de personnel au sein du Secrétariat général, il est proposé de reporter la Bourse aux projets initialement prévue pour fin 2021 à début 2022. D'une part, cela permettra d'assurer la continuité de l'événement et, d'autre part, les acteurs de jeunesse et de l'intégration pourront continuer à bénéficier de cette plateforme d'échange dans des conditions favorables.
Afin de permettre le report de la Bourse aux projets 2021 et l'organisation d'une deuxième édition en novembre 2022, il est proposé d'inscrire un montant de **10 000 €** au budget de 2022.

Sport (5 000 €*)*

En règle générale, la majorité des événements sportifs sont financés par les subventions classiques de l'Eurodistrict. En raison de la pandémie de Coronavirus en 2020, tous les projets sportifs soumis à l'Eurodistrict ont malheureusement dû être annulés ou reportés en 2021. Il n'y a pratiquement pas eu de demandes en 2021 non plus.

Depuis 2019, les **Championnats d'athlétisme de l'Eurodistrict** sont devenus un projet propre de l'Eurodistrict. Après le marathon, l'Eurodistrict dispose donc de nouveau d'un événement sportif propr qui, avec près de 400 athlètes venant chaque année de part et d'autre du Rhin et l'implication d'athlètes handicapés, développe le sentiment d'appartenance à un territoire commun et augmente la visibilité de l'Eurodistrict. Les Championnats d'athlétisme de l'Eurodistrict sont organisés par le Comité départemental d'athlétisme du Bas-Rhin et par le Verein zur Förderung der Leichtathletik in der Ortenau e.V. Malgré la situation sanitaire, les championnats ont pu se tenir en 2020 et 2021, mais sous un format adapté. Il est proposé de reconduire le projet en 2022 et d'y allouer la somme de **5.000€.**

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

Culture (70 000 €)

L'Eurodistrict soutient le théâtre franco-allemand **Theater Eurodistrict BAden ALsace** (anciennement BAAL novo - Theater Eurodistrict) dans la mise en œuvre de son offre culturelle et bilingue unique. Lors de sa réunion du 14.06.2018, le Conseil de l'Eurodistrict a décidé de poursuivre l'octroi de subventions pour le théâtre BAden ALsace avec un montant de financement réduit à **30 000 €** par an pour la période 2021 – 2025, en se focalisant sur les projets de théâtre pour jeune public, ainsi que les offres pédagogiques proposées. Le budget correspondant a été intégré dans la proposition de budget pour 2022.

Le **Forum Culture de l'Eurodistrict** prévu dans le cadre du projet INTERREG "Société civile" a dû être reporté à l'année 2021 en raison d'une aggravation de la situation sanitaire. Les 7 et 13 octobre, 40 acteurs culturels des communes allemandes et françaises membres de l'Eurodistrict ont participé au Forum Culture de l'Eurodistrict, organisé en format numérique. La mise en œuvre des résultats résumés sous forme de rapport, notamment en ce qui concerne la création d'un répertoire transfrontalier accessible aux acteurs culturels présents sur le territoire de l'Eurodistrict, est prévue dans le budget global (SIG et site web interactif). En outre, les propositions de projets devront être financées par le biais du fonds culturel de soutien pour la scène locale récemment créé.

La promotion de rencontres culturelles transfrontalières et d'un échange animé entre acteurs culturels des deux côtés du Rhin est une des priorités de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau depuis sa création. La crise sanitaire a empêché toute rencontre culturelle et a eu un impact considérable sur le travail des acteurs culturels. Dans ce contexte, les participants au rendez-vous élus-citoyens de l'Eurodistrict organisé en avril dernier avaient également demandé un soutien plus important et une mise en réseau accentuée des acteurs culturels au sein de l'Eurodistrict. Face à cette situation, le Conseil de l'Eurodistrict a donc créé, lors de sa réunion en juin, le **fonds culturel de soutien pour la scène locale** d'un montant de **40 000 €** pour l'année 2021, afin de soutenir les petites structures allemandes et françaises du secteur culturel sur le territoire de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau et d'encourager les rencontres culturelles transfrontalières. Il est proposé de budgétiser 40 000 € à cet égard pour 2022.

Affaires sociales

En 2016, l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau a mis en place un **Fonds de soutien aux enfants et adolescents réfugiés**. Grâce au fonds réfugiés, un total de 130 actions d'intégration ont été soutenues entre 2016 et 2021. Environ 3 500 enfants et adolescents ont bénéficié de ces actions.
En raison de l'appel à projets de la Ville de Strasbourg « Mobilisation citoyenne pour valoriser la place des personnes bénéficiaires d'une protection internationale dans la Ville de Strasbourg » s'élevant à 230 000 € et des nombreux chevauchements entre les deux fonds, le Conseil a décidé lors de sa réunion du 20.04.2020 de réduire de manière continue le fonds de l'Eurodistrict pour les enfants et adolescents réfugiés : 2020 : 30 000 € ; 2021 : 20 000 €. Par conséquent, aucun financement supplémentaire n'a été budgétisé pour le fonds réfugiés.

Prévention et Sécurité (5 300 €)

Le groupe d'experts Prévention et Sécurité se réunit deux fois par an sous la coordination de l'Eurodistrict. Il s'agit du plus ancien groupe d'experts de l'Eurodistrict et, fort de son expérience, il a rencontré un vif succès entre autres grâce à la création d'une patrouille franco-allemande. Il est proposé de soutenir la présence du groupe d'experts lors de la **Foire du Rhin Supérieur à Offenburg** en 2022 avec un montant de **800 €**. En outre, le groupe d'experts et le groupe de travail « Piscines » ont suggéré la mise en œuvre de campagnes d'information transfrontalières. À cette fin, **4 500 €** ont été prévus dans le budget.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

Environnement (14 500 €)

Dans le domaine de l'environnement, il est proposé de prévoir des fonds pour les actions suivantes : organisation d'un échange thématique autour du **plan Rhin Vivant** (renaturation des milieux alluviaux rhénans) et, si la situation sanitaire le permet, des actions de sensibilisation de la population. En outre, l'Eurodistrict est partenaire de la **semaine franco-allemande de la transition énergétique 2021 e**t prévoit également de renouveler sa coopération en 2022. Un montant total de **9.500 €** est prévu à cet effet.

5.000 € ont également été inscrits pour l'organisation d'un **échange** politique et technique **sur les concepts de protection du climat**, les objectifs déclarés ainsi que les axes d'action des différents membres de l'Eurodistrict en vue des possibles synergies et projets communs (propres et subventionnés) et éventuellement d'une harmonisation.

Tourisme (45 000 €)

Le jeu de plein air transfrontalier prévu pour 2021 par le nouveau groupe de travail à destination des acteurs du tourisme, qui permettra aux familles de découvrir les lieux de loisirs à l'échelle locale de manière ludique et durable et de consolider la coopération entre les acteurs du tourisme sur le territoire de l'Eurodistrict, n'a malheureusement pas encore été mis en œuvre suite aux changements de personnel au sein du Secrétariat général. Un montant à hauteur de **20 000 €** prévu à cet égard en 2021 a donc été réintégré dans la planification du budget pour l'année 2022.

Tout au long des années précédentes, le jardin de l'Eurodistrict du festival des fleurs «**Chrysanthema**» à Lahr a contribué à accroître la visibilité de l'Eurodistrict. En 2019, environ 370 000 personnes venant de France et d'Allemagne se sont rendues à la manifestation. En 2020 et 2021, la manifestation n'a pas pu avoir lieu face aux mesures sanitaires en vigueur. Pour 2022, le Secrétariat général propose de renouveler cette action sous forme de projet propre et de prévoir un budget à hauteur de **5.000 €** pour l'année budgétaire de 2022.

La 4iéme édition du **"Eurodistrict Vélo Gourmand"** devait initialement se tenir le 27 septembre 2020 entre les communes du Grand Ried et l'Ortenau, dans le sud du territoire de l'Eurodistrict. Compte tenu de la grande incertitude en matière de planification liée à la crise sanitaire et la difficulté d'élaborer des concepts de logistique et de sécurité, le comité d'organisation de cette édition composé des représentants de la Communauté de Communes du Canton d'Erstein, la ville d'Ettenheim, la commune de Kappel-Grafenhausen, l'Office de Tourisme Grand Ried, le Conseil Départemental du Bas Rhin, l'association Vis-à-Vis, l'Office de Tourisme d'Ettenheim, ainsi que le Secrétariat général de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, a décidé à l'unanimité de reporter la manifestation à septembre 2021. L'édition 2021 a également été reportée d'un an en raison de la crise sanitaire. Par conséquent, **20 000 €** ont de nouveau été inclus dans le budget pour l'année budgétaire de 2022.

Autres projets et subventions (110 000 €)

Proposition : prévoir un montant de 110 000 € en 2022 afin de soutenir de nouveaux projets dont 100 000 € pour des demandes de subventions classiques en faveur de projets citoyens ou associatifs ainsi que les subventions déjà validées pour 2022 : 10 000 € (exposition satirique Renchen-Tomi Ungerer).

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

Fonds petits projets Eurodistrict (Annexe I) :
Exemple de calcul : Durée du fonds : 3 ans (2022-2024).
Montant du fonds : 450.000 €, dont 270.000 € FEDER, qui doivent être avancés via le budget de l'Eurodistrict. Pour les demandeurs de projets, 40 % doivent être financés par des fonds propres, 60 % sont financés par le FEDER.
Frais de gestion : l'Eurodistrict reçoit 20 % pour les frais de gestion, soit 90.000 € pour toute la durée du fonds, mais uniquement si l'ensemble du fonds est utilisé. Ces frais sont remboursés deux fois par an par INTERREG sur la base des rapports de dépenses du Secrétariat général.
Frais de personnel à couvrir : la mise en œuvre du fonds nécessite un ETP pour 3 ans. Actuellement, seul un demi-poste est disponible au SG. Il faudrait donc recruter un poste à 50%. Coût : 27 617 €. Ces coûts pourraient être partiellement couverts grâce à la valorisation des frais administratifs (temps de travail, frais administratifs, communication) par l'organisme responsable du fonds à hauteur de 20 % du montant du fonds. Cependant, cette somme est liée aux taux de programmation réels, c'est-à-dire qu'elle peut varier si le fonds n'est pas épuisé.

Les coûts prévus pour la promotion du fonds sont de 5 000 €. La promotion de projets et de manifestations propres n'est pas possible dans cette configuration, alors que l'Eurodistrict a pu mettre en œuvre quatre forums thématiques et quatre projets grand public dans le cadre d'INTERREG V avec un cofinancement de 60 %.

RÉCAPITULATIF :
Mobilité (77 092 €)
Santé (150 €)
Bilinguisme (80 000 €)
Économie (110 788 €)
SIG (3 000 €)
Participation citoyenne (5 420 €)
Jeunesse (35 000 €)
Sport (5 000 €)
Culture (70 000 € y compris les subventions déjà votées : Baal Novo)
Affaires Sociales (0 €)
Prévention et Sécurité (5 300 €)
Environnement (14 500 €)
Tourisme (45 000 €)

A ajouter :
Autres projets et subventions (110 000 €)
INTERREG Société Civile (6 907 €)
INTERREG Fonds Petits Projets (144 620 €).

TOTAL DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES = 712 777 €

TOTAL y compris les frais de structure : 1 360 374 €

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

TOP 4 - ANNEXE I : PREVISIONS 2022 / HAUSHALTSPLAN 2022

Prévision Recette Fonctionnement 2022/ Voraussichtliche Einnahmen Betriebskosten 2022		**1 813 576**		
Cotisations des membres / Mitgliederbeiträge		850 000		
Fond structurel (p.ex. INTERREG) / Strukturfonds (bsp. INTERREG)		38 838		
Recettes diverses / diverse Einnahmen		0		
Diminution charges / Kostenminderung		0		
Produits exceptionnels		0		
Solde du report antérieur fonctionnement / Übertrag Betriebskosten		924 738	Report total 2021 pour le budget 2022 / Gesamtübertrag aus 2021 für 2022:	983 159
Recettes d'investissements 2022 / Investitioneinnahmen 2022		**70 323**		
Amortissements 2022 / Abschreibungen 2022		11 902		
Solde du report antérieur investissement / Übertrag Investition		58 421		

Domaines des dépenses / Ausgabenbereiche	Code opération	montant 2021 pour mémoire / Summe Haushalt 2021 zur Erinnerung	Réalisé / Ist 2021	imputation comptable / Budgetlinie	Intitulé / Name	BP 2022 proposé / Haushaltsplan 2022 Vorschlag	Mouvements de crédits	Réalisé / Ist 2022	Variation	Commentaire / Kommentar	BP 2023 proposé / Haushaltsplan 2023Vorschlag	BP 2024 proposé / Haushaltsplan 2024 Vorschlag	BP 2025 proposé / Haushaltsplan 2025 Vorschlag
Fonctionnement & séances institutionelles / Betrieb & institutionelle Sitzungen	**Total**	**489 954**	**0,00**			**638 097**	**0**	**0**	**-638 097**		**604 396**	**613 353**	**643 810**
Frais de fonctionnement / Betriebskosten	**1**	**101 900**	**0,00**			**102 200**	**0**	**0**	**-102 200**	**entre autres : loyer = 29.900 €, charges locatives = 16.400 €, fournitures = 7.100 €, téléphonie = 10.000 €, déplacements = 5.500 €, etc… / Miete=29.900 €, Mietnebenkosten = 16.400 €, Bürobedarf=7.100 €, Telefonie = 10.000 €, Reise- und Fahrtkosten = 5.500 €, etc…**	**97 720**	**97 720**	**97 720**
Frais de personnel / Personalkosten	**2**	**344 604**	**0,00**			**492 597**	**0**	**0**	**-492 597**	**7 postes à temps plein + 1 poste à temps partiel + 1 stagiaire sur 10 mois + 90% du référent environnement + 85% du référent économie (10% du référent environnement imputés sur projet INTERREG "bus", 15% du référent économie sur le projet INTERREG "Titan-e") + 2.000 € de formation continue + 1.000 € médecine du travail + 1 700 € CDG-paies/ 7 VZ-Stellen + 1 TZ-Stelle + 1 Praktikantenstelle für 10 Monate + 90% Referentenstelle Umwelt + 85% Refrentenstelle Wirtschaft (10 % Referentenstelle Umwelt für Interreg-Projekt "Bus", 15% Referentenstelle Wirtschaft für INTERREG-Projekt "Titan-e") sowie inbegriffen Weiterbildungskosten 2.000 €, 1.000 € Arbeitsmedizin und 1 700 € CDG-Lohnzettel- und Sozialabgabenbearbeitung**	**473 176**	**482 133**	**512 290**
Séances institutionnelles / institutionelle Sitzungen	**3**	**28 350**	**0,00**			**28 200**	**0**	**0**	**-28 200**	**principalement frais de location de matériel et interprétation / hauptsächlich Materialmietkosten und Dolmetscherkosten**	**18 400**	**18 400**	**18 700**
Communication & Relations Publiques / Kommunikation & Öffentlichkeitsarbeit	**4**	**15 100**	**0,00**			**15 100**	**0**	**0**	**-15 100**	**publications et matériel de communication , annonces & conférences de presse, 6 domaines de site internet / Veröffentlichungen und Werbemittel, Anzeigen & Pressekonferenzen, 6 Internetdomänen**	**15 100**	**15 100**	**15 100**
Investissements (achats uniques) / Investitionen (einmalige Anschaffungen)	**Total**	**10 500**	**0,00**			**9 500**	**0**	**0**	**-9 500**		**5 500**	**5 500**	**5 500**
Achat de matériel (Investissement) / Materialkauf (Investition)	**5**	**10 500**	**0,00**			**9 500**	**0**	**0**	**-9 500**		**5 500**	**5 500**	**5 500**
Thèmes prioritaires et projets / prioritäre Themenbereiche und Projekte	**Total**	**298 310**	**0,00**			**412 412**	**0**	**0**	**-368 762**		**293 230**	**276 220**	**291 720**
Transport & mobilité / Verkehr & Mobilität	**Total**	**12 565**	**0,00**			**73 017**	**0**	**0**	**-69 517**		**16 510**	**15 000**	**15 000**
Etude transport public transfrontalier / ÖPNV Studie	**6**	**5 000**	**0,00**			**5 000**	**0**	**0**	**-1 500**		**0**	**0**	**0**
Projets susceptibles d'être réalisés suite aux recommandations de l'étude / Mögliche Folgeprojekte aufgrund der Handlungsempfehlungen der Studie	**7**	**7 565**	**0,00**			**68 017**	**0**	**0**	**-68 017**		**16 510**	**15 000**	**15 000**

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

Santé / Gesundheit	**Total**	**0**	**0,00**			**150**				**Partenaire du Projet Interreg : Trisan I (2017-19) et maintenant de Trisan II " Plan d'action trinational pour une offre de santé transfrontalière », (subvention versée en 2020), ainsi que participation aux différentes cellules de crise et groupes de travail concernant COVID-19 / Projektpartner des Interregprojekts : Trisan I (2017-19) und aktuell von Trisan II „„Trinationaler Handlungsrahmen für die grenzüberschreitende Gesundheitsversorgung" (Subvention in 2020 gezahlt) sowie Mitarbeit in den verschiedenen Krisenstäben und Arbeitgruppen bzgl. COVID-19**	**0**	**0**	**0**
Projets susceptibles d'être réalisés suite aux recommandations de l'étude santé réalisée en 2012 / Mögliche Folgeprojekte aufgrund der Handlungsempfehlungen der im Jahre 2012 realisierte Gesundheitsstudie	**9**	**0**	**0,00**			**150**	**0**	**0**	**-150**	**TRISAN II (01.12.2019-30.11.2022) : subvention unique de 1 000 € en 2020 / einmalige Förderung von 1.000 € in 2020, prolongation de 6 mois jusqu'au 30.05.2023 donnant lieu à une contribution financière supplémentaire de 150€ / Verlängerung bis zum 30.05.2023, was eine zusätzliche finanzielle Beteiligung von 150€ zur Folge hat**	**0**	**0**	**0**
Bilinguisme & Formation / Zweisprachigkeit & Ausbildung	**Total**	**73 996**	**0,00**			**80 000**	**0**	**0**	**-80 000**		**80 000**	**80 000**	**80 000**
Fonds scolaire pour la promotion du bilinguisme /	**10**	**40 000**	**0,00**			**40 000**	**0**	**0**	**-40 000**		**40 000**	**40 000**	**40 000**
INTERREG "L'Or du Rhin" / "Rheingold"	**47**	**3 996**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**Projet INTERREG V « L'Or du Rhin : Jeu de mots-bilité sans frontière 4.0» / INTERREG V-Projekt "Rheingold: Spannende E-Wort-Schatzsuche am Oberrhein". 01.01.2020-01.01.2022 Valorisation 10% du coût salarial référent / Valorisierung 10% Lohnkosten Referentenstelle**	**0**	**0**	**0**
Promotion projets linguistiques / Sprachförderprojekte	**48**	**20 000**	**0,00**			**40 000**	**0**	**0**	**-40 000**	**Projet propre en partenariat avec la Volkshochschule Ortenau (subventioné depuis l'année scolaire 2021/2022) / Eigenprojekt in Zusammenarbeit mit der Volkshochschule Ortenau (ab Schuljahr 2021/2022 gefördert)**	**40 000**	**40 000**	**40 000**
Apprentissage transfrontalier / grenzüberschreitende Berufsausbildung	**11**	**10 000**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**ED-Profiling en coopération avec la IHK / ED-Profiling in Kooperation mit der IHK**	**0**	**0**	**0**
Economie / Wirtschaft	**Total**	**60 291**	**0,00**			**106 025**	**0**	**0**	**-106 025**		**50 000**	**50 000**	**50 000**
Participation aux salons ExpoReal & MIPIM, Foire européenne / Beteiligung an den Messen ExpoReal & MIPIM, Europamesse	**12**	**50 000**	**0,00**			**100 000**	**0**	**0**	**-100 000**	**2022 : MIPIM + EXPOREAL : Stand commun avec la WRO et l'EMS, pavillon ED sur la Foire Européenne / gemeinsamer Stand mit der WRO und der EMS, ED-Pavillon auf der Europamesse**	**50 000**	**50 000**	**50 000**
Semaine de l'entrepreneur européen / Woche des europäischen Unternehmers	**13**	**5 000**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**Depuis 2011, ce projet est mené en partenariat avec l'EMS. Leurs services ont décidé de mettre un terme à ce projet en 2021. C'est pourquoi la somme initialement attribuée a été supprimée. / Seit 2011 wird dieses Projekt in Partnerschaft mit dem EMS durchgeführt. Die zuständige Fachabteilunge hat beschlossen, dieses Projekt im Jahr 2021 zu beenden. Aus diesem Grund wurde der ursprünglich zugewiesene Betrag gestrichen.**	**0**	**0**	**0**
INTERREG TITAN-E	**49**	**5 291**	**0,00**			**6 025**	**0**	**0**	**-6 025**	**Projet INTERREG 2021-2022 : vise à améliorer le lien entre le monde de la recherche, des sciences et le monde économique sur le Rhin Supérieur. / INTERREG-Projekt 2021-2022: hat zum Ziel, die Verknüpfung zwischen den Bereichen Forschung, Wissenschaft und Wirtschaft am Oberrhein zu verstärken**	**0**	**0**	**0**
SIG cartographie / GIS Kartenerstellung	**Total**	**8 158**	**0,00**			**3 000**	**0**	**0**	**-3 000**		**3 000**	**3 000**	**3 000**
Réalisation du Site / Umsetzung der Webseite	**14**	**1 900**	**0,00**			**1 900**	**0**	**0**	**-1 900**		**1 900**	**1 900**	**1 900**
Réalisation des cartes (Carto-District) / Umsetzung der Karten (Karto-Distrikt)	**33**	**6 258**	**0,00**			**1 100**	**0**	**0**	**-1 100**	**Fin de projet en 01/2021 / Projekt endet 01/2021**	**1 100**	**1 100**	**1 100**
Participation Citoyenne / Bürgerbeteiligung	**Total**	**10 000**	**0,00**			**5 420**	**0**	**0**	**-5 420**		**20 920**	**5 420**	**20 920**
Rencontres Maires-citoyens / Eurodistrikt Konvent	**15**	**0**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**Rencontre maires-citoyens tous les deux ans. 2020 décalé sur 2021, 2022 sur 2023. Intégré dans le projet Interreg "Société Civile" en 2021 / Eurodistrikt Bürgerkonvent sollte alle 2 Jahre stattfinden 2020 auf 2021 und 2022 auf 2023 verschoben. Eingeplant im Interreg Projekt "Zivilgesellschaft" für 2021.**	**15 500**	**0**	**15 500**
Adaptation site internet participatif / Anpassung partizipativer Internetauftritt	**16**	**10 000**	**0,00**			**5 420**	**0**	**0**	**-5 420**	**selon besoins : adaptations, évolutions et protection + extension du calendrier culturel FR-DE à la ComCom Erstein / bei Bedarf Anpassungen, Aktualisierung und Schutz + Erweiterung DE-FR Kulturkalender um ComCom Erstein**	**5 420**	**5 420**	**5 420**
Jeunesse / Jugend	**Total**	**30 000**	**0,00**			**35 000**	**0**	**0**	**-35 000**		**30 000**	**30 000**	**30 000**
Km Solidarité	**18**	**25 000**	**0,00**			**25 000**	**0**	**0**	**-25 000**	**Course solidaire avec 4 500 élèves au Jardin des deux Rives / Solidaritätslauf mit 4.500 Schülern im Garten der zwei Ufer**	**25 000**	**25 000**	**25 000**
Rencontre Animateurs Jeunesse / Jugendarbeitertreffen	**34**	**5 000**	**0,00**			**10 000**	**0**	**0**	**-10 000**	**Rencontre pour les bénévoles et les personnels dans le domaine de l'animation jeunesse. Organisée par l'Eurodistrict dans les structures jeunesse avec des ateliers, des présentations de projets et des opportunités de nouveaux partenariats. Report de la bourse à projets 2021 à fin janvier 2022 / Treffen für ehrenamtliche oder hauptamtliche Mitarbeiter*innen in der Jugendarbeit. Organisiert durch den Eurodistrikt bei den Jugendeinrichtungen vor Ort mit Workshops, Projektpräsentationen und Begegungsmöglichkeiten für neue Partnerschaften. Verlegung der Jugendprojektbörse 2021 auf Ende Januar 2022.**	**5 000**	**5 000**	**5 000**

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

Sport / Sport	**Total**	**5 000**	**0,00**			**5 000**	**0**	**0**	**-5 000**	**Projets propres & participations / eigene Projekte & Projektbeteiligungen**	**5 000**	**5 000**	**5 000**
Forum des acteurs du Sport - Rencontres / Forum Sportakteure - Treffen	**35**	**0**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**Projet sport santé intégré dans projet Interreg "Société Civile" en 2020 / Projekt Sport Gesundheit integriert in Interreg-Projekt "Zivilgesellschaft" für 2020**	**0**	**0**	**0**
Championnats d'athlétisme de l'Eurodistrict / Eurodistrikt Leichtathletikmeisterschaften	**45**	**5 000**	**0,00**			**5 000**	**0**	**0**	**-5 000**	**Organisé en coopération avec le Verein zur Förderung der Leichathletik in der Ortenau et le Comité départemental d'athlétisme du Bas-Rhin/ Organisation in Zusammenarbeit mit dem Verein zur Förderung der Leichathletik in der Ortenau und den Comité départemental d'athlétisme du Bas-Rhin**	**5 000**	**5 000**	**5 000**
Culture / Kultur	**Total**	**40 000**	**0,00**			**40 000**	**0**	**0**	**0**	**Projets propres , la majorité des projets sont externes. Couvert par Fonds Microprojets et soutien classique aux projets, par ex. Baal Novo (voir op. 26) / Eigene Projekte, Mehrheit der Projekte sind extern, durch Mikroprojektefonds und klassische Projektunterstützung gedeckt, zum Beispiel Baal Novo (siehe Op.26)**	**40 000**	**40 000**	**40 000**
Campagne Re-start scène culturelle locale / Re-start Kampagne "Kleinkulturszene"	**21**	**40 000**	**0,00**			**40 000**				**Soutien à l'offre culturelle, en particulier de la part d'acteurs ayant souffert de la pandémie / Unterstützung des kulturellen Angebots, insbesondere derer, die unter der Pandemie gelitten haben**	**40 000**	**40 000**	**40 000**
Evénements et événements grand public / Veranstaltungen und öffentliche Veranstaltungen	**Total**	**0**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**Projet grand public intégré dans projet Interreg "Société Civile" en 2017-2021 / Projekt öffentliche Veranstaltungen integriert in Interreg-Projekt "Zivilgesellschaft" für 2017-2021**	**0**	**0**	**0**
Affaires sociales / Soziales	**Total**	**20 000**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**		**0**	**0**	**0**
Fonds de soutien aux enfants réfugiés / Fonds für Flüchtlingskinder	**36**	**20 000**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**Fonds réfugiés non reconduit / Flüchtlingsfonds nicht erneuert**	**0**	**0**	**0**
Prévention & Sécurité / Prävention & Sicherheit	**Total**	**5 300**	**0,00**			**5 300**	**0**	**0**	**-5 300**	**uniquement foires et travaux complémentaires suite au Forum 2016 /nur Messeauftritte sowie Folgearbeit für das Forum 2016**	**800**	**800**	**800**
Prévention & Sécurité / Prävention & Sicherheit	**29**	**5 300**	**0,00**			**5 300**	**0**	**0**	**-5 300**		**800**	**800**	**800**
Environnement / Umwelt	**Total**	**8 000**	**0,00**			**14 500**	**0**	**0**	**-14 500**	**Projet Economie ciruclaire et Air & Climat / Projekt : Kreislaufwirtschaft - Abfall und Luft & Klima**	**12 000**	**12 000**	**12 000**
Economie circulaire - Déchets / Kreislaufwirtschaft - Abfall	**38**	**6 500**	**0,00**			**6 500**	**0**	**0**	**-6 500**	**Organiser un échange thématique autour du plan Rhin Vivant - Actions afin de promouvoir les producteurs locaux, achat responsable, p.ex. marché des producteurs locaux / Einen thematischen Austausch zum Plan Rhin Vivant organisieren (Renaturierung der Rheinauen) - Aktionen zur Unterstützung lokaler Produzenten, verantwortungsvoller Einkauf, z.B. Markt der lokalen Produzenten**	**7 000**	**7 000**	**7 000**
Air et climat / Luft und Klima	**39**	**1 500**	**0,00**			**8 000**	**0**	**0**	**-8 000**	**Klimaschutz/Dt.fr. Energiewendewoche**	**5 000**	**5 000**	**5 000**
Tourisme / Tourismus	**Total**	**25 000**	**0,00**			**45 000**	**0**	**0**	**-45 000**		**35 000**	**35 000**	**35 000**
Parcours découverte Eurodistrict (Outdoor Escape Game) / Eurodistrikt Entdeckungsrallye (Outdoor Escape Game)	**40**	**20 000**	**0,00**			**20 000**	**0**	**0**	**-20 000**		**10 000**	**10 000**	**10 000**
Journée vélo / Fahrradtag	**44**	**0**	**0,00**			**20 000**	**0**	**0**	**-20 000**	**Projet intégré dans projet Interreg "Société Civile" en 2019-2020-2021 / Projekt integriert in Interreg-Projekt "Zivilgesellschaft" für 2019-2020-2021**	**20 000**	**20 000**	**20 000**
Festival Chrysanthema	**46**	**5 000**	**0,00**			**5 000**	**0**	**0**	**-5 000**	**Jardin Eurodistrict / Eurodistrikt Beet**	**5 000**	**5 000**	**5 000**
Projets subventionnés divers / diverse Förderprojekte	**total**	**130 000**	**0,00**			**140 000**	**0**	**0**	**-140 000**	**Projets subventionnés / Förderprojekte**	**130 000**	**130 000**	**130 000**
projets déjà votés pour 2021 / bereits für 2021 beschlossene Förderprojekte	**26**	**30 000**	**0,00**			**40 000**	**0**	**0**	**-40 000**	**projets déjà votés / durch Gremienbeschlüsse gebunden**	**30 000**	**30 000**	**30 000**
demandes additionnelles dans l'année (sur la base de l'année précédente)/ zusätzliche Förderanträge im Laufe des Jahres (Erfahrungswert)		**100 000**	**0,00**			**100 000**	**0**	**0**	**-100 000**	**Projets subventionnés / Förderprojekte**	**100 000**	**100 000**	**100 000**
INTERREG Société Civile - Fonds Petits Projets / INTERREG Zivilgesellschaft - Kleinprojektefonds	**Total**	**69 917**	**0,00**		**Montant net :**	**121 527**	**0**	**0**	**-121 527**	**Projet Société Civile / Projekt Société Civile. 100% coût salarial coordinateur à mi-temps 3 mois / 100% Lohnkosten Referentenstelle Koordinator Halbzeit 3 Monate. Fonds Petits Projets (2022-2024) / Kleinprojektefonds (2022-2024). 100% coût salarial grade Attaché échelon 3 / 100% Lohnkosten Entgeldgruppe Attaché Erfahrungsstufe 3**	**142 236**	**142 236**	**-270 000**
INTERREG Société Civile - Fonds Petits Projets / INTERREG Zivilgesellschaft - Kleinprojektefonds	**27**	**69 917**	**0,00**			**121 527**	**0**	**0**	**-121 527**		**142 236**	**142 236**	**-270 000**
Total		**1 014 492**	**0,00**			**1 333 438**		**0**		**= budget total net (ce que cela coute à l'ED)**	**1 187 000**	**1 176 564**	**811 285**
		1 227 931	0,00		**Total dépenses 6 (rose) / Total Ausgaben 6 (rosa)**	1 358 776		0			1 210 537	1 198 064	1 072 785
		19 500	0,00		**Total dépenses investissements 2 (jaune) / Total Ausgaben Investitionen 2 (gelb)**	13 500		0			8 500	8 500	8 500
		232 939	0,00		**total recettes 7 (bleu) / Total Einnahmen 7 (blau)**	38 838		0			32 037	30 000	270 000
		0	0,00		**total diminution charges 6 (bleu) / Total Kostenminderung 6 (blau)**	0		0			0	0	0

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

Total dépenses / Gesamtausgaben	1 358 776
Report potentiel fonctionnement sur 2023 / potentieller Übertrag Betriebskosten auf 2023	454 800
Total dépenses investissements / Gesamtausgaben Investition	13 500
Report potentiel investissement sur 2023/ potentieller Übertrag Investition auf 2023	56 823
REPORT TOTAL / GESAMTÜBERTRAG	**511 623**

6574

Prévision Recette Fonctionnement 2023/ Voraussichtliche Einnahmen Betriebskosten 2023		**1 336 837**		
Cotisations des membres / Mitgliederbeiträge		850 000		
Fond structurel (p.ex. INTERREG) / Strukturfonds (bsp. INTERREG		32 037		
Recettes diverses / diverse Einnahmen		0		
Diminution charges / Kostenminderung		0		
Annulation mandats exercices antérieurs		0		
Solde du report 2022 fonctionnement (estimation) / voraussichtlicher Übertrag 2022 Betriebskosten		454 800	Report total 2022 pour le budget 2023 / Gesamtübertrag aus 2022 für 2023:	511 623
Recettes d'investissements 2023 / Investitioneinnahmen 2023		68 461		
Amortissements 2023 / Abschreibungen 2023		11 638		
Solde du report 2022 investissement (estimation) / voraussichtlicher Übertrag 2022 Investition		56 823		

Total dépenses 2023 / Gesamtausgaben 2023	1 210 537
Report potentiel fonctionnement sur 2024 / potentieller Übertrag Betriebskosten auf 2024	126 300
Total dépenses investissements 2023 / Gesamtausgaben Investition 2023	8 500
Report potentiel investissement sur 2024 / potentieller Übertrag Investition auf 2024	59 961
REPORT TOTAL / GESAMTÜBERTRAG	**186 261**

Prévision Recette Fonctionnement 2024/ Voraussichtliche Einnahmen Betriebskosten 2024		**1 006 300**		
Cotisations des membres / Mitgliederbeiträge		850 000		
Fond structurel (p.ex. INTERREG) / Strukturfonds (bsp. INTERREG		30 000		
Recettes diverses /diverse Einnahmen		0		
Diminution charges / Kostenminderung		0		
Annulation mandats exercices antérieurs		0		
Solde du report 2023 fonctionnement (estimation) / voraussichtlicher Übertrag 2023 Betriebskosten		126 300	Report total 2023 pour le budget 2024 / Gesamtübertrag aus 2023 für 2024:	186 261
Recettes d'investissements 2024 / Investitioneinnahmen 2024		69 216		
Amortissements 2024 / Abschreibungen 2024		9 255		
Solde du report 2023 investissement (estimation) / voraussichtlicher Übertrag 2023 Investition		59 961		

Total dépenses 2024 / Gesamtausgaben 2024	1 198 064
Report potentiel fonctionnement sur 2025 / potentieller Übertrag Betriebskosten auf 2025	-191 764
Total dépenses investissements 2024 / Gesamtausgaben Investition 2024	8 500
Report potentiel investissement sur 2025 / potentieller Übertrag Investition auf 2025	60 716
REPORT TOTAL / GESAMTÜBERTRAG	**-131 048**

Prévision Recette Fonctionnement 2025/ Voraussichtliche Einnahmen Betriebskosten 2025		**928 236**		
Cotisations des membres / Mitgliederbeiträge		850 000		
Fond structurel (p.ex. INTERREG) / Strukturfonds (bsp. INTERREG		270 000		
Recettes diverses /diverse Einnahmen		0		
Diminution charges / Kostenminderung		0		
Annulation mandats exercices antérieurs		0		
Solde du report 2024 fonctionnement (estimation) / voraussichtlicher Übertrag 2024 Betriebskosten		-191 764	Report total 2024 pour le budget 2025 / Gesamtübertrag aus 2024 für 2025:	-131 048
Recettes d'investissements 2025 / Investitioneinnahmen 2025		70 971		
Amortissements 2025 / Abschreibungen 2025		10 255		
Solde du report 2024 investissement (estimation) / voraussichtlicher Übertrag 2024 Investition		60 716		

Total dépenses 2025 / Gesamtausgaben 2025	1 072 785
Report potentiel fonctionnement sur 2026 / potentieller Übertrag Betriebskosten auf 2026	-144 549
Total dépenses investissements 2025 / Gesamtausgaben Investition 2025	8 500
Report potentiel investissement sur 2026 / potentieller Übertrag Investition auf	62 471
REPORT TOTAL / GESAMTÜBERTRAG	**-82 078**

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

TOP 4 - ANNEXE II : PREVISIONS 2022 / HAUSHALTSPLAN 2022

Prévision Recette Fonctionnement 2022/ Voraussichtliche Einnahmen Betriebskosten 2022		**1 783 576**		
Cotisations des membres / Mitgliederbeiträge		850 000		
Fond structurel (p.ex. INTERREG) / Strukturfonds (bsp. INTERREG)		8 838		
Recettes diverses / diverse Einnahmen		0		
Diminution charges / Kostenminderung		0		
Produits exceptionnels		0		
Solde du report antérieur fonctionnement / Übertrag Betriebskosten		924 738	Report total 2021 pour le budget 2022 / Gesamtübertrag aus 2021 für 2022:	983 159
Recettes d'investissements 2022 / Investitioneinnahmen 2022		**70 323**		
Amortissements 2022 / Abschreibungen 2022		11 902		
Solde du report antérieur investissement / Übertrag Investition		58 421		

Domaines des dépenses / Ausgabenbereiche	Code opération	montant 2021 pour mémoire / Summe Haushalt 2021 zur Erinnerung	Réalisé / Ist 2021	imputation comptable / Budgetlinie	Intitulé / Name	BP 2022 proposé / Haushaltsplan 2022 Vorschlag	Mouvements de crédits	Réalisé / Ist 2022	Variation	Commentaire / Kommentar	BP 2023 proposé / Haushaltsplan 2023Vorschlag	BP 2024 proposé / Haushaltsplan 2024 Vorschlag	BP 2025 proposé / Haushaltsplan 2025 Vorschlag
Fonctionnement & séances institutionelles / Betrieb & institutionelle Sitzungen	**Total**	**489 954**	**0,00**			**638 097**	**0**	**0**	**-638 097**		**604 396**	**613 353**	**643 810**
Frais de fonctionnement / Betriebskosten	**1**	**101 900**	**0,00**			**102 200**	**0**	**0**	**-102 200**	**entre autres : loyer = 29.900 €, charges locatives = 16.400 €, fournitures = 7.100 €, téléphonie = 10.000 €, déplacements = 5.500 €, etc… / Miete=29.900 €, Mietnebenkosten = 16.400 €, Bürobedarf=7.100 €, Telefonie = 10.000 €, Reise- und Fahrtkosten = 5.500 €, etc…**	**97 720**	**97 720**	**97 720**
Frais de personnel / Personalkosten	**2**	**344 604**	**0,00**			**492 597**	**0**	**0**	**-492 597**	**7 postes à temps plein + 1 poste à temps partiel + 1 stagiaire sur 10 mois + 90% du référent environnement + 85% du référent économie (10% du référent environnement imputés sur projet INTERREG "bus", 15% du référent économie sur le projet INTERREG "Titan-e") + 2.000 € de formation continue + 1.000 € médecine du travail + 1 700 € CDG-paies/ 7 VZ-Stellen + 1 TZ-Stelle + 1 Praktikantenstelle für 10 Monate + 90% Referentenstelle Umwelt + 85% Refrentenstelle Wirtschaft (10 % Referentenstelle Umwelt für Interreg-Projekt "Bus", 15% Referentenstelle Wirtschaft für INTERREG-Projekt "Titan-e") sowie inbegriffen Weiterbildungskosten 2.000 €, 1.000 € Arbeitsmedizin und 1 700 € CDG-Lohnzettel- und Sozialabgabenbearbeitung**	**473 176**	**482 133**	**512 290**
Séances institutionnelles / institutionelle Sitzungen	**3**	**28 350**	**0,00**			**28 200**	**0**	**0**	**-28 200**	**principalement frais de location de matériel et interprétation / hauptsächlich Materialmietkosten und Dolmetscherkosten**	**18 400**	**18 400**	**18 700**
Communication & Relations Publiques / Kommunikation & Öffentlichkeitsarbeit	**4**	**15 100**	**0,00**			**15 100**	**0**	**0**	**-15 100**	**publications et matériel de communication , annonces & conférences de presse, 6 domaines de site internet / Veröffentlichungen und Werbemittel, Anzeigen & Pressekonferenzen, 6 Internetdomänen**	**15 100**	**15 100**	**15 100**
Investissements (achats uniques) / Investitionen (einmalige Anschaffungen)	**Total**	**10 500**	**0,00**			**9 500**	**0**	**0**	**-9 500**		**5 500**	**5 500**	**5 500**
Achat de matériel (Investissement) / Materialkauf	**5**	**10 500**	**0,00**			**9 500**	**0**	**0**	**-9 500**		**5 500**	**5 500**	**5 500**
Thèmes prioritaires et projets / prioritäre Themenbereiche und Projekte	**Total**	**298 310**	**0,00**			**412 412**	**0**	**0**	**-368 762**		**293 230**	**276 220**	**291 720**
Transport & mobilité / Verkehr & Mobilität	**Total**	**12 565**	**0,00**			**73 017**	**0**	**0**	**-69 517**		**16 510**	**15 000**	**15 000**
Etude transport public transfrontalier / ÖPNV Studie	**6**	**5 000**	**0,00**			**5 000**	**0**	**0**	**-1 500**		**0**	**0**	**0**
Projets susceptibles d'être réalisés suite aux recommandations de l'étude / Mögliche Folgeprojekte aufgrund der Handlungsempfehlungen der Studie	**7**	**7 565**	**0,00**			**68 017**	**0**	**0**	**-68 017**		**16 510**	**15 000**	**15 000**

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

Santé / Gesundheit	**Total**	**0**	**0,00**			**150**				**Partenaire du Projet Interreg : Trisan I (2017-19) et maintenant de Trisan II " Plan d'action trinational pour une offre de santé transfrontalière », (subvention versée en 2020), ainsi que participation aux différentes cellules de crise et groupes de travail concernant COVID-19 / Projektpartner des Interregprojekts : Trisan I (2017-19) und aktuell von Trisan II „„Trinationaler Handlungsrahmen für die grenzüberschreitende Gesundheitsversorgung" (Subvention in 2020 gezahlt) sowie Mitarbeit in den verschiedenen Krisenstäben und Arbeitgruppen bzgl. COVID-19**	**0**	**0**	**0**
Projets susceptibles d'être réalisés suite aux recommandations de l'étude santé réalisée en 2012 / Mögliche Folgeprojekte aufgrund der Handlungsempfehlungen der im Jahre 2012 realisierte Gesundheitsstudie	**9**	**0**	**0,00**			**150**	**0**	**0**	**-150**	**TRISAN II (01.12.2019-30.11.2022) : subvention unique de 1 000 € en 2020 / einmalige Förderung von 1.000 € in 2020, prolongation de 6 mois jusqu'au 30.05.2023 donnant lieu à une contribution financière supplémentaire de 150€ / Verlängerung bis zum 30.05.2023, was eine zusätzliche finanzielle Beteiligung von 150€ zur Folge hat**	**0**	**0**	**0**
Bilinguisme & Formation / Zweisprachigkeit & Ausbildung	**Total**	**73 996**	**0,00**			**80 000**	**0**	**0**	**-80 000**		**80 000**	**80 000**	**80 000**
Fonds scolaire pour la promotion du bilinguisme / Schulfonds zur Förderung der Zweisprachigkeit	**10**	**40 000**	**0,00**			**40 000**	**0**	**0**	**-40 000**		**40 000**	**40 000**	**40 000**
INTERREG "L'Or du Rhin" / "Rheingold"	**47**	**3 996**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**Projet INTERREG V « L'Or du Rhin : Jeu de mots-bilité sans frontière 4.0» / INTERREG V-Projekt "Rheingold: Spannende E-Wort-Schatzsuche am Oberrhein". 01.01.2020-01.01.2022 Valorisation 10% du coût salarial référent / Valorisierung 10% Lohnkosten Referentenstelle**	**0**	**0**	**0**
Promotion projets linguistiques / Sprachförderprojekte	**48**	**20 000**	**0,00**			**40 000**	**0**	**0**	**-40 000**	**Projet propre en partenariat avec la Volkshochschule Ortenau (subventioné depuis l'année scolaire 2021/2022) / Eigenprojekt in Zusammenarbeit mit der Volkshochschule Ortenau (ab Schuljahr 2021/2022 gefördert)**	**40 000**	**40 000**	**40 000**
Apprentissage transfrontalier / grenzüberschreitende Berufsausbildung	**11**	**10 000**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**ED-Profiling en coopération avec la IHK / ED-Profiling in Kooperation mit der IHK**	**0**	**0**	**0**
Economie / Wirtschaft	**Total**	**60 291**	**0,00**			**106 025**	**0**	**0**	**-106 025**		**50 000**	**50 000**	**50 000**
Participation aux salons ExpoReal & MIPIM, Foire européenne / Beteiligung an den Messen ExpoReal & MIPIM, Europamesse	**12**	**50 000**	**0,00**			**100 000**	**0**	**0**	**-100 000**	**2022 : MIPIM + EXPOREAL : Stand commun avec la WRO et l'EMS, pavillon ED sur la Foire Européenne / gemeinsamer Stand mit der WRO und der EMS, ED-Pavillon auf der Europamesse**	**50 000**	**50 000**	**50 000**
Semaine de l'entrepreneur européen / Woche des europäischen Unternehmers	**13**	**5 000**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**Depuis 2011, ce projet est mené en partenariat avec l'EMS. Leurs services ont décidé de mettre un terme à ce projet en 2021. C'est pourquoi la somme initialement attribuée a été supprimée. / Seit 2011 wird dieses Projekt in Partnerschaft mit dem EMS durchgeführt. Die zuständige Fachabteilunge hat beschlossen, dieses Projekt im Jahr 2021 zu beenden. Aus diesem Grund wurde der ursprünglich zugewiesene Betrag gestrichen.**	**0**	**0**	**0**
INTERREG TITAN-E	**49**	**5 291**	**0,00**			**6 025**	**0**	**0**	**-6 025**	**Projet INTERREG 2021-2022 : vise à améliorer le lien entre le monde de la recherche, des sciences et le monde économique sur le Rhin Supérieur. / INTERREG-Projekt 2021-2022: hat zum Ziel, die Verknüpfung zwischen den Bereichen Forschung, Wissenschaft und Wirtschaft am Oberrhein zu verstärken**	**0**	**0**	**0**
SIG cartographie / GIS Kartenerstellung	**Total**	**8 158**	**0,00**			**3 000**	**0**	**0**	**-3 000**		**3 000**	**3 000**	**3 000**
Réalisation du Site / Umsetzung der Webseite	**14**	**1 900**	**0,00**			**1 900**	**0**	**0**	**-1 900**		**1 900**	**1 900**	**1 900**
Réalisation des cartes (Carto-District) / Umsetzung der Karten (Karto-Distrikt)	**33**	**6 258**	**0,00**			**1 100**	**0**	**0**	**-1 100**	**Fin de projet en 01/2021 / Projekt endet 01/2021**	**1 100**	**1 100**	**1 100**
Participation Citoyenne / Bürgerbeteiligung	**Total**	**10 000**	**0,00**			**5 420**	**0**	**0**	**-5 420**		**20 920**	**5 420**	**20 920**
Rencontres Maires-citoyens / Eurodistrikt Konvent	**15**	**0**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**Rencontre maires-citoyens tous les deux ans. 2020 décalé sur 2021, 2022 sur 2023. Intégré dans le projet Interreg "Société Civile" en 2021 / Eurodistrikt Bürgerkonvent sollte alle 2 Jahre stattfinden 2020 auf 2021 und 2022 auf 2023 verschoben. Eingeplant im Interreg Projekt "Zivilgesellschaft" für 2021.**	**15 500**	**0**	**15 500**
Adaptation site internet participatif / Anpassung partizipativer Internetauftritt	**16**	**10 000**	**0,00**			**5 420**	**0**	**0**	**-5 420**	**selon besoins : adaptations, évolutions et protection + extension du calendrier culturel FR-DE à la ComCom Erstein / bei Bedarf Anpassungen, Aktualisierung und Schutz + Erweiterung DE-FR Kulturkalender um ComCom Erstein**	**5 420**	**5 420**	**5 420**
Jeunesse / Jugend	**Total**	**30 000**	**0,00**			**35 000**	**0**	**0**	**-35 000**		**30 000**	**30 000**	**30 000**
Km Solidarité	**18**	**25 000**	**0,00**			**25 000**	**0**	**0**	**-25 000**	**Course solidaire avec 4 500 élèves au Jardin des deux Rives / Solidaritätslauf mit 4.500 Schülern im Garten der zwei Ufer**	**25 000**	**25 000**	**25 000**
Rencontre Animateurs Jeunesse / Jugendarbeitertreffen	**34**	**5 000**	**0,00**			**10 000**	**0**	**0**	**-10 000**	**Rencontre pour les bénévoles et les personnels dans le domaine de l'animation jeunesse. Organisée par l'Eurodistrict dans les structures jeunesse avec des ateliers, des présentations de projets et des opportunités de nouveaux partenariats. Report de la bourse à projets 2021 à fin janvier 2022 / Treffen für ehrenamtliche oder hauptamtliche Mitarbeiter*innen in der Jugendarbeit. Organisiert durch den Eurodistrikt bei den Jugendeinrichtungen vor Ort mit Workshops, Projektpräsentationen und Begegungsmöglichkeiten für neue Partnerschaften. Verlegung der Jugendprojektbörse 2021 auf Ende Januar 2022.**	**5 000**	**5 000**	**5 000**

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

Sport / Sport	**Total**	**5 000**	**0,00**			**5 000**	**0**	**0**	**-5 000**	**Projets propres & participations / eigene Projekte & Projektbeteiligungen**	**5 000**	**5 000**	**5 000**
Forum des acteurs du Sport - Rencontres / Forum Sportakteure - Treffen	**35**	**0**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**Projet sport santé intégré dans projet Interreg "Société Civile" en 2020 / Projekt Sport Gesundheit integriert in Interreg-Projekt "Zivilgesellschaft" für 2020**	**0**	**0**	**0**
Championnats d'athlétisme de l'Eurodistrict / Eurodistrikt Leichtathletikmeisterschaften	**45**	**5 000**	**0,00**			**5 000**	**0**	**0**	**-5 000**	**Organisé en coopération avec le Verein zur Förderung der Leichathletik in der Ortenau et le Comité départemental d'athlétisme du Bas-Rhin/ Organisation in Zusammenarbeit mit dem Verein zur Förderung der Leichathletik in der Ortenau und den Comité départemental d'athlétisme du Bas-Rhin**	**5 000**	**5 000**	**5 000**
Culture / Kultur	**Total**	**40 000**	**0,00**			**40 000**	**0**	**0**	**0**	**Projets propres , la majorité des projets sont externes. Couvert par Fonds Microprojets et soutien classique aux projets, par ex. Baal Novo (voir op. 26) / Eigene Projekte, Mehrheit der Projekte sind extern, durch Mikroprojektefonds und klassische Projektunterstützung gedeckt, zum Beispiel Baal Novo (siehe Op.26)**	**40 000**	**40 000**	**40 000**
Campagne Re-start scène culturelle locale / Re-start Kampagne "Kleinkulturszene"	**21**	**40 000**	**0,00**			**40 000**				**Soutien à l'offre culturelle, en particulier de la part d'acteurs ayant souffert de la pandémie / Unterstützung des kulturellen Angebots, insbesondere derer, die unter der Pandemie gelitten haben**	**40 000**	**40 000**	**40 000**
Evénements et événements grand public / Veranstaltungen und öffentliche Veranstaltungen	**Total**	**0**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**Projet grand public intégré dans projet Interreg "Société Civile" en 2017-2021 / Projekt öffentliche Veranstaltungen integriert in Interreg-Projekt "Zivilgesellschaft" für 2017-2021**	**0**	**0**	**0**
Affaires sociales / Soziales	**Total**	**20 000**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**		**0**	**0**	**0**
Fonds de soutien aux enfants réfugiés / Fonds für Flüchtlingskinder	**36**	**20 000**	**0,00**			**0**	**0**	**0**	**0**	**Fonds réfugiés non reconduit / Flüchtlingsfonds nicht erneuert**	**0**	**0**	**0**
Prévention & Sécurité / Prävention & Sicherheit	**Total**	**5 300**	**0,00**			**5 300**	**0**	**0**	**-5 300**	**uniquement foires et travaux complémentaires suite au Forum 2016 /nur Messeauftritte sowie Folgearbeit für das Forum 2016**	**800**	**800**	**800**
Prévention & Sécurité / Prävention & Sicherheit	**29**	**5 300**	**0,00**			**5 300**	**0**	**0**	**-5 300**		**800**	**800**	**800**
Environnement / Umwelt	**Total**	**8 000**	**0,00**			**14 500**	**0**	**0**	**-14 500**	**Projet Economie ciruclaire et Air & Climat / Projekt : Kreislaufwirtschaft - Abfall und Luft & Klima**	**12 000**	**12 000**	**12 000**
Economie circulaire - Déchets / Kreislaufwirtschaft - Abfall	**38**	**6 500**	**0,00**			**6 500**	**0**	**0**	**-6 500**	**Organiser un échange thématique autour du plan Rhin Vivant - Actions afin de promouvoir les producteurs locaux, achat responsable, p.ex. marché des producteurs locaux / Einen thematischen Austausch zum Plan Rhin Vivant organisieren (Renaturierung der Rheinauen) - Aktionen zur Unterstützung lokaler Produzenten, verantwortungsvoller Einkauf, z.B. Markt der lokalen Produzenten**	**7 000**	**7 000**	**7 000**
Air et climat / Luft und Klima	**39**	**1 500**	**0,00**			**8 000**	**0**	**0**	**-8 000**	**Klimaschutz/Dt.fr. Energiewendewoche**	**5 000**	**5 000**	**5 000**
Tourisme / Tourismus	**Total**	**25 000**	**0,00**			**45 000**	**0**	**0**	**-45 000**		**35 000**	**35 000**	**35 000**
Parcours découverte Eurodistrict (Outdoor Escape Game) / Eurodistrikt Entdeckungsrallye (Outdoor Escape Game)	**40**	**20 000**	**0,00**			**20 000**	**0**	**0**	**-20 000**		**10 000**	**10 000**	**10 000**
Journée vélo / Fahrradtag	**44**	**0**	**0,00**			**20 000**	**0**	**0**	**-20 000**	**Projet intégré dans projet Interreg "Société Civile" en 2019-2020-2021 / Projekt integriert in Interreg-Projekt "Zivilgesellschaft" für 2019-2020-2021**	**20 000**	**20 000**	**20 000**
Festival Chrysanthema	**46**	**5 000**	**0,00**			**5 000**	**0**	**0**	**-5 000**	**Jardin Eurodistrict / Eurodistrikt Beet**	**5 000**	**5 000**	**5 000**
Projets subventionnés divers / diverse Förderprojekte	**total**	**130 000**	**0,00**			**140 000**	**0**	**0**	**-140 000**	**Projets subventionnés / Förderprojekte**	**130 000**	**130 000**	**130 000**
projets déjà votés pour 2021 / bereits für 2021 beschlossene Förderprojekte	**26**	**30 000**	**0,00**			**40 000**	**0**	**0**	**-40 000**	**projets déjà votés / durch Gremienbeschlüsse gebunden**	**30 000**	**30 000**	**30 000**
demandes additionnelles dans l'année (sur la base de l'année précédente)/ zusätzliche Förderanträge im Laufe des Jahres (Erfahrungswert)		**100 000**	**0,00**			**100 000**	**0**	**0**	**-100 000**	**Projets subventionnés / Förderprojekte**	**100 000**	**100 000**	**100 000**
INTERREG Société Civile - Fonds Petits Projets / INTERREG Zivilgesellschaft - Kleinprojektefonds	**Total**	**69 917**	**0,00**		**Montant net :**	**6 907**	**0**	**0**	**-6 907**	**Projet Société Civile / Projekt Société Civile. 100% coût salarial coordinateur à mi-temps 3 mois / 100% Lohnkosten Referentenstelle Koordinator Halbzeit 3 Monate. Fonds Petits Projets (2022-2024) / Kleinprojektefonds (2022-2024). 100% coût salarial grade Attaché échelon 3 / 100% Lohnkosten Entgeldgruppe Attaché Erfahrungsstufe 3**	**0**	**0**	**0**
INTERREG Société Civile - Fonds Petits Projets / INTERREG Zivilgesellschaft - Kleinprojektefonds	**27**	**69 917**	**0,00**			**6 907**	**0**	**0**	**-6 907**		**0**	**0**	**0**
Total		**1 014 492**	**0,00**			**1 218 818**		**0**		**= budget total net (ce que cela coute à l'ED)**	**1 044 764**	**1 034 328**	**1 081 285**
		1 227 931	0,00		**Total dépenses 6 (rose) / Total Ausgaben 6 (rosa)**	1 214 156		0			1 038 301	1 025 828	1 072 785
		19 500	0,00		**Total dépenses investissements 2 (jaune) / Total Ausgaben Investitionen 2 (gelb)**	13 500		0			8 500	8 500	8 500
		232 939	0,00		**total recettes 7 (bleu) / Total Einnahmen 7 (blau)**	8 838		0			2 037	0	0
		0	0,00		**total diminution charges 6 (bleu) / Total Kostenminderung 6 (blau)**	0		0			0	0	0

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_4_4_2021-BF

Total dépenses / Gesamtausgaben	1 214 156
Report potentiel fonctionnement sur 2023 / potentieller Übertrag Betriebskosten auf 2023	569 420
Total dépenses investissements / Gesamtausgaben Investition	13 500
Report potentiel investissement sur 2023/ potentieller Übertrag Investition auf 2023	56 823
REPORT TOTAL / GESAMTÜBERTRAG	**626 243**

6574

Prévision Recette Fonctionnement 2023/ Voraussichtliche Einnahmen Betriebskosten 2023		**1 421 457**		
Cotisations des membres / Mitgliederbeiträge		850 000		
Fond structurel (p.ex. INTERREG) / Strukturfonds (bsp. INTERREG		2 037		
Recettes diverses / diverse Einnahmen		0		
Diminution charges / Kostenminderung		0		
Annulation mandats exercices antérieurs		0		
Solde du report 2022 fonctionnement (estimation) / voraussichtlicher Übertrag 2022 Betriebskosten		569 420	Report total 2022 pour le budget 2023 / Gesamtübertrag aus 2022 für 2023:	626 243
Recettes d'investissements 2023 / Investitioneinnahmen 2023		68 461		
Amortissements 2023 / Abschreibungen 2023		11 638		
Solde du report 2022 investissement (estimation) / voraussichtlicher Übertrag 2022 Investition		56 823		

Total dépenses 2023 / Gesamtausgaben 2023	1 038 301
Report potentiel fonctionnement sur 2024 / potentieller Übertrag Betriebskosten auf 2024	383 156
Total dépenses investissements 2023 / Gesamtausgaben Investition 2023	8 500
Report potentiel investissement sur 2024 / potentieller Übertrag Investition auf 2024	59 961
REPORT TOTAL / GESAMTÜBERTRAG	**443 117**

Prévision Recette Fonctionnement 2024/ Voraussichtliche Einnahmen Betriebskosten 2024		**1 233 156**		
Cotisations des membres / Mitgliederbeiträge		850 000		
Fond structurel (p.ex. INTERREG) / Strukturfonds (bsp. INTERREG		0		
Recettes diverses /diverse Einnahmen		0		
Diminution charges / Kostenminderung		0		
Annulation mandats exercices antérieurs		0		
Solde du report 2023 fonctionnement (estimation) / voraussichtlicher Übertrag 2023 Betriebskosten		383 156	Report total 2023 pour le budget 2024 / Gesamtübertrag aus 2023 für 2024:	443 117
Recettes d'investissements 2024 / Investitioneinnahmen 2024		69 216		
Amortissements 2024 / Abschreibungen 2024		9 255		
Solde du report 2023 investissement (estimation) / voraussichtlicher Übertrag 2023 Investition		59 961		

Total dépenses 2024 / Gesamtausgaben 2024	1 025 828
Report potentiel fonctionnement sur 2025 / potentieller Übertrag Betriebskosten auf 2025	207 328
Total dépenses investissements 2024 / Gesamtausgaben Investition 2024	8 500
Report potentiel investissement sur 2025 / potentieller Übertrag Investition auf 2025	60 716
REPORT TOTAL / GESAMTÜBERTRAG	**268 044**

Prévision Recette Fonctionnement 2025/ Voraussichtliche Einnahmen Betriebskosten 2025		**1 057 328**		
Cotisations des membres / Mitgliederbeiträge		850 000		
Fond structurel (p.ex. INTERREG) / Strukturfonds (bsp. INTERREG		0		
Recettes diverses /diverse Einnahmen		0		
Diminution charges / Kostenminderung		0		
Annulation mandats exercices antérieurs		0		
Solde du report 2024 fonctionnement (estimation) / voraussichtlicher Übertrag 2024 Betriebskosten		207 328	Report total 2024 pour le budget 2025 / Gesamtübertrag aus 2024 für 2025:	268 044
Recettes d'investissements 2025 / Investitioneinnahmen 2025		70 971		
Amortissements 2025 / Abschreibungen 2025		10 255		
Solde du report 2024 investissement (estimation) / voraussichtlicher Übertrag 2024 Investition		60 716		

Total dépenses 2025 / Gesamtausgaben 2025	1 072 785
Report potentiel fonctionnement sur 2026 / potentieller Übertrag Betriebskosten auf 2026	-15 457
Total dépenses investissements 2025 / Gesamtausgaben Investition 2025	8 500
Report potentiel investissement sur 2026 / potentieller Übertrag Investition auf	62 471
REPORT TOTAL / GESAMTÜBERTRAG	**47 014**

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_5_1_4_2021-DE

Eurodistrict/Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Document de séance n° 5.1/4/2021
Vorlage Nr. 5.1/4/2021

Séance du Conseil l'Eurodistrict *Ratssitzung des Eurodistrikts 4/2021*	Date de la séance / *Sitzungstag* 02.12.2021
Dossier suivi par / *Projektbeauftragte* Laura HUBER	

Point n° 5.1 de l'ordre du jour / Punkt Nr. 5.1 der Tagesordnung

Objet / Betreff: KM Solidarité 2022

I. Rapport / Sachverhalt

Depuis 2008, l'Eurodistrict organise avec le soutien des villes de Achern, Kehl, Lahr, Meißenheim, Oberkirch et Offenbourg du côté allemand, et Fegersheim, Illkirch-Graffenstaden, Lipsheim, Ostwald, Schiltigheim et Strasbourg du côté français ainsi que de l'Inspection académique, le KM Solidarité, une course solidaire visant à se faire rencontrer des enfants français et allemands, tout en courant pour une bonne cause.

Habituellement, près de 23 000 élèves français et allemands participent à cette manifestation de deux jours et les bénéfices récoltés sont reversés à deux institutions du territoire travaillant avec des enfants touchés par un handicap ou en situation de santé difficile. La cagnotte est constituée par les dons des villes partenaires à raison de 20 centimes par kilomètre parcouru.

La prochaine édition du KM Solidarité de l'Eurodistrict est prévue les lundi 16 et mardi 17 mai 2022.

En raison de la pandémie de Covid-19 et des restrictions de la préfecture en matière d'occupation de l'espace public, les éditions 2020 et 2021 ont dû être annulées.

Seit 2008 organisiert der Eurodistrikt mit Unterstützung der deutschen Städte Achern, Kehl, Lahr, Meißenheim, Oberkirch und Offenburg und den französischen Städten Fegersheim, Illkirch-Graffenstaden, Lipsheim, Ostwald, Schiltigheim und Straßburg sowie der französischen Schulbehörde den KM Solidarité, einen Solidaritätslauf, bei dem sich deutsche und französische Kinder treffen und dabei für einen guten Zweck laufen.

Es nehmen gewöhnlich fast 23.000 deutsche und französische Schüler an dieser zweitägigen Veranstaltung teil, deren Erlös zwei lokalen Einrichtungen zugutekommt, die mit Kindern mit Behinderung sowie in schwieriger gesundheitlicher Lage arbeiten. Der Erlös setzt sich aus Spenden der Partnerstädte in Höhe von 20 Cent pro gelaufenem Kilometer zusammen.

Die nächste Ausgabe des KM Solidarité des Eurodistrikts ist für Montag, den 16. und Dienstag, den 17. Mai 2022 geplant.

Aufgrund der Pandemie und der Coronamaßnahmen der Präfektur musste der KM Solidarité im Jahr 2020 sowie 2021 abgesagt werden.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_5_1_4_2021-DE

Le groupe de travail en charge de l'organisation du KM Solidarité s'est exprimé en faveur de l'organisation d'une édition 2022 sous son format classique. Toutefois, la situation sanitaire et les mesures en vigueur évoluent rapidement et ne permettent pas d'anticiper l'état des réglementations applicables au printemps 2022. Il convient alors de prévoir un scénario alternatif concernant le déroulement de la manifestation.

Die zuständige Arbeitsgruppe hat sich dafür ausgesprochen 2022 eine klassische Version des KM Solidarité zu organisieren. Die sanitäre Lage und die geltenden Maßnahmen ändern sich stetig, sodass sich schwer erahnen lässt, wie sich diese Lage bis zum Frühjahr entwickeln wird. Es ist daher notwendig, ein alternatives Szenario für die Veranstaltung zu planen.

II. Recommandation du Secrétariat Général / Empfehlung des Generalsekretariats

Le Secrétariat général propose l'organisation d'une édition classique du KM Solidarité 2022 à budget constant, à savoir 25 000€. Si la tenue d'une course au Jardin des Deux Rives venait à être compromise en raison des réglementations liées à la pandémie, le format adapté suivant pourrait être mis en place :

Jour 1 et 2 :
Les élèves de la grande section de maternelle jusqu'au CM2 courent uniquement dans leurs écoles ou dans les parcs et stades à proximité. Il n'y a pas de grand rassemblement au Jardin des Deux Rives. Dans la mesure du possible, les écoles seront encouragées à courir dans leurs enceintes et des alternatives digitales seront mises en place afin de tout de même permettre les échanges entre élèves allemands et français.

Des activités créatives ou sportives complémentaires qui pourront être organisées dans les écoles sur la base du volontariat seront proposées aux enseignant.e.s.

Les villes partenaires continueront à contribuer à la cagnotte pour les associations bénéficiaires, permettant ainsi de conserver le caractère solidaire de la course.

Le groupe de travail observe avec attention l'évolution de la situation au cours des prochaines semaines et se réunira une nouvelle fois au mois de janvier 2022 afin de se prononcer sur le format définitif du KM Solidarité. Dans l'attente, les premiers préparatifs pour les deux formats sont menés en parallèle.

Das Generalsekretariat schlägt die Planung einer klassischen Ausgabe des KM Solidarité 2022 mit einem unveränderten Budget, d.h. 25.000 €, vor. Sollte die Durchführung eines Laufs im Garten der Zwei Ufer aufgrund der dann geltenden Coronamaßnahmen nicht vereinbar sein, könnte das folgende angepasste Format abgerufen werden:

Tag 1 und 2:
Schüler vom Kindergarten bis zur 5. Klasse laufen nur in ihren Schulen oder in nahe gelegenen Parks und Stadien. Im Garten der Zwei Ufer findet keine große Versammlung statt. Soweit möglich, werden die Schulen ermutigt, auf ihrem eigenen Gelände zu laufen, und es werden digitale Alternativen geschaffen, um den Austausch zwischen den deutschen und französischen Schülern trotzdem zu ermöglichen.

Den Lehrern werden zusätzliche kreative oder sportliche Aktivitäten angeboten, die in den Schulen auf freiwilliger Basis organisiert werden können.

Die Partnerstädte würden sich weiterhin am Spendentopf für die teilnehmende Vereine beteiligen, sodass der solidarische Charakter des Laufs erhalten bleibt.

Die Arbeitsgruppe wird die gesundheitliche Lage in den nächsten Wochen stets sorgfältig beobachten und im Januar 2022 erneut zusammenkommen, um über das endgültige Format des KM Solidarité zu entscheiden. In der Zwischenzeit laufen die ersten Vorbereitungen für beide Formate parallel.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_5_1_4_2021-DE

III. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag

Le Conseil de l'Eurodistrict se prononce en faveur de l'organisation du KM Solidarité 2022 sous son format classique et valide le budget à hauteur de 25 000 €. Si la situation sanitaire l'exige, le Conseil donne son accord à la mise en œuvre du format adapté de l'évènement décrit ci-dessus et aux coûts y afférant.	Der Rat des Eurodistrikts stimmt der Planung des KM Solidarité 2022 in seinem klassischen Format zu und genehmigt das Budget i. H. v. 25.000 €. Sollte die sanitäre Lage es erfordern, stimmt der Rat der Durchführung des oben beschriebenen angepassten Formats des KM Solidarité und den damit verbundenen Kosten zu.
Le Conseil autorise le Président à signer tout document relatif à ce projet propre de l'Eurodistrict.	Der Rat ermächtigt den Präsidenten, alle Dokumente im Zusammenhang mit diesem Eigenprojekt zu unterzeichnen.

IV. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis

■ Accord ☐ Refus ☐ Résolution modifiée	■ Zustimmung ☐ Ablehnung ☐ Abweichender Beschluss

A Strasbourg, le 2 décembre 2021

Frank SCHERER
Président de l'Eurodistrict

Accord à l'unanimité des suffrages exprimés adopté le 2 décembre 2021 par le Conseil de l'Eurodistrict, rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral et affichage au siège de l'Eurodistrict.

Alsace Marchés Publics
Plateforme mutualisée

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

Charte d'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics

Membres fondateurs du groupement (dénomination actuelle) : Collectivité européenne d'Alsace, Ville de Mulhouse, Mulhouse Alsace Agglomération, Eurométropole et Ville de Strasbourg.

Coordonnateur du groupement : Collectivité européenne d'Alsace

1 - OBJET DE LA PRESENTE CHARTE

La présente charte fixe les modalités et les conditions d'utilisation de la plateforme, ainsi que les responsabilités de ses utilisateurs. Elle s'applique aux membres du groupement et plus généralement à l'ensemble des entités autorisées à l'utiliser, après signature d'une convention d'adhésion.

2 - SERVICES OFFERTS PAR LA PLATEFORME ALSACE MARCHES PUBLICS

Alsace Marchés Publics est une plateforme dématérialisée, mutualisée, de publication d'annonces de marchés publics et de réception d'offres électroniques. Elle est la propriété des membres fondateurs du groupement de commandes (désignés ci-dessus), représenté par son coordonnateur : la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).

Créée le 1er octobre 2012, la plateforme Alsace Marchés Publics a vocation à proposer les services suivants :

- Une salle dématérialisée pour la passation des marchés publics et délégations de service public ;
- Des outils de travail collaboratif ;
- La fourniture de clés de chiffrement et d'outils de signature ;
- L'archivage des procédures.

Elle permet à ses utilisateurs - via une seule adresse https://alsacemarchespublics.eu/agent - de publier leurs annonces de marchés publics et recevoir des offres électroniques dans une salle dématérialisée à portée départementale, régionale, nationale, voire transfrontalière. Les entités contributrices financièrement bénéficient de l'accès au module contrat (échanges sécurisés avec les entreprises) et DUME.

La solution de dématérialisation des marchés publics qui a été choisie offre toutes les garanties de sécurité ; elle permet de dématérialiser tous les types de procédures de passation de marchés publics et regroupe les marchés publics alsaciens facilitant ainsi l'accès de la commande publique aux entreprises.

La plateforme Alsace Marchés Publics permet aux entités utilisatrices de :

- Disposer d'un profil d'acheteur conformément à la règlementation relative aux marchés publics en vigueur et au besoin de nouveaux services associés à ladite plateforme
- Faciliter l'accès des entreprises aux achats des collectivités publiques et privées et optimiser les réponses aux appels d'offres.
- Partager les expériences entre acheteurs.

3 - MODALITES D'ACCES

Les membres du groupement de commande (fondateurs et contributeurs) bénéficient des services de la plateforme AMP dans les conditions définies par la présente charte à compter de la conclusion de la convention constitutive du groupement de commande, à laquelle la présente charte est annexée.

Pour bénéficier des services de la plateforme AMP en tant qu'utilisateur, une convention d'adhésion doit préalablement avoir été conclue entre les membres du groupement, représentés par leur coordonnateur, et l'entité intéressée.

L'entité doit désigner au sein de ses effectifs un « administrateur » à qui le coordonnateur confiera un identifiant et un mot de passe, afin de pouvoir configurer et administrer l'espace réservé à l'entité sur la plateforme.

Un droit d'accès à cet espace réservé pourra être accordé par cet administrateur à un ou plusieurs utilisateurs, qui devront nécessairement intervenir pour le compte de l'entité concernée.

Seuls les administrateurs et utilisateurs identifiés peuvent accéder aux services de la plateforme.

La souscription aux services de la plateforme Alsace Marchés Publics implique la désignation d'un « administrateur » Il s'agit d'une personne physique nommée par l'entité lors de la demande d'adhésion. L'administrateur est chargé de mettre en place et de gérer les services de la plateforme pour le compte de son entité.

Pour l'utilisation des services, l'entité s'engage à ne pas divulguer les codes d'accès (identifiant / mot de passe) sous quelque forme que ce soit, en dehors des personnes habilitées à utiliser le service. En cas de perte ou de vol d'un identifiant/mot de passe, l'entité en informe dans les meilleurs délais la CeA, coordonnateur du groupement.

Le non-respect des règles d'accès et d'utilisation de la plateforme pourra conduire à la résiliation unilatérale de la convention d'adhésion par le groupement, représenté par son coordonnateur.

La résiliation de la convention entraîne la suppression du compte « utilisateur » de l'entité. L'entité bénéficiera du service de la plate-forme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plate-forme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'archiver l'ensemble des consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

4 - RESPONSABILITE DE L'ENTITE UTILISATRICE

- Quant à l'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics

L'entité s'engage, sous peine de résiliation de la convention d'adhésion par les membres du groupement à n'utiliser les services auxquels il a souscrit que pour la passation de ses propres marchés publics.

L'entité s'engage également, sous peine de résiliation de la convention d'adhésion par les membres du groupement, à ce qu'aucun autre établissement ou organisme, indépendant de l'entité au plan administratif et technique, situé dans son enceinte ou à l'extérieur, ne puisse bénéficier des services de la plateforme Alsace Marchés Publics sans que ce dernier n'ait sollicité préalablement l'accord des membres du groupement.

L'entité doit utiliser les services dans le respect des lois et règlements. En conséquence il est strictement interdit à l'entité d'utiliser les services mis à sa disposition pour stocker ou transmettre, quelle que soit leur forme, des fichiers dont le contenu serait en infraction avec la loi et les règlements applicables.

- Quant aux pannes ou incidents techniques

Les moyens techniques d'intervention et d'assistance en vue d'assurer un fonctionnement régulier des services sont assurés par le prestataire chargé de l'hébergement et de la maintenance de la plateforme Alsace Marchés Publics.

Cependant, les membres du groupement ou le prestataire concerné ne seront pas responsables des défaillances résultant de faits indépendants de leur volonté, dont notamment, les cas de force majeure ou des défaillances dues à des éléments relevant de la responsabilité de l'entité.

De manière générale, l'entité doit disposer des matériels et logiciels conformes et adaptés, ainsi que du personnel qualifié pour assurer le bon fonctionnement du/des service(s) proposés par la plateforme Alsace marchés Publics.

Au égard à la nature évolutive de la plate forme, aux contraintes de maintenance et d'évolution technologique, la continuité de l'accessibilité à la plate forme reste une obligation de moyens.

5 - RESPONSABILITE DES MEMBRES DU GROUPEMENT

La responsabilité des membres du groupement ne saurait en aucun cas être engagée par les entités.

Il est notamment établi, non limitativement, que :

- Les membres du groupement n'endossent aucune responsabilité et n'exerce aucun contrôle, de quelque forme que ce soit, sur le contenu, la nature ou les caractéristiques des données transportées et/ou qui pourraient transiter sur la plateforme, ainsi qu'en cas d'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics non conforme à la présente charte ou aux textes législatifs et règlementaires ;

- Les membres du groupement ne sont pas responsables du contenu et de la nature des informations, signes, images, graphismes, sons ou toutes autres données transmises par l'entité ;

- La responsabilité des membres du groupement ne saurait être engagée en cas de d'intrusion d'un tiers dans le système informatique de l'entité ;

- Les membres du groupement ne peuvent être en aucun cas responsables de la fiabilité de transmission des données, des temps d'accès, des éventuelles restrictions d'accès sur des réseaux et/ou serveurs spécifiques connectés au réseau internet.

6 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les membres du groupement concèdent à l'entité un droit d'usage non exclusif, non transférable ni cessible sur les services de la plateforme Alsace Marchés Publics.

Lorsque des supports physiques, comprenant des logiciels, remis à l'entité sont fournis, lesdits supports restent la propriété pleine et entière du fournisseur, sauf dérogation expresse et écrite. Lorsque les supports physiques sont achetés par l'entité, seule la propriété des supports est transférée et non pas celle des logiciels.

L'entité s'engage à ne pas porter atteinte directement, indirectement ou par l'intermédiaire de tiers auquel il serait associé, aux droits de propriété en cause.

Tous les fichiers et données de l'entité transmis aux membres du groupement dans le cadre de l'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics restent la pleine propriété de l'entité.

7 - DROIT D'ACCES AUX FICHIERS INFORMATISES

Les informations concernant les opérateurs économiques et enregistrées sur la plateforme Alsace Marchés Publics ne sont transmises qu'aux personnes physiques ou morales qui sont expressément habilitées à les connaître.

Tout opérateur économique peut demander la communication des informations le concernant auprès du prestataire chargé de l'hébergement et de la maintenance de la plateforme, et les faire rectifier le cas échéant, conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

8 - LOI ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

La loi applicable est la loi française. Toute difficulté relative à l'application de la présente charte sera soumise, à défaut d'accord amiable préalable, aux tribunaux de Strasbourg, quel que soit le lieu d'utilisation de la plateforme Alsace Marchés Publics. Cette clause s'applique même en cas de référé, de pluralité de défendeurs, ou d'appel en garantie.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

9 - CLAUSES FINALES

L'approbation et la signature de la convention d'adhésion implique de la part de l'entité l'acceptation de la présente charte d'utilisation de la plateforme Alsace Marchés Publics, dans l'intégralité de ses dispositions.

Les membres du groupement de commande approuvent la présente convention par la conclusion de la convention constitutive du groupement à laquelle la présente charte est annexée.

Toute modification aux présentes conditions d'utilisation fera l'objet d'une information et d'une notification aux entités par les membres du groupement.

Si une ou plusieurs dispositions des présentes conditions sont déclarées nulles ou caduques par application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision judiciaire ou administrative définitive d'une juridiction compétente, les autres dispositions continueront de s'appliquer.

Je soussigné (nom-prénom) Frank SCHERER,
représentant (nom de l'entité) l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau
déclare avoir pris connaissance des dispositions de la charte d'utilisation.

Fait à Strasbourg
Le 2 décembre 2021
Signature

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

Frank SCHERER
Président de l'Eurodistrict
Strasbourg-Ortenau

Alsace Marchés Publics
Plateforme mutualisée

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

ALSACE
Collectivité européenne
Place du Quartier Blanc
F-67964 Strasbourg cedex 9

N° d'enregistrement :

Objet de la convention :
Modalités et conditions d'utilisation de la plate-forme mutualisée Alsace Marchés Publics

CONVENTION D'ADHESION

Date de signature :

Date de notification :

Nom et siège social ou cachet du contractant :

GECT Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

1 parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX

Convention passée en exécution de la délibération du Conseil d'Alsace n° CP-2021-6-8-11 du 31 mai 2021

Service chargé du suivi du dossier : Service SI et Exécution à la Direction des achats et de la commande publique :

Courriel : alsacemarchespublics@alsace.eu
Téléphone : 03/89/30/63/10

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

CONVENTION D'ADHESION

ENTRE

La Collectivité européenne d'Alsace, dont le siège est sis Place du Quartier Blanc à Strasbourg, représenté par Monsieur le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, coordonnateur du groupement de commandes constitué en application de la délibération n° CP-2021-6-8-11 du 31 mai 2021,

Dénommé « la CeA »,

d'une part,

ET

Le GECT Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, dont le siège est sis 1 parc de l'Etoile, à Strasbourg, représenté par Monsieur le Président,

Dénommé « l'adhérent »,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

La plateforme dénommée « Alsace Marchés Publics » est un profil d'acheteur mutualisé (article L. 2132-2 Code de la commande publique) géré par les cinq collectivités fondatrices suivantes :

- Collectivité européenne d'Alsace,
- Ville de Strasbourg,
- Ville de Mulhouse,
- Eurométropole de Strasbourg,
- Mulhouse Alsace Agglomération.

La présente convention a pour objet de fixer les règles d'utilisation de ce profil d'acheteur par toute entité adhérente.

ARTICLE 2 – MANDAT CONFIE A LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE :

Les membres fondateurs figurant à l'article 1er de la présente convention ont confié, par délibérations respectives de leurs assemblées délibérantes à la Collectivité européenne d'Alsace, coordonnateur du groupement de commandes, mandat pour approuver et signer la présente convention en leur nom et pour leur compte.

Pour ce qui concerne les formalités d'adhésion, la Collectivité européenne d'Alsace sera l'unique interlocuteur du nouvel adhérent.

ARTICLE 3 – UTILISATION DE LA PLATEFORME ALSACE MARCHES PUBLICS :

3.1. Services disponibles.

Les services disponibles sont décrits à l'article 2 de la charte d'utilisation annexée à la présente convention.

L'adhérent s'engage à limiter son intervention sur l'outil à l'utilisation des services suscités sans y apporter de modifications d'aucune sorte.

3.2. Modalités d'utilisation.

La charte d'utilisation de l'outil, annexée à la présente convention, devra être scrupuleusement respectée. Son non-respect pourra entraîner la suspension immédiate de l'utilisation des services offerts par l'intermédiaire de la présente convention et pourra avoir pour conséquence une exclusion définitive conformément aux dispositions de l'article 6.

En outre, en cas de préjudice subi par l'un des membres fondateurs, un autre adhérent, le prestataire de services ou un tiers du fait du non-respect des règles édictées dans la charte d'utilisation, la responsabilité de l'adhérent signataire de la présente convention pourra être engagée.

3.3. Interlocuteurs.

En dehors des formalités d'adhésion telles que définies à l'article 2 de la présente convention, tout adhérent à la plate-forme s'adressera directement :

- Pour les problèmes techniques de fonctionnement de l'outil, à la société ……..…… en utilisant exclusivement le numéro de hotline ou tout autre moyen mis à la disposition par le prestataire ;

- Pour toute autre question, au Service SI et Exécution (Direction des achats et de la commande publique) de la Collectivité européenne d'Alsace ;

- Pour les établissements publics :
  - Pour les problèmes techniques de fonctionnement de l'outil, à la société ……..….. en utilisant exclusivement le numéro de hotline ou tout autre moyen mis à la disposition par le prestataire,
  - Pour toute autre question, à leur membre fondateur de rattachement

Pour les sessions de formation, celles-ci seront organisées par territoire. Tout adhérent en sera informé afin qu'il puisse s'inscrire.

3.4. Coût.

Les fonctionnalités disponibles sur le profil « Alsace Marchés Publics » à la date de signature de la présente convention sont utilisables par l'adhérent **à titre gratuit**.

L'adhérent ne dispose d'aucun droit d'aucune sorte sur le profil d'acheteur en dehors de la faculté d'utiliser l'outil dans les limites définies dans la présente convention.

La création d'une structure de portage dédiée de la plateforme ou la mise en œuvre de fonctionnalités nouvelles bénéficiant à l'adhérent entraînant un coût pourra nécessiter le paiement, par l'adhérent d'un droit d'utilisation. Si cela était le cas, la faculté d'utilisation ou tout autre droit sur des fonctionnalités nouvelles donnera lieu à la signature d'une nouvelle convention.

ARTICLE 4 – EVOLUTIONS :

L'adhérent n'aura aucun droit quant aux évolutions et au devenir de la plateforme, qui sont laissées à l'appréciation des membres fondateurs visés à l'article 1.

L'adhérent ne pourra en aucun cas contester auprès des membres fondateurs les éventuelles évolutions de la plateforme ainsi que, le cas échéant, sa fermeture.

En cas d'évolutions entrainant des coûts supplémentaires pour les membres fondateurs, la présente convention pourra être modifiée dans les conditions prévues à l'article 8 ou résiliée sans indemnité d'aucune sorte pour l'adhérent dans les conditions définies à l'article 11.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

ARTICLE 5 – CLAUSES D'ENTREE ET DE SORTIE :

5.1. Clause d'entrée.

La plateforme Alsace Marchés publics ne pourra être utilisée par l'adhérent qu'une fois que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

Il appartient à l'adhérent d'effectuer, sous sa responsabilité, les vérifications nécessaires pour assurer la compatibilité technique de son système d'information avec l'outil. Il fournira l'ensemble des coordonnées nécessaires à la Collectivité européenne d'Alsace et notamment celle du contact qu'il aura préalablement identifié au sein de sa structure. L'adhérent est responsable de la gestion de ses procédures.

La Collectivité européenne d'Alsace délivrera à l'adhérent les indications nécessaires pour lui permettre d'accéder au profil d'acheteur « Alsace Marchés Publics » et notamment les codes et profil d'utilisateur.

5.2. Clause de sortie.

Dans les hypothèses évoquées aux articles 6, 8 et 11, la fin de la présente convention pour quelque raison que ce soit entraîne la mise en œuvre des dispositions suivantes :

Dans l'hypothèse où un adhérent ne souhaite plus utiliser la plateforme, il devra en référer à la Collectivité européenne d'Alsace, coordonnateur du groupement par courrier en recommandé avec accusé de réception.

La Collectivité européenne d'Alsace, en tant que coordonnateur, devra informer la société gestionnaire de la plateforme de tout départ d'adhérents afin que cette dernière fasse le nécessaire sur la plateforme.

ARTICLE 6 – CLAUSE D'EXCLUSION :

Le non-respect des règles d'accès et d'utilisation de la plateforme prévue par la présente convention et par les dispositions de la charte utilisateurs peut entraîner la suspension immédiate de l'utilisation des services offerts à l'utilisateur comme indiqué à l'article 3.2 de la présente convention.

Il peut également avoir pour conséquence une exclusion définitive qui implique la résiliation unilatérale de la présente convention d'adhésion par le groupement, représenté par son coordonnateur.

La Collectivité européenne d'Alsace informera l'adhérent des motifs pour lesquels son exclusion pourra être prononcée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'adhérent présentera par courrier ses remarques et observations dans un délai de quinze jours à compter de la réception du courrier transmis par la Collectivité européenne d'Alsace.

Une décision définitive de résiliation de la convention pour cause d'exclusion lui sera alors notifiée.

Comme indiqué à l'article 3 de la charte d'utilisation, si cette décision notifie l'exclusion de l'entité, la résiliation de la convention entraînera la suppression du compte « utilisateur » de l'entité. L'entité bénéficiera du service de la plate-forme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plate-forme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours francs supplémentaires lui permettant

d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'archiver l'ensemble des consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

Cette exclusion n'entraîne le versement d'aucune indemnité d'aucune sorte à l'entité de la part des membres du groupement.

En cas de préjudice subi en raison des faits ayant entrainé l'exclusion du membre, ce dernier pourra voir sa responsabilité engagée.

ARTICLE 7– CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE :

En aucun cas, les membres fondateurs ne pourront voir leur responsabilité engagée pour un quelconque motif tiré de l'utilisation de la plateforme, et notamment :

- du fait d'un dysfonctionnement quelconque de cette dernière,
- du fait des documents, informations ou tous autres échanges intervenus du fait de l'utilisation de la plateforme par l'adhérent

Si un utilisateur constate un dysfonctionnement technique sur l'outil, il en informera directement la société gestionnaire de la plateforme et préviendra, en parallèle, son contact tel qu'il a été défini par les dispositions de l'article 3.3.

ARTICLE 8 - MODIFICATION

En cas d'acquisition de nouvelles fonctionnalités avant la fin de la présente convention entrainant un coût supplémentaire pour les membres fondateurs, ceux-ci pourront proposer à l'adhérent un avenant à la présente convention ou la résiliation de celle-ci.

Cet avenant permettra de formaliser les nouvelles obligations liées à l'utilisation des fonctionnalités, ainsi que le coût supplémentaire qu'elles engendrent, le cas échéant.

Si les deux parties ne peuvent se mettre d'accord sur les nouvelles dispositions contractuelles consécutives aux évolutions techniques de l'outil, la présente convention sera résiliée sans que celle-ci puisse donner lieu au versement d'indemnité d'aucune sorte à l'adhérent. Cette résiliation sera notifiée par courrier avec accusé de réception à l'adhérent.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

Celui-ci bénéficiera du service de la plate-forme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plateforme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours francs supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'archiver les consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

ARTICLE 9 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa date de notification. Le commencement d'utilisation de l'outil aura lieu selon les modalités fixées à l'article 5.1 de la présente convention.

La durée de la convention est prévue jusqu'au 31/01/2024.
Ce délai pourra être prolongé par décision expresse de la Collectivité européenne d'Alsace pour une période de deux ans reconductible une fois, sans qu'il soit nécessaire de formaliser cette prolongation par avenant.

ARTICLE 10 – CONTESTATIONS OU LITIGES :

Les contestations ou litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Strasbourg.

ARTICLE 11 – CAS DE RESILIATION

11.1. Résiliation pour une cause externe aux signataires de la convention.

En cas de cause externe et notamment, de résiliation du marché liant la Collectivité européenne d'Alsace à la société hébergeant la plateforme, la résiliation de la présente convention pourra être prononcée.

Dans ce cas, l'adhérent bénéficiera du service de la plateforme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plate-forme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours francs supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'effectuer l'archivage des consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

Aucune indemnité d'aucune sorte ne sera due.

11.2. Résiliation pour faute de l'adhérent ou à la demande de celui-ci.

La présente convention pourra être résiliée pour faute de l'adhérent conformément aux stipulations de l'article 6 du présent contrat en cas d'exclusion.

L'adhérent pourra aussi demander la résiliation de la présente convention pour tout autre motif. Dans ce cas, il devra adresser un courrier envoyé avec accusé de réception à la Collectivité européenne d'Alsace, au moins un mois avant la date de résiliation souhaitée.

Dans les deux cas, aucune indemnité d'aucune sorte ne sera due.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

11.3. Résiliation du fait de la Collectivité européenne d'Alsace.

Outre les cas prévus aux articles 6 et 8, la Collectivité européenne d'Alsace peut résilier la présente convention pour quelque motif que ce soit, sans qu'aucune indemnité d'aucune sorte ne soit due à l'adhérent.

Dans ce cas, l'adhérent bénéficiera du service de la plateforme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plateforme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours francs supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'archiver les consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

Fait à Strasbourg, le 2 décembre 2021

Pour la Collectivité européenne d'Alsace

Le Président,

Pour l'adhérent,

Le Président
Frank SCHERER

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

Eurodistrict/Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Document de séance n° 6.1/4/2021
Vorlage Nr. 6.1/4/2021

Séance du Conseil l'Eurodistrict *Ratssitzung des Eurodistrikts 4/2021*	Date de la séance / *Sitzungstag* 02.12.2021
Dossier suivi par/Projektbeauftragte Anika KLAFFKE/Noëlle HERTAUT	

Point n° 6.1 de l'ordre du jour / Punkt Nr. 6.1 der Tagesordnung

Objet/Betreff: Adhésion à la plateforme « Alsace Marchés Publics » / Beitritt zur Plattform „Alsace Marchés Publics"

I. Rapport / Sachverhalt

La plateforme dénommée « Alsace Marchés Publics » (*alsacemarchespublics.eu)* est un profil d'acheteur mutualisé dédié à la passation des marchés publics (article L. 2132-2 Code de la commande publique).

Cette plateforme est opérationnelle depuis le 1er octobre 2012 et son utilisation a été ouverte aux collectivités alsaciennes en 2013 : elle référence en 2020 près de 500 entités utilisatrices et 20 000 entreprises.

Elle permet de répondre aux obligations de dématérialisation des procédures de marchés publics posées par l'article L. 2132-2 et les annexes 7 et 8 du Code de la commande publique. C'est pourquoi, l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau y adhère depuis 2013.

Alsace Marchés Publics est géré par les cinq collectivités fondatrices suivantes :

- Collectivité européenne d'Alsace,
- Ville de Strasbourg,
- Ville de Mulhouse,
- Eurométropole de Strasbourg,
- Mulhouse Alsace Agglomération.

Suite à la création de la nouvelle entité Collectivité européenne d'Alsace (CeA), c'est elle qui assure la coordination du groupement de commandes constitué entre la Collectivité

Die Plattform „Alsace Marchés Publics" (alsacemarchespublics.eu) ist ein gemeinsames Beschafferprofil für die Vergabe öffentlicher Aufträge (Artikel L. 2132-2 des Gesetzes über das öffentliche Auftragswesen).

Diese Plattform ist seit dem 1. Oktober 2012 in Betrieb und wurde 2013 für die elsässischen Gebietskörperschaften geöffnet: Im Jahr 2020 umfasste sie fast 500 Nutzer und 20.000 Unternehmen.

Sie ermöglicht es, die in Artikel L. 2132-2 und den Anhängen 7 und 8 des Gesetzes über das öffentliche Auftragswesen festgelegte Verpflichtung zur Entmaterialisierung der öffentlichen Vergabeverfahren zu erfüllen. Aus diesem Grund ist der Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau seit 2013 Mitglied.

Alsace Marchés Publics wird von den folgenden fünf Gründungsbehörden verwaltet:

- Europäische Gebietskörperschaft Elsass (Collectivité européenne d'Alsace, kurz: CeA),
- Stadt Straßburg,
- Stadt Mulhouse,
- Eurometropole Straßburg,
- Gemeindeverband Mulhouse Alsace Agglomération.

Seit der Gründung der neuen Einheit Europäische Gebietskörperschaft Elsass (CeA), ist diese für die Koordinierung des Auftragsverbunds zuständig, der im Hinblick auf

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

européenne d'Alsace, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération et les membres contributeurs en vue de la passation de plusieurs marchés publics ou accords-cadres portant sur l'hébergement, le fonctionnement et la maintenance, les développements et l'acquisition de services associés de la plateforme mutualisée de dématérialisation des contrats de la commande publique « Alsace Marchés Publics ».

die Vergabe von mehreren öffentlichen Aufträgen oder Rahmenvereinbarungen über das Hosting, den Betrieb, die Wartung, die Entwicklung sowie den Erwerb damit verbundener Dienstleistungen der gemeinsamen Plattform „Alsace Marchés Publics" für die Dematerialisierung von öffentlichen Aufträgen zwischen der CeA, der Stadt und der Eurometropole Straßburg, der Stadt Mulhouse, dem Gemeindeverband Mulhouse Alsace Agglomeration und beitragenden Mitgliedern gebildet wurde.

L'acte d'engagement sera établi sur les bases de l'application de l'article 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et modifié par l'article 22 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019.

Der Vertrag wird auf der Grundlage des Artikels 3-1 des Gesetzes Nr. 84-53 vom 26. Januar 1984 über die gesetzlichen Bestimmungen für den territorialen öffentlichen Dienst, geändert durch Artikel 22 des Gesetzes Nr. 2019-828 vom 6. August 2019, ausgearbeitet.

Il est proposé d'adhérer à nouveau à cette plateforme pour répondre aux besoins du GECT Eurodistrict Strasbourg-Ortenau.

Es wird vorgeschlagen, dieser Plattform wieder beizutreten, um den Bedürfnissen des EVTZ Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau gerecht zu werden.

L'adhésion se fait par approbation d'une convention (voir annexe I) d'une durée allant jusqu'au 31/01/2024, reconductible. Une charte d'utilisation (voir annexe II) définit les règles d'utilisation de la plateforme ainsi que les différentes responsabilités de l'ensemble des utilisateurs.

Die Mitgliedschaft erfolgt durch die Genehmigung einer Vereinbarung (siehe Anhang I) für einen Zeitraum bis zum 31.01.2024, der verlängert werden kann. In einer Benutzercharta (siehe Anhang II) werden die Regeln für die Nutzung der Plattform und die verschiedenen Zuständigkeiten aller Benutzer festgelegt.

Cette convention est conclue avec la CeA en vertu du mandat qui lui est confié par les membres fondateurs du groupement de commande pour signer les conventions d'adhésion avec tous les nouveaux adhérents en leur nom et pour leur compte.

Diese Vereinbarung wird mit der CeA aufgrund des Mandats geschlossen, das ihr von den Gründungsmitgliedern des Auftragsverbunds erteilt wurde, um in ihren Namen und in ihrem Auftrag Mitgliedsvereinbarungen mit allen neuen Mitgliedern zu unterzeichnen.

Les fonctionnalités disponibles sur le profil « Alsace Marchés Publics » à la date de signature de la convention sont utilisables par l'adhérent à titre gratuit. L'adhérent ne dispose d'aucun droit d'aucune sorte sur le profil d'acheteur en dehors de la faculté d'utiliser l'outil dans les limites définies dans la convention.

Die zum Zeitpunkt der Unterzeichnung der Vereinbarung auf dem Profil „Alsace Marchés Publics" verfügbaren Funktionen können vom Mitglied kostenlos genutzt werden. Das Mitglied hat keinerlei Rechte am Käuferprofil, abgesehen von der Möglichkeit, das Tool innerhalb des in der Vereinbarung festgelegten Rahmens zu nutzen.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag

Le Conseil autorise le Président à signer la convention d'adhésion à la plateforme mutualisée de dématérialisation « Alsace Marchés Publics » ainsi que tous les

Der Rat ermächtigt den Präsidenten, die Vereinbarung über den Beitritt zu der gemeinsam genutzten Dematerialisierungsplattform „Alsace Marchés Publics" und alle damit

documents afférents pour la passation de marchés publics de la part du GECT Eurodistrict Strasbourg-Ortenau	zusammenhängenden Dokumente für die Vergabe von öffentlichen Aufträgen durch den EVTZ Eurodistrikt Straßburg-Ortenau zu unterzeichnen.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis

■ Accord ☐ Refus ☐ Résolution modifiée	■ Zustimmung ☐ Ablehnung ☐ Abweichender Beschluss

A Strasbourg, le 2 décembre 2021

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-DEL_6_1_4_2021-DE

Frank SCHERER
Président de l'Eurodistrict

Accord à l'unanimité des suffrages exprimés adopté le 2 décembre 2021 par le Conseil de l'Eurodistrict, rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral et affichage au siège de l'Eurodistrict.

Envoyé en préfecture le 13/12/2021
Reçu en préfecture le 13/12/2021
Affiché le 14/12/2021
ID : 067-200024172-20211202-TOP_7_1_4_2021-AU

TOP 7.1 SUBVENTIONS INFERIEURES ET EGALES A 5.000 € OCTROYEES PAR DECISION DU PRESIDENT DEPUIS LA REUNION DU CONSEIL DU 15.06.2021 / *FÖRDERUNGEN BIS EINSCHLIESSLICH 5.000 €, DIE SEIT DER RATSSITZUNG VOM 15.06.2021 VOM PRÄSIDENTEN BEWILLIGT WURDEN*

Intitulé du projet / *Titel des Projekts*	**Description de projet / *Projektbeschreibung***	**Porteur du projet / *Projektträger***	**Partenaires de projets / *Projektpartner***	**Budget global du projet (€) / *Gesamtbudget des Projekts (€)***	**Subvention sollicitée (€) / *Beantragte Förderung (€)***	**Montant voté (€) / *Beschlossener Betrag (€)***
Eurodistrikt Fußballturnier / Tournoi de foot Eurodistrict	*Organisation eines deutsch-französischen Fußballturniers für die U15 im Kehler Rheinstadion im August 2021. Seit Jahren besteht eine Partnerschaft zwischen dem Kehler FV, dem ASS Schiltigheim und dem FC Vauban, die sich aber hauptsächlich auf den Austausch von Trainern bezieht. Zum ersten Mal soll der Fokus dieser Kooperation auf die U 15 mit mehr als 120 jungen Spieler:innen gelegt werden, und mehr als 100 Zuschauer:innen die Möglichkeit geben, sich im Rahmen dieser geplanten Veranstaltung zu treffen . /* Organisation d'un tournoi de football franco-allemand pour les U15 au Rheinstadion de Kehl en août 2021. Depuis plusieurs années, il existe un partenariat entre le club de football de Kehl (Kehl FV), l'ASS Schiltigheim, et le FC Vauban, mais qui concerne essentiellement les échanges et rencontres entre entraineurs. Pour la première fois, l'accent de cette coopération est mis sur les U15 avec plus de 120 joueurs participant au tournoi. Plus de 100 spectateurs auront également l'occasion de se rencontrer lors de cet événement.	Kehler FV	ASS Schiltigheim, FC Vauban.	4 796,00 €	2 390,00 €	2 390,00 €
Illuminées	*Konzert des Ensembles Intercolor, bestehend aus fünf jungen Musikerinnen (Violine, Klarinette, Saxofon, Akkordeon, Zymbal) aus Straßburg, die sich auf zeitgenössische Kreationen und Arrangements aus Barock und Renaissance spezialisiert haben, in der Friedenskirche Kehl. Dem deutschem Pubikum wird insbesondere ein eigens für das französische Festival Musica von Clara Olivares geschaffenes Werk präsentiert. Finanziert im Rahmen des Kleinkulturfonds. /* Concert de l'ensemble Intercolor, composé de cinq jeunes musiciens (violon, clarinette, saxophone, accordéon, cymbale) de Strasbourg, spécialisés dans les créations contemporaines et les arrangements du baroque et de la Renaissance, qui aura lieu à la Friedenskirche de Kehl. En particulier, une œuvre créée par Clara Olivares spécialement pour le Festival Musica sera présentée au public allemand. Projet financé dans le cadre du Kleinkulturfonds.	Festival Musica, Strasbourg	Evangelische Kirchengemeinde Kehl	12 111,00 €	5 000,00 €	3 000,00 €
MONTANT TOTAL / GESAMTSUMME				**16 907,00 €**	**7 390,00 €**	**5 390,00 €**